RAPPORT DE L'ACTUAIRE EN CHEF SUR LES TAUX DE COTISATION DE L'ASSURANCE-EMPLOI POUR 2000

CHIEF ACTUARY'S REPORT ON EMPLOYMENT INSURANCE PREMIUM RATES FOR 2000

SOMMAIRE

Le présent document se résume comme suit :

1. Nous décrivons le cadre légal pour l'établissement des taux de cotisation d'assurance-emploi.

2. Nous passons en revue l'expérience financière récente sous le régime d'assurance-emploi.

3. Nous rendons compte du contexte économique actuel et prévu.

4. Nous faisons une analyse du cadre conceptuel pour les taux de cotisation sous l'assurance-emploi, surtout au regard des objectifs de la suffisance et d'une certaine stabilité de ces taux.

5. Nous donnons des prévisions de coûts et de revenus de cotisation d'assurance-emploi, jusqu'en 2005.

6. Nous suggérons un éventail de taux de cotisation possibles pour 2000.

(Note : les taux de cotisation cités dans ce rapport sont tous des pourcentages de la rémunération assurable.)

SUMMARY

The contents of this paper are as follows:

1. It describes the legal provisions for the setting of premium rates for Employment Insurance.

2. It reviews the recent financial experience under the Employment Insurance program.

3. It describes the current and anticipated economic conditions.

4. It provides a review of the conceptual framework for setting EI premium rates, particularly with regards to the objectives of sufficiency and relative stability of premium rates.

5. It provides forecasts for Employment Insurance costs and premium revenues up to the year 2005.

6. It suggests the possible range of premium rates for 2000.

(Note: all rates of premium quoted in this report are percentages of insurable earnings.)

101-02558/

TABLE DES MATIÈRES

1) Introduction ..... page 1

2) Cadre légal..... page 1

3) Revue historique - ..... page 2
Le point sur 1999

4) Perspectives économiques ..... page 3

5) Le cadre des taux de cotisation ..... page 5
sous l'assurance-emploi

6) Prévisions du Compte..... page 13
d'assurance-emploi jusqu'en 2005

7) Hypothèses..... page 17

8) Conclusion d'ensemble ..... page 19

9) Certificat actuariel ..... page 19

Liste des annexes : I à VIII

TABLE OF CONTENTS

1) Introduction ..... page 1

2) Legislative background..... page 1

3) Historical review - ..... page 2
Focus on 1999

4) An overview of the economy..... page 3

5) The framework for EI..... page 5
premium rates

6) EI Account projections ..... page 13
up to 2005

7) Assumptions..... page 17

8) General conclusion ..... page 19

9) Actuarial certificate..... page 19

List of appendices: I to VIII

TAUX DE COTISATION POUR L'ASSURANCE-EMPLOI EN 2000

1) INTRODUCTION

Ce rapport est destiné à la Commission de l'assurance-emploi du Canada. Il fournit l'information et les prévisions nécessaires pour fixer les taux de cotisation pour 2000.

2) CADRE LÉGAL

La Partie III de la *Loi sur l'assurance-emploi* traite des « Cotisations et autres questions financières. »

L'article 66 de cette loi établit l'obligation pour la Commission de l'assurance-emploi du Canada de fixer les taux de cotisation ouvrière et patronale pour chaque année[1].

Cet article indique que la Commission fixe ces taux « avec l'agrément du gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre [du Développement des ressources humaines] et du ministre des Finances. »

Pour ce faire, la Commission prend « le taux de cotisation qui, à son avis, permet le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenus suffisant pour couvrir les débits autorisés ... et maintenir une certaine stabilité des taux. »

L'article 68 établit la cotisation patronale à 1,4 fois la cotisation ouvrière. Et l'article 69 prévoit un taux réduit pour les employeurs qui adoptent un régime prescrit d'assurance-salaire en cas de maladie (ce qui fera l'objet d'un document séparé). Pour alléger le texte, **on ne parlera ici que du taux de la cotisation ouvrière**, étant entendu qu'on réfère en même temps à la cotisation patronale.

[1] Sujet à l'obligation générale de la Commission de se conformer aux instructions du ministre (article 27(3) de la Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines).

EMPLOYMENT INSURANCE PREMIUM RATES FOR 2000

1) INTRODUCTION

This document is intended for the Canada Employment Insurance Commission and provides the information and forecasts that are needed to set premium rates for 2000.

2) LEGISLATIVE BACKGROUND

Part III of the *Employment Insurance Act* deals with "Premiums and Other Financial Matters."

Section 66 of the Act contains the obligation for the Canada Employment Insurance Commission to set employee and employer premium rates for each year[1].

It states that the Commission sets rates "with the approval of the Governor in Council on the recommendation of the Minister [of Human Resources Development] and the Minister of Finance."

In so doing, the Commission shall select a rate that it "considers will, to the extent possible, (a) ensure that there will be enough revenue over a business cycle [to pay for expenditures]; and (b) maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle."

Section 68 fixes the employer premium at 1.4 times employee premiums. And section 69 provides for a premium reduction system for employers who have prescribed wage loss replacement plans for sickness (dealt with in a separate document). For presentation purposes, **this document refers only to the employee premium rate** with the understanding that this also covers the employer premium rate.

[1] Subject to the authority of the Minister of Human Resources Development to direct the Commission (subsection 27(3) of the Department of Human Resources Development Act).

3) REVUE HISTORIQUE - LE POINT SUR 1999

Revoyons d'abord l'évolution du Compte d'assurance-emploi depuis 1990. Les détails sont à l'annexe III – y compris l'ensemble des résultats depuis 1972.

3) HISTORICAL REVIEW - FOCUS ON 1999

The main components of the EI Account's financial results are shown below since 1990. Full details since 1972 are in Appendix III.

	Taux de chômage / Unemployment rate	Cotisation ouvrière / Employee premium rate	Taux d'équilibre de la cotisation / Break-even premium rate	Recettes de cotisations / Premium revenues	Coûts du régime / Total program costs	Excédent (déficit) annuel / Annual surplus (deficit)	Solde en fin d'année / Balance at year-end
				(millions de dollars/$ millions)			
1990	8.1%	2.25%	2.53%	15,282[1]	14,356	926	2,161
1991	10.4%	2.25%/2.80%	3.23%	14,760	18,965	(4,205)	(2,045)
1992	11.3%	3.00%	3.44%	17,885	20,516	(2,631)	(4,676)
1993	11.2%	3.00%	3.20%	18,469	19,677	(1,208)	(5,884)
1994	10.4%	3.07%	2.71%	19,327	17,044	2,283	(3,601)
1995	9.5%	3.00%	2.33%	19,180	14,913	4,267	666
1996	9.7%	2.95%	2.18%	19,091	14,092	4,999	5,665
1997	9.2%	2.90%	1.96%	19,379	13,090	6,289	11,954
1998	8.3%	2.70%	1.70%	19,623	12,332	7,291	19,251
1999[2]	7.9%	2.55%	1.66%	18,564	12,080	6,484	25,735

[1] Y compris une contribution du Trésor de 2 416 millions $. / Including a government contribution of $2,416 million.
[2] Prévision / Forecast .

La récession a fait augmenter les coûts du régime de plus de 40 % entre 1990 et 1992. Ils ont commencé à diminuer en 1993, et plus rapidement par la suite, pour tomber sous le niveau d'avant la récession à partir de 1996. Quant aux revenus de cotisations, ils ont dépassé 19 milliards $ par année de 1994 à 1998 et diminué à 18,6 milliards en 1999.

Le déficit cumulatif du compte a atteint 5,9 milliards $ à la fin de 1993 mais il s'est rapidement résorbé en 1994 et 1995.

Citons comme causes principales de la baisse des coûts : 1° l'effet des Lois C-113 en avril 1993, C-17 en juillet 1994 et C-12 en juin 1996 ; et 2° l'évolution du chômage, en niveau et en composition.

Le régime aurait ainsi exigé un taux de cotisation de 3,44 % pour faire ses frais en 1992, mais de seulement 1,66 % en 1999.

Pour 1999, on prévoit un excédent annuel d'environ 6,5 milliards $ et un solde de 25,7 milliards $ en fin d'année. Ces prévisions sont plus favorables que celles effectuées il y a un an, ainsi qu'on le voit à l'annexe V, dû surtout à la baisse du taux de chômage.

With the recession, total program costs increased by more than 40% from 1990 to 1992. They started to fall in 1993 and more quickly thereafter, and were lower than the pre-recession level by 1996. Annual premium revenues averaged more than $19 billion annually from 1994 to 1998 and were reduced to $18.6 billion in 1999.

The cumulative EI deficit reached $5.9 billion at the end of 1993 but was rapidly eliminated in 1994 and 1995.

The main reasons for lower costs are as follows: 1) Bills C-113 in April 1993, C-17 in July 1994 and C-12 in June 1996; and 2) changes in unemployment, both as to level and composition.

So the premium rate needed to cover current costs has declined to about 1.66% in 1999, as compared to its peak value of 3.44% in 1992.

For 1999, an annual surplus of $6.5 billion is now expected, and a year-end balance of $25.7 billion. Those forecasts are more favourable than those made a year ago, due mainly to lower than expected unemployment. Details are shown in Appendix V.

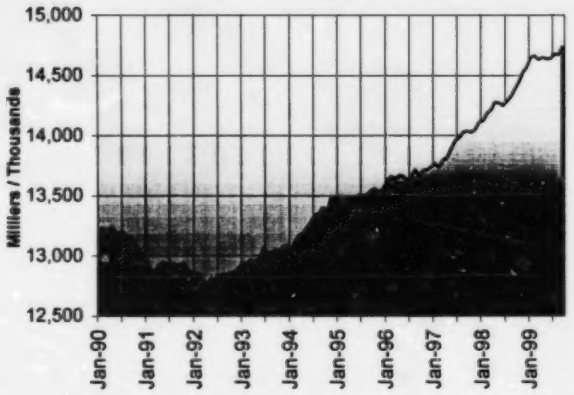
4) PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Mise au point sommaire

L'emploi a augmenté de 15 % en sept ans et demi, depuis le creux de la récession en 1992. Bien que cette croissance soit plus modeste que celle de 22 % observée dans les années 1980, il appert d'ores et déjà que la durée de l'expansion en cours va dépasser celle des années 1980.

Ceci a permis au taux de chômage de baisser à 7,5 % en septembre 1999, le plus faible niveau atteint depuis juin 1990 et près du plancher de mars 1990 (7,2 %).

Emploi mensuel – Monthly employment
(données désaisonnalisées – seasonally-adjusted)



La croissance de l'économie se poursuit au second trimestre de 1999 puisque le produit intérieur brut s'accroît de 0,8 %, presqu'au même rythme qu'aux deux trimestres précédents. La vigueur de la demande intérieure provient de l'investissement en machines et matériel, ainsi qu'en logements. La croissance des exportations ralentit malgré les gains dans l'énergie.

Les entreprises et administrations publiques continuent de se préparer à l'arrivée de l'an 2000. L'investissement s'accélère aussi dans la plupart des catégories de machines et matériel.

Malgré les incertitudes qu'apportent le gonflement des valeurs boursières et l'an 2000, les attentes sont positives à court et à moyen terme pour les économies américaine et canadienne. Les analystes prévoient ainsi une croissance économique d'entre 2,5 % et 3 % au Canada en 2000, l'OCDE entrevoyant un taux de croissance moyen de cet ordre jusqu'en 2004. Le taux de chômage continuerait alors de réduire de façon modérée.

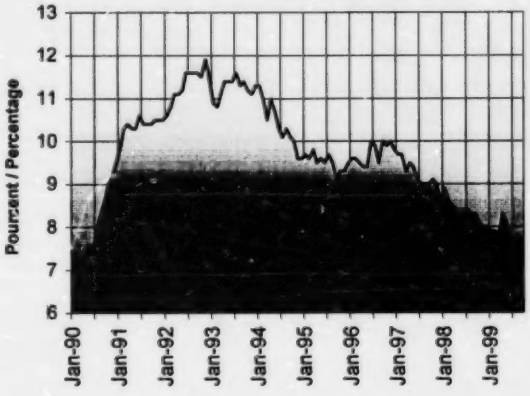
4) AN OVERVIEW OF THE ECONOMY

A brief update

Employment has grown by 15% in the seven and a half years since it reached its low point in 1992. Although weaker than the 22% growth seen during the 1980s recovery, this advance is now extending beyond the expansion seen in the 1980s, which was ending at this point.

As a result, the unemployment rate fell to 7.5% in September 1999, its lowest level since June 1990 and close to the low of 7.2% seen in March 1990.

Taux de chômage -- Unemployment rate
(données désaisonnalisées – seasonally-adjusted)



Economic growth was sustained during the second quarter of 1999, as the gross domestic product advanced 0.8%, close to the growth achieved in the previous two quarters. Strength in domestic demand was spurred by investment in machinery and equipment as well as in housing. Export growth slowed in spite of solid gains in energy products

Businesses and governments continued to gear up for Y2K compliance. Investment also picked up in most categories of machinery and equipment.

In spite of the uncertainties linked to high stock market valuations and to Y2K, the consensus is favourable over the short and medium term, both for Canada and the U.S. Analysts expect some slowing of growth, to between 2.5% and 3% in 2000 for Canada, with the OECD anticipating a similar average growth rate until 2004. The unemployment rate should then continue to reduce gradually.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Les prévisions contenues dans ce document

Ce document présente des prévisions jusqu'à l'an 2005 tandis que l'Annexe I-D les prolonge jusqu'en 2020. L'analyse qui suit examinera trois scénarios de taux de chômage, en vue d'évaluer la suffisance et la stabilité des taux de cotisation sous diverses conditions.

Le premier scénario (A) est considéré comme le plus probable : il affiche un taux de chômage qui diminue lentement après 2000 pour atteindre 7 % en 2005.

À l'autre extrême, se trouve un scénario pessimiste (C) et moins probable, qui verrait une récession dès 2000 et des taux de chômage de 11 % à 12 % tels ceux des deux dernières récessions. Pourraient y contribuer des événements tels une chute boursière ou le bogue de l'an 2000. La reprise débuterait en 2002 pour nous ramener sous les 9 % de chômage en 2005.

Le scénario B est intermédiaire aux deux autres et suppose des taux de chômage exactement au point milieu des deux premiers scénarios. Ceci produit des taux entre 9 % et 10 % de 2000 à 2002 mais qui diminuent par la suite, jusqu'à 8 % en 2005.

Forecasts adopted for this document

This document presents forecasts to the year 2005, while Appendix I-D shows extended forecasts to the year 2020. There are three unemployment rate outlooks, evaluating the sufficiency and stability of premium rates over a variety of outcomes.

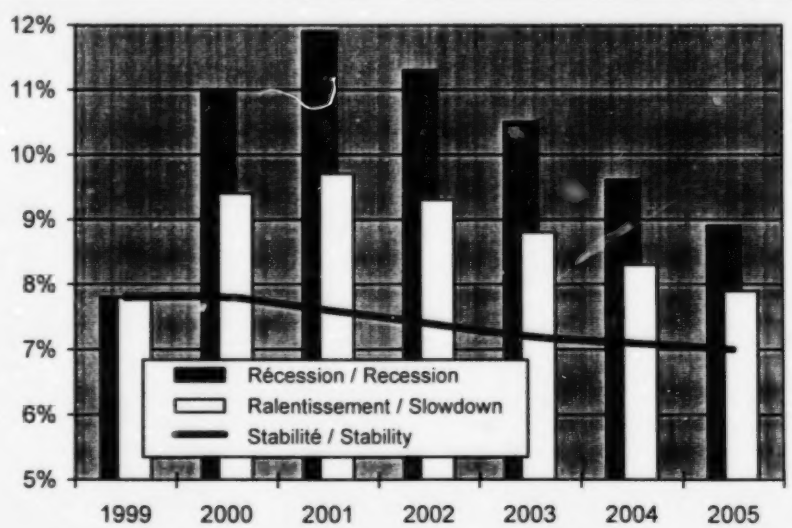
The first forecasting scenario (A) is considered most likely: it assumes an unemployment rate that falls slowly after 2000 to reach 7% by 2005.

At the other extreme, scenario C is pessimistic and less likely: a recession would occur in 2000, unemployment would range from 11% to 12% as in the last two recessions. Causes might be events such as a severe stock market fall or the year 2000 computer bug. Recovery would begin in 2002 and unemployment would fall below 9% by 2005.

The other scenario (B) is a middle one, assuming unemployment at exactly the mid-point of the above two scenarios for each year. So the unemployment rate would be between 9% and 10% from 2000 to 2002, falling towards 8% by 2005.

Taux de chômage hypothétiques / Hypothetical Unemployment Rates

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Prévision A / Forecast A	**Stabilité / Stability**	**7.8%**	**7.8%**	**7.6%**	**7.4%**	**7.2%**	**7.1%**	**7.0%**
Prévision B / Forecast B	Ralentissement / Slowdown	7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%
Prévision C / Forecast C	Récession / Recession	7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%



Les prévisions contenues dans ce document

Ce document présente des prévisions jusqu'à l'an 2005 tandis que l'Annexe I-D les prolonge jusqu'en 2020. L'analyse qui suit examinera trois scénarios de taux de chômage, en vue d'évaluer la suffisance et la stabilité des taux de cotisation sous diverses conditions.

Le premier scénario (A) est considéré comme le plus probable : il affiche un taux de chômage qui diminue lentement après 2000 pour atteindre 7 % en 2005.

À l'autre extrême, se trouve un scénario pessimiste (C) et moins probable, qui verrait une récession dès 2000 et des taux de chômage de 11 % à 12 % tels ceux des deux dernières récessions. Pourraient y contribuer des événements tels une chute boursière ou le bogue de l'an 2000. La reprise débuterait en 2002 pour nous ramener sous les 9 % de chômage en 2005.

Le scénario B est intermédiaire aux deux autres et suppose des taux de chômage exactement au point milieu des deux premiers scénarios. Ceci produit des taux entre 9 % et 10 % de 2000 à 2002 mais qui diminuent par la suite, jusqu'à 8 % en 2005.

Forecasts adopted for this document

This document presents forecasts to the year 2005, while Appendix I-D shows extended forecasts to the year 2020. There are three unemployment rate outlooks, evaluating the sufficiency and stability of premium rates over a variety of outcomes.

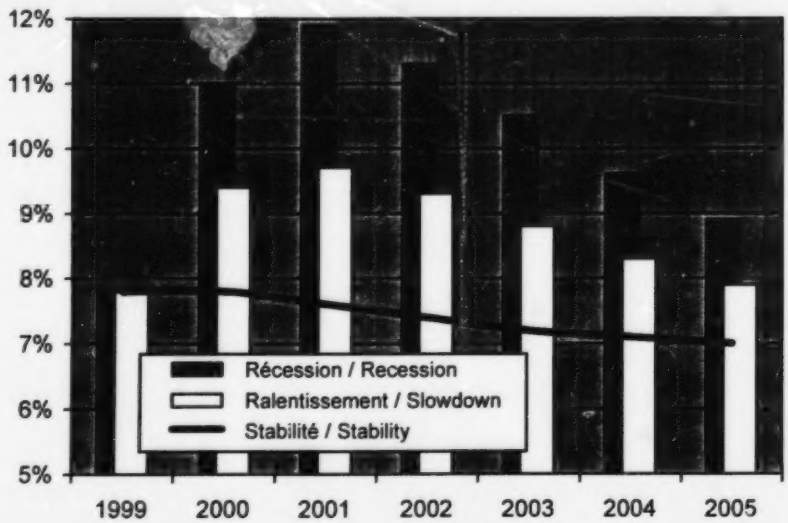
The first forecasting scenario (A) is considered most likely: it assumes an unemployment rate that falls slowly after 2000 to reach 7% by 2005.

At the other extreme, scenario C is pessimistic and less likely: a recession would occur in 2000, unemployment would range from 11% to 12% as in the last two recessions. Causes might be events such as a severe stock market fall or the year 2000 computer bug. Recovery would begin in 2002 and unemployment would fall below 9% by 2005.

The other scenario (B) is a middle one, assuming unemployment at exactly the mid-point of the above two scenarios for each year. So the unemployment rate would be between 9% and 10% from 2000 to 2002, falling towards 8% by 2005.

Taux de chômage hypothétiques / Hypothetical Unemployment Rates

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Prévision A / Forecast A	**Stabilité / Stability**	7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%
Prévision B / Forecast B	Ralentissement / Slowdown	7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%
Prévision C / Forecast C	Récession / Recession	7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%



5) LE CADRE DES TAUX DE COTISATION SOUS L'ASSURANCE-EMPLOI

Objectifs

La Commission fixe les taux de cotisation depuis 1972, sauf à six occasions où ils ont été arrêtés par une loi spéciale[2].

Il y a deux principes dans la Loi sur l'assurance-emploi de 1996, l'intégrité financière et la stabilité des taux. Ces principes ne sont pas nouveaux, mais c'est la première fois qu'on met l'accent sur la quête d'une stabilité au cours d'un cycle économique.

Ceci contraste avec la situation antérieure, où l'on devait augmenter ou réduire les taux de cotisation après l'amorce d'une récession ou d'une reprise pour contenir les déficits ou les excédents. Impossible alors de bâtir une réserve suffisante aux fins de stabilisation.

La Loi de 1996 permet quand même les déficits cumulatifs. Mais il y aura des frais d'emprunts à rencontrer, tels les 2,3 milliards de dollars remboursés par le Compte d'assurance-emploi au Trésor de 1982 à 1988 ou le milliard de dollars qui a été remboursé entre 1992 et 1995.

Le cycle économique

Les cycles économiques sont des fluctuations récurrentes et généralisées de l'activité économique. Que ce soit de sommet à sommet ou de creux à creux, ils peuvent durer d'un an à dix ou douze années et être d'amplitude variable. Une récession est une période de recul soutenu - et pas seulement deux trimestres consécutifs de baisse, car ces trimestres pourraient être entrecoupés de courtes et faibles augmentations.

Statistique Canada a publié en février 1996 une étude des cycles économiques au Canada. Cet article relève treize cycles de 1947 à 1992, ce qui indique des cycles d'une durée moyenne de trois ans et demi.

Une étude récente a établi la durée moyenne des cycles économiques à 4,8 années pour un groupe de treize pays industrialisés dont le Canada et les U.S.A., et ce depuis la dernière guerre. La moyenne variait assez peu entre ces pays, de 3,6 à 5,8 années.

[2] Pour 1986 et 1987, pour 1990 et 1991 ainsi que pour 1995 et 1996. Voir aussi l'annexe VI.

5) THE FRAMEWORK FOR EMPLOYMENT INSURANCE PREMIUM RATES

Objectives

The Commission has set premium rates since 1972, though such rates were set by special legislation on six occasions[2].

Two objectives are contained in the 1996 EI Act: the fiscal integrity of the EI Account and the relative stability of premium rates over a business cycle. Those objectives are not new but the emphasis on the business cycle is new.

In contrast, the previous legislation required increasing or reducing premium rates soon after the onset of recession or recovery, so as to contain surpluses or deficits. It was impossible to accumulate an adequate stabilization reserve.

The 1996 Act still allows the development of cumulative deficits. However, they result in interest charges, such as the $2.3 billion which was repaid by the EI Account to the Consolidated Revenue Fund from 1982 to 1988 and the one billion dollars repaid from 1992 to 1995.

Business cycles

Business cycles are a recurring and widespread pattern of economic expansion and recession. Whether measured between peaks or troughs, they last from one to ten or twelve years and vary in amplitude. A recession is a spell of sustained decline - not just two successive quarters of negative growth, since quarters of severe recession could be broken by brief, small increases.

Statistics Canada released a study of Canadian business cycles in February 1996. This report identified thirteen business cycles between 1947 and 1992, for an average duration of 3.5 years.

A recent study found an average business cycle of 4.8 years in thirteen industrialized countries (including Canada and the U.S.), since the war. The averages varied between 3.6 and 5.8 years, showing similarity amongst those countries.

[2] For 1986 and 1987, for 1990 and 1991 as well as for 1995 and 1996. See also Appendix VI.

L'expansion de huit ans entre 1982 et 1990 a été la deuxième plus longue depuis celle des années 1960 (qui s'est prolongée sur dix ans, de 1961 à 1970) tandis que l'expansion actuelle atteindrait cet anniversaire de huit ans en l'an 2000.

La longévité de ces deux dernières expansions a incité des économistes à se demander si l'activité économique devient plus stable et les cycles plus longs.

Parmi les facteurs invoqués à cet effet, on trouverait : la montée des secteurs des services et du gouvernement (qui sont moins cycliques que les secteurs primaires et secondaires), l'utilisation de stabilisateurs automatiques (tels l'impôt progressif et l'assurance-chômage), des réformes financières comme l'assurance-dépôt, ou un meilleur contrôle des inventaires ainsi que la mondialisation des échanges.

En comparaison, les deux dernières récessions, les plus sévères depuis la Dépression et plus longues que la moyenne, n'ont duré qu'un an et demi chacune.

Les périodes de récession tendent à être de plus courte durée que celles d'expansion. Ainsi, selon le *National Bureau of Economic Research* aux États-Unis, les neuf cycles américains d'après-guerre ont duré 5,1 années en moyenne : 4,2 années d'expansion mais seulement 11 mois de récession.

Dans ce contexte, la question qui se pose est de savoir si l'expansion actuelle va bientôt prendre fin. On pourrait le penser si on considère la période écoulée, mais plusieurs auteurs ont soutenu qu'il n'y a que très peu de relation entre la durée d'une expansion et la probabilité qu'elle se termine.

Citons l'auteur qui, considérant les causes de récession, a conclu : « Les cycles économiques sont assez bien définis mais on ne leur trouve aucune explication générale. » Peuvent y contribuer une accumulation des stocks, une capacité excédentaire de production, une baisse du revenu réel en raison de l'inflation, ou des chocs extérieurs tels qu'une hausse des prix du pétrole.

On sait que l'expansion actuelle ne se déroule pas dans le même cadre que les deux dernières ou que celle des années 1960. Les taux d'inflation, d'intérêt et de croissance des salaires restent faibles. On ne voit pas non plus les importants déficits gouvernementaux des années 1980 ou du début des années 1990.

The 1982-90 expansion of eight years was the second longest since the 1960s (when the period of growth lasted 10 years, from 1961 to 1970) and the life of the current expansion would reach eight years during the year 2000.

These last two expansions have prompted some economists to ask if economic activity is getting less volatile and business cycles are getting longer.

Some of the factors invoked in those arguments are: the rise of the service and government sectors (which are less cyclical than the primary and secondary sectors), the use of automatic stabilizers (e.g. the progressive income tax system and unemployment insurance), financial reforms such as deposit insurance, or changes in inventory behaviour and increased globalization.

By contrast, the last two recessions, though the most severe since the Depression and longer than most, each lasted one year and a half.

Such a pattern of short, steep recession followed by longer, slower expansion is common. Thus, the National Bureau of Economic Research in the U.S. has measured the nine post-war cycles in the U.S. as lasting 5.1 years on average, with only 11 months of recession and 4.2 years of expansion.

Within this framework, a question is whether the current expansion could be expected to end soon. This might seem likely given its ongoing duration, yet a number of authors have argued that there is little relationship between the length of an expansion and its probability of ending.

Reviewing the causes of recessions, for example: an unwanted buildup of inventory, excess plant capacity due to overinvestment, declining real incomes due to an increase in inflation, or external shocks such as an increase in oil prices, one author has said: "Business cycles are fairly well defined yet they have no generally accepted explanation."

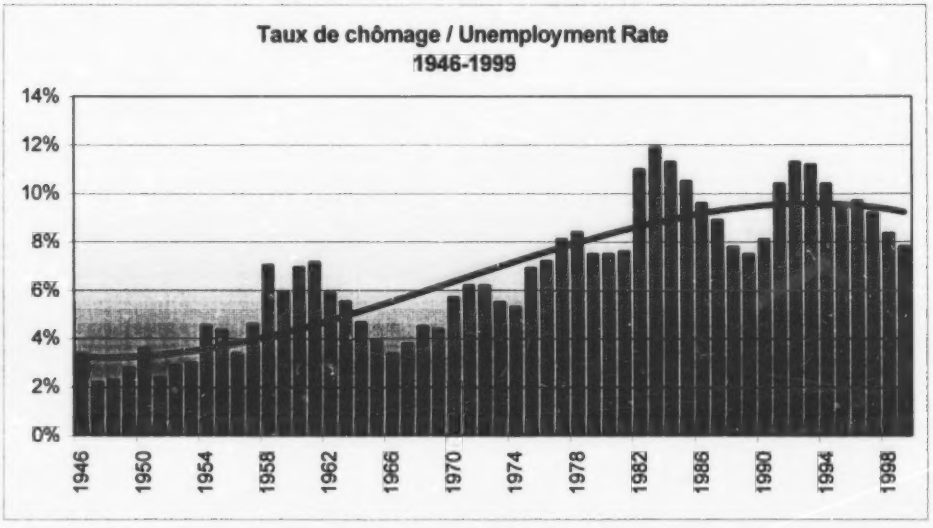
Finally, it is clear that the current expansion is occurring under different circumstances than in the recent past or even in the 1960s. Rates of inflation, of interest and of wage growth remain subdued. Also absent are the large government deficits that characterized the 1980s and early 1990s.

Un dernier élément de contexte pourrait être l'observation que les taux de chômage ont semblé augmenter constamment au cours des dernières décennies, comme le montre le graphique ci-dessous.

Mais il est possible que cette tendance se brise. En effet, le dernier sommet du taux de chômage a été de 11,3 % en 1992, et n'a donc pas rejoint le sommet précédent de 11,9 % en 1983. Par ailleurs, on a vu baisser le taux de chômage en 1989 au même niveau qu'en 1979-1980, cependant que la tendance actuelle pourrait mener à un taux de chômage encore plus bas - vu que le plus récent taux mensuel sur base désaisonnalisée est de 7,5 %.

A further element of context that can be considered is the fact that unemployment rates have seemed to ratchet up fairly steadily over the last decades, as illustrated in the graph below.

But there are indications that this trend might not continue. Indeed, the peak for the annual unemployment rate was lower during the recession of 1991/92 (at 11.3%) than in 1982/83 (at 11.9%). In addition, the unemployment rate did fall in the mid-1980s to the level of the previous low of 7.5%, while the current expansion might even see a lower rate - the latest seasonally adjusted rate being exactly 7.5%.



En somme, il ne sera jamais possible d'exactement apparier les taux de cotisation aux cycles économiques. Il faudra évaluer un éventail de scénarios et choisir parmi toutes les éventualités celle qui offre la meilleure perspective de stabilité. De fréquentes révisions seront nécessaires et inévitables.

Par conséquent, l'objectif d'une certaine stabilité des taux de cotisation au cours d'un cycle économique visera plus précisément à produire des taux qui permettent de rencontrer les coûts qui découlent de la fluctuation du chômage.

Certes, les cycles économiques sont d'abord établis sur la base d'indicateurs tel le comportement du Produit Intérieur Brut per capita, et non seulement en rapport avec le taux de chômage. Mais c'est l'évolution du taux de chômage qui compte pour le régime d'assurance-emploi et ce, même si elle s'écartait à l'occasion du cycle économique « pur. »

All told, the matching of premium rates to business cycles cannot be done in any precise mathematical fashion. The process has to be one of looking at various potential scenarios and of setting a path which best protects against unstable premiums. Frequent revisions will be inevitable and necessary.

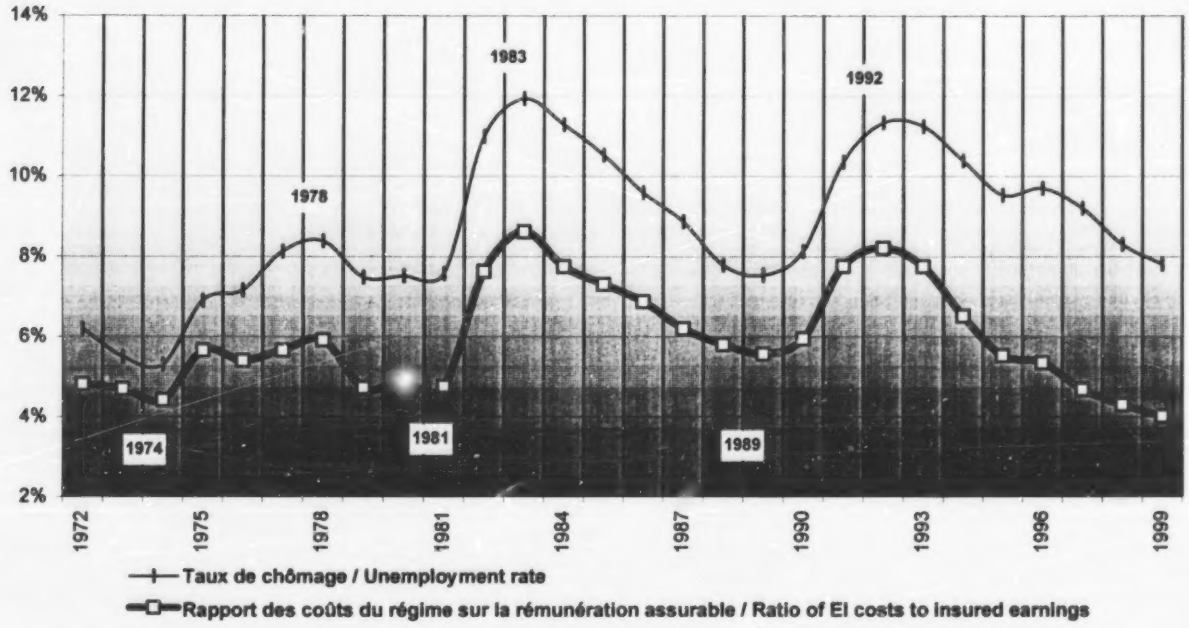
So the objective of relative premium rate stability over a business cycle will be taken as one of planning to cover the variations in EI program costs that occur as a result of fluctuating unemployment rates.

Strictly speaking, business cycles are based on such indicators as the change in the Gross Domestic Product on a per capita basis and not only on the unemployment rate. But for the EI program, the cycles that matter are those for unemployment rates, even though they might not always be aligned perfectly with "pure" business cycles.

Le graphique suivant démontre la relation qui existe entre le taux de chômage et le niveau des coûts du régime, selon le rapport des coûts à la rémunération assurable pour le régime d'assurance-emploi, de 1972 à 1999[3].

This is illustrated in the following graph, which shows the relationship between the unemployment rate and the level of EI program costs, as measured by the ratio of those costs to insured earnings for the period from 1972 to 1999[3].

Cycles économiques pour l'assurance-emploi / Business cycles for the EI program



Le concept de stabilité

Un certain nombre de questions se posent à l'égard du concept de stabilité du taux de cotisation.

1) D'abord, quel taux stable faudrait-il sur une longue durée pour suffire aux coûts du régime ?
2) Deuxièmement, visera-t-on une stabilité totale, ou serait-on prêt à certains écarts de taux ?
3) À quel moment faudrait-il établir les réserves au niveau souhaité ?
4) Et enfin, quel serait le montant des réserves qui permettrait d'assurer une certaine stabilité des taux de cotisation ?

The concept of stability

A number of questions arise in relation with the concept of premium rate stability.

1) First, what is the stable rate needed over an extended period to cover program costs?
2) Second, should one seek or expect nearly full stability, or allow for some changes?
3) When should reserves be raised to the maximum desired level?
4) And finally, what is the amount of reserves needed to 'guarantee' stable premium rates?

[3] Le rapport est ajusté pour inclure le coût des réductions de cotisations (pour les régimes d'assurance-salaire) et les remboursements de cotisations aux travailleurs.

[3] The ratio is adjusted to include both the costs of premium reductions on account of wage-loss replacement plans and employee premium refunds.

À la première question, on peut estimer qu'un taux stable se situant entre 1,70 % et 2,20 % pourrait couvrir les coûts du régime actuel sur une longue durée, en utilisant les excédents des bonnes années pour combler les déficits des autres années. Nous en arrivons à cette conclusion sur la foi de projections jusqu'en l'an 2020. Le point milieu de cette fourchette (1,95 %) est un peu inférieur à celui indiqué l'an dernier (2,00 %) mais l'écart total est plus grand que celui de l'an dernier (qui allait de 1,90 % à 2,10 %).

À notre avis, cet éventail couvrira mieux les résultats possibles. Le taux inférieur, soit 1,70 %, pourrait admettre un taux de chômage moyen de 7¼% (contre un taux de 8,7 % l'an dernier). Au taux supérieur de 2,20 % correspondrait le même taux de chômage que l'an dernier, soit 9,9 % mais avec pour cible d'excédent minimal, les coûts annuels. Le point milieu de notre fourchette est un taux stable de cotisation de 1,95 %, qui suffirait à couvrir les coûts du régime avec un taux de chômage moyen de 8,6 %, la moyenne depuis 1970.

La valeur du taux stable de cotisation sur longue durée et le niveau des réserves sont liés car des réserves plus élevées permettront des taux de cotisation moindres à terme, grâce aux intérêts sur ces réserves.

Ainsi, nos calculs montrent que le Compte accumulerait 17 milliards $ de moins au cours des dix prochaines années et 26 milliards de moins entre 2010 et 2020, n'était-ce des intérêts sur l'excédent de 26 milliards $ au début de 2000. Toutes choses étant égales, les montants réels dépendront des taux d'intérêt et du niveau des réserves. Le corollaire à ce calcul, c'est que sans ces intérêts, le taux stable de cotisation sur longue durée, taux que nous avons indiqué plus haut, devrait être augmenté d'environ 0,12 %.

Deuxième question : que signifie la « certaine stabilité » des taux de cotisation ? On ne voudra plus augmenter les taux de cotisation de façon abrupte, surtout en temps de récession. On sait l'effet perturbateur sur l'économie et sur les emplois qu'ont eu les augmentations de 40 % des taux de cotisation en 1983 et de 33$^{1}/_{3}$ % entre juin 1991 et janvier 1992.

De façon pratique, il faudra parfois ajuster un peu les taux de cotisation. Il sera difficile d'aplanir tous les écarts de prévision du taux de chômage, ayant observé sur vingt ans une erreur moyenne de 10 % pour la première année de prévision, augmentant à 20 % à la quatrième année de prévision.

To answer the first question, we have made projections to the year 2020, reaching the conclusion that an average premium rate of between 1.70% and 2.20% should cover program costs over the foreseeable future, with surpluses in the better years offsetting deficits in other years. The mid-point of this range (1.95%) is just below last year's (2.00%), but the range between the bottom and top rates is wider than last year, when it was from 1.90% to 2.10%.

This range should better cover the spectrum of outcomes. The low unemployment forecast of 7½% provides a greater margin than last year's rate of 8.7%. At the top end, our unemployment forecast is the same as last year's 9.9% but the target level of surplus has been raised to at least cover one year's worth of program costs. The mid-point estimate of the stable premium rate, or 1.95%, is one that would match an unemployment rate of 8.6%, which is the average since 1970.

The value of the stable rate of premium over the long run and the level of reserves are linked by the fact that higher reserves will ultimately allow lower premiums, because of the interest on those reserves.

We have calculated that with the same revenues and costs as otherwise assumed but assuming no EI balance at the start of 2000, the cumulative interest credits for the Account would be about $17 billion less within a decade and another $26 billion in the following 10 years. The real amounts will depend on future rates of interest and on the level of the reserves. The corollary is that, in the absence of such interest, the long-term premium rates shown above would have to be raised by about 0.12%.

The second issue deals with the notion of "relative premium rate stability." The goal would be the avoidance of abrupt premium rate increases at all times, but especially during a recession. The premium increases of nearly 40% in 1983 and of 33$^{1}/_{3}$% between June 1991 and January 1992 contributed to job losses at the worst of times.

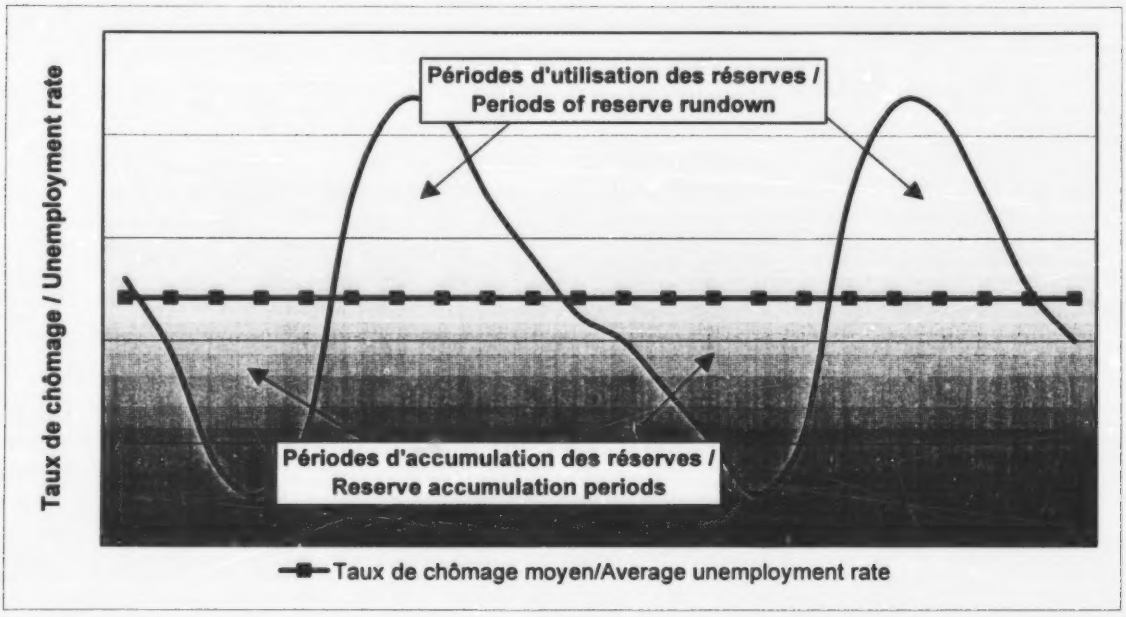
As a practical matter, infrequent adjustments to premium rates may be needed. It would be difficult to smooth out all of the variations in unemployment rate forecasts, given an average forecasting error of 10% observed for the first year and of 20% for the fourth year, over the last 20 years.

Troisième question : quand faut-il établir la réserve ?

Techniquement, la réserve devrait atteindre son apogée après que le taux de chômage, ayant atteint son plus bas niveau, s'apprête à remonter au-delà du niveau moyen pour le cycle. Le graphique suivant montre comment un taux de cotisation stable – correspondant au taux de chômage moyen – permet tantôt de regarnir les coffres, tantôt d'amortir des coûts croissants.

A third issue is when the full reserve should be set.

In principle, reserves should reach their peak after the unemployment rate has bottomed out, when it is about to rise above its cyclical average. The graph below shows how the stable premium rate, corresponding to the average unemployment rate, should first allow for the build-up then for the runoff of reserves.



Bien sûr, il sera la plupart du temps difficile de déterminer le moment où on atteint le niveau moyen d'un cycle, car il varie dans le temps, avec la conséquence que surgiront à l'occasion des débordements ou des insuffisances de réserve.

Le dépassement des réserves imposera qu'on finisse par ramener les taux de cotisation à un niveau moindre : soit qu'on réduise ces taux de peu sans réduire les réserves elles-mêmes, en se servant des seuls intérêts sur la réserve ; soit qu'on réduise les taux de cotisation de façon plus importante pour éliminer les réserves excédentaires.

Dans le cas d'un manque de réserves, la meilleure solution serait d'accepter un modeste déficit cumulatif en cours de récession, puis d'effectuer une légère augmentation des taux de cotisation lors de la reprise suivante.

However, it will usually be difficult to establish just when the cyclical average has been reached, because the average may vary from one cycle to the next. So reserves may either become too large at times, or fall short of the desirable level.

Excess reserves must eventually lead to lower premium rates. Either on a permanent basis, if the excess reserves were left untouched and only the additional interest revenues were used for premium reductions. Or there could be a temporary but larger reduction in premiums if it was decided to eliminate the excess reserves themselves.

In the case of reserves falling short, the best response would be to accept a modest cumulative deficit during the recessionary phase, and to effect a small increase in premium rates during the subsequent recovery.

On en vient à la dernière question : quel est le montant souhaitable de la réserve ?

Pour la prochaine décennie, on estime qu'une réserve de 10 à 15 milliards $ devrait, à la veille d'une récession, permettre de rencontrer tous les coûts à survenir au cours de celle-ci. Cela devrait permettre d'éviter tout déficit cumulatif ou toute hausse des taux de cotisation. Cet estimé se fonde sur les simulations présentées à l'Annexe I-D, principalement sur la prévision C qui comporte des récessions semblables aux deux dernières.

Bien sûr, l'effet du temps sur les valeurs monétaires implique qu'il faudra réajuster ce montant à la hausse pour maintenir une équivalence réelle. Il sera donc graduellement augmenté vers les 15 à 20 milliards de dollars. De plus, la prévision A de l'Annexe I-D montre que, si les taux de chômage se mettaient à fluctuer encore plus, il serait nécessaire de prévoir une augmentation correspondante des réserves.

Aux États-Unis, on a recommandé que chaque État maintienne une réserve correspondant entre 100 % et 150 % du coût des prestations ordinaires à verser pendant une récession. Ceci équivaudrait à une réserve d'entre 12 et 18 milliards $ pour le régime canadien, à l'égard des prestations ordinaires. Ceci est à peu près conforme à nos estimés, vu que l'existence de 51 régimes distincts d'assurance-chômage aux États-Unis doit en principe exiger des réserves plus élevées qu'au Canada.

Aux origines du régime canadien, dans les années 1940 et 1950, on a permis aux réserves d'atteindre 10 fois le montant annuel des prestations en 1946, et il était encore 4 fois ce montant dix ans plus tard. Ceci était justifiable du fait de l'incertitude reliée aux coûts du régime au lendemain de la Dépression, la volonté d'étendre graduellement la portée des prestations et les circonstances spéciales entourant la fin de la Guerre.

Bien sûr, le maintien d'une réserve élevée suscitera des demandes pour accroître les prestations, pour réduire les taux de cotisation ou pour affecter les fonds à diverses fins.

This leads to a last question: what is the desirable amount of reserves?

At this time and for approximately the next decade, a reserve of between $10 and $15 billion – available at the onset of a downturn – should be sufficient to meet the added program costs during a period of decline. It would thus prevent cumulative deficits and allow stable premium rates. This estimate is based on the projections shown in Appendix I-D, mainly on Forecast C which includes recessions similar to the last two.

However, the passing of time will necessitate upward adjustments to this estimate, in order to keep pace with increasing wages. So it would gradually move towards the $15 to $20 billion range. In addition, any anticipated increase in the variations registered by the unemployment rate would require a commensurate increase in reserves. This is illustrated by Forecast A in Appendix I-D.

In the U.S., it has been recommended that State UI programs maintain reserves of between 100% and 150% of the recession-level costs of regular benefits. With an estimate of recession-level costs of about $12 billion p.a. in Canada, that recommendation would imply reserves of $12 to $18 billion for regular benefits. This is not inconsistent with our own estimates, noting that the existence of 51 separate State programs requires higher reserve levels than in Canada.

At the start of the Canadian UI system, in the 1940s and 1950s, the reserves reached about 10 times the annual payout in 1946 and they were still 4 times the annual payout 10 years later. This could be explained by initial cost uncertainties linked to the Great Depression, by an intention to gradually improve benefits, as well as by the special circumstances during and after World War II.

Maintaining a large reserve will lead to demands to improve benefits, to reduce premiums or to use program funds for various purposes.

Question connexe : l'effet budgétaire

Le Compte d'assurance-emploi est intégré aux Comptes publics depuis 1986, tel que recommandé par le Vérificateur général. Tout écart des cotisations ou des dépenses du régime est donc reflété dans le solde budgétaire du gouvernement.

Mais tel qu'indiqué par le Vérificateur général en 1994 :

> « ... Puisque l'Assurance-chômage s'autofinance au fil des ans, ses répercussions sur le budget fédéral sont neutres à long terme. »

Il faut observer que, paradoxalement, l'objectif de stabilisation des taux de cotisation contribue à rendre les résultats budgétaires du gouvernement plus instables à l'intérieur d'un cycle.

Conclusions de cet examen :

D'abord, le taux stable de cotisation qui permettrait d'acquitter tous les coûts du régime au cours d'un cycle économique s'établit probablement entre 1,70 % et 2,20 %. Observons que plus on portera les réserves à un niveau élevé, plus les revenus d'intérêt permettront de réduire ce taux.

Deuxièmement, on peut s'attendre à des ajustements occasionnels du taux autour du niveau précité, de 5 % à 10 % (de 10 ou 20 points de pourcentage pour le taux de cotisation des travailleurs). Les inévitables erreurs de prévision ne permettent pas une stabilité totale.

Troisièmement, un montant de 10 à 15 milliards $ semble suffisant pour affronter les hausses de coûts occasionnées par une récession, et ce, sans augmentation des cotisations.

Quatrièmement, il peut parfois être opportun de tenir compte de facteurs additionnels, tels la difficulté en tout temps de faire des prévisions précises, la tendance haussière du chômage au cours des décennies, la possibilité d'amendements au régime ou l'éventualité d'événements ou de catastrophes imprévus.

Enfin, il ne s'agit pas aujourd'hui de fixer les taux de cotisation des dix prochaines années, mais bien de tenir compte de perspectives raisonnables en fixant celui pour 2000.

Other issue: the budgetary impact

The Employment Insurance Account has been part of the Public Accounts since 1986, as recommended by the Auditor General. So any change in program revenues or spending affects the government's budget.

However, as the Auditor General noted in 1994:

> " While UI is self-financing over time, ... its impact on the federal budget is neutral in the long term."

It can even be noted that the impetus for stabilizing premium rates must actually make the federal government's budgetary results more variable within each business cycle.

Conclusions from this review:

First, the average premium rate required to pay for program costs throughout a business cycle can be estimated to range from 1.70% to 2.20%. Note that higher reserve levels will ultimately allow lower premium rates, due to the higher interest revenues earned on those reserves.

Second, small temporary adjustments of about 5% or 10% (10 to 20 percentage points on the employee premium rate) around the above premium rate may be unavoidable. The inevitable forecasting errors may not allow for total stability.

Third, a reserve of $10 to $15 billion would seem enough both to pay for the higher benefit costs expected during a recession and to prevent premium rates from rising.

Fourth, it may sometimes be sound to consider additional factors. For example: the difficulty of making accurate forecasts at any time, the upward trend in unemployment over the last decades, the potential for program amendments or the possibility of encountering unexpected or catastrophic events.

Of course, the present task is not to set premium rates for the next 10 years, but to choose the rate for 2000 on the basis of reasonable future expectations and planning.

6) PRÉVISIONS DU COMPTE JUSQU'EN 2005

Les prévisions qui suivent – dont les détails sont contenus à l'annexe I – reflètent des hypothèses et une méthodologie prudentes, et sont sujettes aux commentaires formulés aux pages 17 et 18.

Selon le scénario économique, les coûts annuels du régime pourraient varier de 13 à 19 milliards $ au cours des six prochaines années. Les prestations ordinaires représenteraient environ les deux tiers de ces coûts. Les autres coûts (composés des frais d'administration, des prestations spéciales et des prestations et mesures d'emploi) resteront assez stables et dépasseront 5 milliards $ par année.

Les taux de cotisation qui couvriraient tous ces coûts à chaque année apparaissent plus bas, et iraient d'environ 1,80 % à 2,62 % - bien que les revenus d'intérêt soient susceptibles de les réduire de 0,10 % à 0,20 % selon le niveau des réserves.

6) EI ACCOUNT PROJECTIONS UP TO 2005

The following forecasts – details shown in Appendix I – are based on prudent assumptions and methodology and subject to the comments indicated later (on pages 17 and 18).

Depending on the economic forecast, program costs could vary from $13 to $19 billion over the next six years. Regular benefit costs would account for most of those costs, about two thirds. Other costs (mainly for special benefits, employment benefits and measures and administration costs) are expected to stay fairly stable and to exceed $5 billion per annum.

The break-even premium rates which would cover program costs each year are shown below, and would range from 1.80% to 2.62% - with interest revenues likely to reduce these rates by 0.10% to 0.20% (depending on the reserve levels).

Prévisions des coûts du régime / Forecast of program costs

	Prévision / Forecast A (Stabilité / Stability)			Prévision / Forecast B (Ralentissement / Slowdown)			Prévision / Forecast C Récession / Recession		
Année / Year	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *	Taux de chômage / Unemployment rate	Coûts / * Costs	Cotisation d'équilibre / Break-even premium rate *
1999	7.8%	13,078	1.80%	7.8%	13,078	1.80%	7.8%	13,078	1.80%
2000	7.8%	13,655	1.83%	9.4%	15,467	2.11%	11.0%	17,274	2.40%
2001	7.6%	14,092	1.83%	9.7%	16,662	2.22%	11.9%	19,224	2.62%
2002	7.4%	14,489	1.84%	9.3%	16,979	2.20%	11.3%	19,461	2.59%
2003	7.2%	14,938	1.85%	8.8%	17,177	2.17%	10.5%	19,410	2.50%
2004	7.1%	15,210	1.84%	8.3%	16,944	2.08%	9.6%	18,676	2.32%
2005	7.0%	15,347	1.81%	7.9%	16,710	2.00%	8.9%	18,071	2.18%

* Sans tenir compte des revenus d'intérêt sur la réserve. / Not accounting for interest credits on the EI reserve.

Les scénarios qui suivent visent à couvrir un éventail de taux de cotisation, mais les taux montrés après 2000 ne sont fournis qu'à titre d'exemple afin d'aider à la prise de décision pour l'an 2000.

Pour 2000 même, les deux pages qui suivent montrent des taux décroissants entre 2,45 % et 1,75 %. On peut extrapoler l'effet de tout taux intermédiaire avec la règle qu'un écart de 0,05 % du taux de cotisation vaut environ 390 millions $ (ce qui comprend l'impact sur les revenus d'intérêt).

The following scenarios seek to cover a spectrum of premium rates for 2000, but all of the rates shown after 2000 are provided only as examples to support the decision for 2000.

For 2000 itself, the next two pages show premium rates going from 2.45% down to 1.75% The effect of any intermediate rate can be found by noting that each 0.05% change in the premium rate is worth about $390 million (which includes the impact on interest revenues).

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI / EI ACCOUNT FORECASTS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
	Taux de chômage / Unemployment rates							
Prévision / Forecast A	7.8%	**7.8%**	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%	Stabilité / Stability
Prévision / Forecast B	7.8%	**9.4%**	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%	Ralentissement / Slowdown
Prévision / Forecast C	7.8%	**11.0%**	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	Récession / Recession

Excédent (déficit) / Surplus (deficit) -- millions $								Taux de cotisation / Premium rates	
A - annuel/annual	6,484	**6,014**	5,673	5,108	4,521	4,022	3,598	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**31,749**	37,422	42,530	47,051	51,073	54,671	**2.45%**	**2000**
								2.35%	2001
B - annuel/annual	6,484	**3,796**	2,460	1,882	1,474	1,439	1,338	2.25%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**29,531**	31,991	33,874	35,347	36,786	38,124	2.15%	2003
								2.05%	2004
C - annuel/annual	6,484	**1,584**	(741)	(1,333)	(1,566)	(1,139)	(918)	1.95%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**27,319**	26,578	25,244	23,679	22,539	21,621		
A - annuel/annual	6,484	**5,621**	4,842	3,803	2,694	1,629	590	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**31,356**	36,198	40,001	42,694	44,323	44,912	**2.40%**	**2000**
								2.25%	2001
B - annuel/annual	6,484	**3,411**	1,650	607	(318)	(919)	(1,634)	2.10%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**29,145**	30,795	31,402	31,084	30,166	28,532	1.95%	2003
								1.80%	2004
C - annuel/annual	6,484	**1,206**	(1,531)	(2,579)	(3,322)	(3,460)	(3,854)	1.65%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**26,941**	25,410	22,831	19,509	16,049	12,195		
A - annuel/annual	6,484	**5,228**	4,010	2,498	866	109	310	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**30,963**	34,973	37,471	38,337	38,446	38,757	**2.35%**	**2000**
								2.15%	2001
B - annuel/annual	6,484	**3,025**	839	(668)	(2,110)	(2,415)	(1,908)	1.95%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**28,760**	29,599	28,931	26,821	24,406	22,499	1.75%	2003
								1.65%	2004
C - annuel/annual	6,484	**828**	(2,321)	(3,825)	(5,078)	(4,933)	(4,122)	1.65%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**26,563**	24,242	20,418	15,339	10,406	6,284		
A - annuel/annual	6,484	**4,836**	3,179	1,192	(108)	(58)	137	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**30,570**	33,749	34,941	34,833	34,775	34,913	**2.30%**	**2000**
								2.05%	2001
B - annuel/annual	6,484	**2,640**	28	(1,944)	(3,065)	(2,578)	(2,077)	1.80%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**28,375**	28,403	26,459	23,394	20,817	18,740	1.65%	2003
								1.65%	2004
C - annuel/annual	6,484	**450**	(3,111)	(5,070)	(6,014)	(5,092)	(4,287)	1.65%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**26,185**	23,074	18,004	11,990	6,898	2,610		
A - annuel/annual	6,484	**4,443**	2,347	(113)	(230)	(183)	7	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**30,178**	32,525	32,412	32,182	31,999	32,006	**2.25%**	**2000**
								1.95%	2001
B - annuel/annual	6,484	**2,255**	(782)	(3,219)	(3,184)	(2,700)	(2,205)	1.65%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**27,989**	27,207	23,988	20,804	18,105	15,900	1.65%	2003
								1.65%	2004
C - annuel/annual	6,484	**73**	(3,901)	(6,316)	(6,130)	(5,211)	(4,412)	1.65%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**25,807**	21,907	15,591	9,461	4,249	(163)		

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI / EI ACCOUNT FORECASTS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
	Taux de chômage / Unemployment rates							
Prévision / Forecast A	7.8%	**7.8%**	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%	Stabilité / Stability
Prévision / Forecast B	7.8%	**9.4%**	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%	Ralentissement / Slowdown
Prévision / Forecast C	7.8%	**11.0%**	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	Récession / Recession

Excédent (déficit) / Surplus (deficit) - - millions $								Taux de cotisation / Premium rates	
A - annuel/annual	6,484	**3,657**	684	600	543	648	897	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**29,392**	30,076	30,675	31,218	31,866	32,764	**2.15%**	**2000**
								1.75%	2001
B - annuel/annual	6,484	**1,484**	(2,404)	(2,523)	(2,426)	(1,881)	(1,323)	1.75%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**27,219**	24,815	22,292	19,867	17,986	16,662	1.75%	2003
								1.75%	2004
C - annuel/annual	6,484	**(683)**	(5,481)	(5,636)	(5,387)	(4,404)	(3,540)	1.75%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**25,052**	19,571	13,935	8,549	4,144	604		
A - annuel/annual	6,484	**2,871**	645	561	502	605	853	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**28,606**	29,251	29,812	30,314	30,919	31,772	**2.05%**	**2000**
								1.75%	2001
B - annuel/annual	6,484	**713**	(2,442)	(2,561)	(2,465)	(1,923)	(1,367)	1.75%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**26,448**	24,006	21,445	18,979	17,057	15,690	1.75%	2003
								1.75%	2004
C - annuel/annual	6,484	**(1,439)**	(5,518)	(5,673)	(5,426)	(4,445)	(3,583)	1.75%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**24,296**	18,778	13,104	7,679	3,234	(350)		
A - annuel/annual	6,484	**2,086**	606	522	462	562	808	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**27,821**	28,426	28,948	29,409	29,972	30,780	**1.95%**	**2000**
								1.75%	2001
B - annuel/annual	6,484	**(57)**	(2,481)	(2,599)	(2,505)	(1,964)	(1,411)	1.75%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**25,678**	23,197	20,598	18,092	16,128	14,717	1.75%	2003
								1.75%	2004
C - annuel/annual	6,484	**(2,194)**	(5,556)	(5,711)	(5,465)	(4,486)	(3,626)	1.75%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**23,540**	17,984	12,274	6,809	2,323	(1,303)		
A - annuel/annual	6,484	**1,300**	566	483	421	520	764	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**27,035**	27,601	28,084	28,505	29,025	29,788	**1.85%**	**2000**
								1.75%	2001
B - annuel/annual	6,484	**(828)**	(2,519)	(2,637)	(2,545)	(2,006)	(1,455)	1.75%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**24,907**	22,388	19,750	17,205	15,199	13,744	1.75%	2003
								1.75%	2004
C - annuel/annual	6,484	**(2,950)**	(5,594)	(5,748)	(5,504)	(4,527)	(3,669)	1.75%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**22,785**	17,191	11,443	5,939	1,412	(2,257)		
A - annuel/annual	6,484	**514**	527	444	380	477	719	2.55%	1999
A - cumulatif/cumulative	25,735	**26,249**	26,776	27,220	27,600	28,078	28,797	**1.75%**	**2000**
								1.75%	2001
B - annuel/annual	6,484	**(1,599)**	(2,558)	(2,675)	(2,585)	(2,048)	(1,498)	1.75%	2002
B - cumulatif/cumulative	25,735	**24,136**	21,578	18,903	16,318	14,270	12,771	1.75%	2003
								1.75%	2004
C - annuel/annual	6,484	**(3,706)**	(5,632)	(5,785)	(5,543)	(4,568)	(3,712)	1.75%	2005
C - cumulatif/cumulative	25,735	**22,029**	16,397	10,612	5,069	501	(3,211)		

Quelques commentaires sur ces prévisions

Le ministre des Finances a indiqué dans son dernier budget qu'il prenait un taux de cotisation de 2,55 % comme hypothèse de planification pour 2000. Ce taux (non montré dans nos tableaux) produirait un excédent annuel variant entre 2,3 et 6 milliards $ en 2000, selon chacune des trois prévisions.

Selon l'hypothèse de stabilité (la prévision A), tous les taux de cotisation montrés devraient produire un excédent annuel en 2000. Cet excédent pourrait varier entre 500 millions et six milliards $, selon le taux de cotisation (de 1,75 % à 2,45 %).

Selon l'hypothèse d'un ralentissement (la prévision B), il faudrait que le taux de cotisation atteigne 2,05 % pour qu'on observe un excédent annuel en 2000.

Tandis que selon l'hypothèse d'une récession en 2000 (C), un taux supérieur à 2,25 % pourrait aussi générer un excédent annuel.

Conclusions et observations additionnelles

Pour 2000, il y aurait peu de risque à réduire le taux de cotisation aux environs de 2,25 %. Au regard de l'objectif de suffisance, ce taux est à la limite supérieure des taux stables de longue durée. Il devrait suffire à défrayer les coûts annuels du régime même en cas de récession en l'an 2000. Dans le cas plus probable de stabilité, la réserve pourrait atteindre 30 milliards $ l'an prochain et valider un taux stable de longue durée autour de 2,00 %.

La réserve serait encore plus élevée si le taux de cotisation dépassait 2,25 % en 2000, et les revenus d'intérêt supplémentaires permettraient à terme un taux stable encore plus bas, vu l'impact significatif des revenus d'intérêt sur ce taux stable de longue durée. Par exemple, un taux de 2,40 % pour 2000 pourrait être suivi par des réductions progressives aboutissant à un taux approximatif de 1,65 % (tel qu'illustré à la page 14, au deuxième bloc).

Il semble même qu'un taux aussi bas que 1,95 % puisse être fixé pour 2000 et maintenu par la suite (voir la prévision B de l'Annexe I-D), sinon même être réduit davantage selon la tendance des taux de chômage. Ce taux contiendrait une marge de sécurité moindre, mais le niveau actuel des réserves pourrait rendre cette option raisonnable.

A few comments on the preceding tables

The Minister of Finance indicated in the last federal budget that a premium rate of 2.55% was assumed for planning purposes for 2000. That rate (not shown in the tables) would be expected to produce an annual surplus under all three of our forecasts, ranging from $2.3 billion to $6.8 billion.

Under the stability forecast (A), all of the premium rates shown would be expected to produce an annual surplus for 2000. Its value could range from $500 million to $6 billion, depending on whether the premium rate was 1.75% or 2.45%.

Under the slowdown forecast (B), the premium rate would have to be 2.05% or higher to produce an annual surplus.

Finally, under the recession forecast (C), an annual surplus would also arise for any premium rate above 2.25%.

Conclusions and additional observations

For 2000, there would be little risk in setting a rate of about 2.25%. As regards the objective of sufficiency, a rate of 2.25% would be at the upper end of the range of the long-term stable rates. It would pay for annual program costs even if a recession occurred in 2000. Under the more likely scenario of stability, reserves could reach $30 billion by the end of 2000, opening the way to a stable long-term rate below 2.00%.

A rate higher than 2.25% would bring the cumulative surplus even higher. With the additional interest earned on such a reserve, a lower level of stable premiums would ultimately be possible, given the significant impact of interest credits on the long-term stable rate. To illustrate, a 2000 rate of 2.40% could be followed by steadily reducing rates to about 1.65% (as illustrated in the second block on page 14).

It is likely that a rate as low as 1.95% could also be set for 2000 and kept for the indefinite future (see Forecast B in Appendix I-D), or perhaps even reduced further, depending on unemployment rates. Although this rate would contain a smaller margin of safety, the current surplus would still make it a reasonable option.

7) HYPOTHÈSES

1. Les prévisions financières sont des ordres de grandeur, et non des pronostics précis. Un écart important peut surgir dans une année et s'accumuler à plusieurs milliards en trois ou quatre ans. Nous tentons toujours d'exercer une prudence de bon aloi dans nos hypothèses et méthodes.

2. Les prévisions se fondent sur les hypothèses décrites à l'annexe IV. Puisque celles pour le chômage sont décisives, le document s'y attarde plus longuement. En moyenne depuis vingt ans, une erreur de presque 10 % accompagne la prévision du taux de chômage pour la prochaine année, erreur qui a atteint les 20 % pour la quatrième année de prévision.

   Par ailleurs, une variation d'un point de pourcentage dans le taux de chômage produit une différence de 1,4 milliard $ par année au Compte d'assurance-emploi. Cet impact, s'il se prolongeait, pourrait atteindre 1,7 milliards $. Voir l'annexe II.

3. Hypothèse également très sensible, le rapport des bénéficiaires ordinaires aux chômeurs (rapport b/c, ci-après) n'est sans doute pas le meilleur indicateur de couverture au régime, mais il est nécessaire pour estimer les prestations étant donné un taux de chômage. Historiquement, il a beaucoup varié. Ainsi, il est passé de 83 % en 1976 à 66 % en 1983, puis a remonté jusqu'à 83 % en 1989. Depuis, sa baisse a été importante et il se maintient à environ 42 % depuis 1997. Cette nouvelle stabilité semblerait indiquer qu'il serait peu probable qu'il chute encore. Toutefois, il est aussi difficile de prévoir la hausse qu'il pourrait connaître au cours des prochaines années que de la quantifier.

   Après avoir observé l'évolution de ce rapport entre 1976 et 1998, nous avons constaté une forte corrélation entre celui-ci et la proportion de chômeurs ayant travaillé au cours de la dernière année (ce qui en soit n'est pas étonnant puisque l'admissibilité aux prestations se fonde sur le travail de la dernière année). Cette proportion s'établissait à 81 % en 1990 et a baissé jusqu'à 62 % en 1997. Ceci pourrait expliquer près de la moitié de la réduction qu'a connue le rapport b/c depuis 1989, interprétation qu'appuie une autre recherche effectuée au sein du ministère en octobre 1998. L'autre moitié serait imputable aux changements de politique opérés dans les années 90.

7) ASSUMPTIONS

1. The financial forecasts should be considered as orders of magnitude, not as accurate predictions. A sizeable deviation can occur even within a single year and then accrue to many billions over time. Our approach has been to provide a conservative and prudent outlook.

2. Our forecasts are based on the assumptions described in Appendix IV. Unemployment rates are critical in these projections and have been discussed at length in this document. The average forecasting error for the next year's unemployment rate has been about 10% over the last 20 years. The forecasting error has been about 20% by the fourth year.

   Other things being equal, a variation of one percentage point in the unemployment rate could have a $1.4 billion impact on the EI Account in the short-term, rising towards $1.7 billion during a prolonged downturn. See Appendix II.

3. A second critical assumption in the forecast is the ratio of regular beneficiaries to unemployed (hereafter referred to as the b/u ratio). The decline of this ratio has been noted. Despite its limitations as an indicator of coverage, an estimate of the ratio is necessary to produce benefit projections for any given unemployment rate. The ratio fell from 83% in 1976 to 66% in 1981, then rising again to 83% by 1989 before dropping to about 42% since 1997. Its stability over the last two years supports the view that further reductions seem unlikely, but it is difficult to predict whether and by how much it may rise again in the near future.

   Over the period from 1976 to 1998, there has been a strong correlation between the b/u ratio and the proportion of the unemployed who worked in the last year. This is not surprising since EI eligibility is based on the last year's work. Recently, the proportion of unemployed persons who had worked in the last year was down to 62% in 1997, as compared to 81% in 1990. This would explain nearly half of the reduction in the b/u ratio since 1989, a finding that is consistent with departmental research in October 1998. The other half being attributed to the policy changes implemented during the 1990s.

Bien que le rapport b/c ait augmenté légèrement de 42,2 % à 43,1 % en 1998, cette hausse n'a pas persisté en 1999, et ce, même si la proportion des chômeurs avec un emploi au cours de l'année précédente a augmenté à 64 % en 1998 et qu'elle s'établira autour de 66 % en 1999. Toutefois, cette évolution est trop récente et trop faible pour en tirer des conclusions. Reste que si la tendance haussière dans la proportion des chômeurs ayant travaillé l'année précédente se confirme, le rapport b/c devra suivre. Ainsi, si la proportion retournait au niveau moyen de 74 % observé entre 1976 et 1998, on pourrait s'attendre à ce que le rapport b/c augmente jusqu'à 50 %. Plus encore, si cette proportion atteignait 80 %, tel qu'il en était à la fin des années 70 ou des années 80, le b/c pourrait atteindre 60 %.

À la lumière de ce qui précède, nous avons supposé que le b/c, d'un niveau légèrement supérieur à 42 % en 1999, augmentera de 2 % par année et qu'il se fixera à 50 % à partir de 2003. Considérez cette hypothèse comme prudente sans la tenir comme étant la vérité absolue en ce qui a trait à l'évolution future de ce rapport : le passé nous a bien montré sa nature insaisissable. Le rapport b/c est influencé par la composition des chômeurs et par leur manière de réagir à l'économie future, ainsi leur capacité à intégrer ou à réintégrer la population active. Il suffirait que leur taux d'activité – encore en deçà de 2 % du niveau de la fin des années 80 – s'élève pour que la croissance du rapport b/c faiblisse.

Enfin, signalons que par cette hypothèse, les prestations ordinaires prévues pour l'an 2003 dépasseraient de 1,5 à 2,2 milliards $ celles qui auraient prévalu eu égard à un rapport b/c inférieur et à taux de chômage équivalent.

4. Les prévisions tiennent compte des dispositions de la Loi C-12. En vigueur depuis le 30 juin 1996, ses répercussions ont presque atteint la pleine maturité.

5. Le plafond cotisable est fixé à 39 000 $ par année jusqu'en 2000. Nous supposons qu'il va y rester en 2001, pour ensuite croître au rythme des salaires comme pour le Régime de pensions du Canada.

6. Nous avons fixé le montant prévu des dépenses selon la Partie II à 2,1 milliards pour 1999. Par la suite, nous supposons que ce montant croîtra au même rythme que les gains assurables totaux, soit de 2,5 % par an dans le scénario à faible chômage. Ces montants sont égaux à 84 % de la limite permise sous la Loi (0,8 % des gains assurables).

There was some increase in the b/u ratio in 1998 (from 42.2% to 43.1%) but this did not persist in 1999, even though the proportion of the unemployed who worked in the last year rose to 64% in 1998 and will likely be about 66% in 1999. Those changes are still too recent and small to indicate a trend. But a sustained rise in the proportion of the unemployed with work in the last year would almost certainly lead to a higher b/u ratio. For example, if that proportion were to return to the 74% average seen between 1976 and 1998, one should anticipate that the b/u ratio would rise to about 50%. If on the other hand the proportion rose to about the 80% level that was seen in the late 1970s and in the late 1980s, the b/u ratio could rise to about 60%.

Considering the above, we have assumed that the b/u ratio will rise gradually from just over 42% in 1999, by two percentage points each year, to reach 50% in the year 2003. This should be taken as a prudent assumption, though not strictly speaking as a forecast of the level of the b/u ratio itself, which has proven elusive. Its level will depend on the composition of the unemployed, and on how individuals react to future economic conditions by, for example, entering or re-entering the labour force. Any increase in the participation rate - still about two percentage points below the level of the late 80s - should dampen the growth in the b/u ratio.

Lastly, note that the impact of this assumption raises the projected regular benefits by about $1.5 to $2.2 billion in 2003 when compared to what would prevail with a lower b/u ratio and the same unemployment.

4. The projections include the impact of Bill C-12 effective June 30, 1996. Most of its effects have by now been reflected in the benefit experience.

5. Bill C-12 froze the maximum insured earnings at $39,000 until the year 2000. We assume that it will remain at that level in 2001 and then keep pace with average earnings as for the CPP.

6. The costs for employment benefits and measures under Part II are set at $2.1 billion for 2000 and assumed to then grow in line with aggregate insured earnings, or about 2.5% p.a. in the low unemployment forecast. Those costs will represent 84% of the limit allowed under the EI Act, which is 0.8% of insured earnings.

8) CONCLUSION D'ENSEMBLE

Les critères établis dans la Loi sur l'assurance-emploi demandent à la Commission de fixer le taux qui, à son avis, permet le mieux d'atteindre les objectifs d'équilibre financier et d'une certaine stabilité des taux au cours d'un cycle économique.

L'an dernier, le taux a été fixé à 2,55 % pour 1999. Notre rapport indiquait qu'un éventail de taux entre 2,00 % et 2,50 % semblerait convenable, sujet à évaluation par la Commission des facteurs pertinents.

Pour 2000, la croissance de l'excédent et l'expansion économique continue suggèrent un taux entre 2,00 % et 2,25 %, encore une fois sujet au jugement que portera la Commission sur la façon d'atteindre les objectifs de la Loi et sur tout autre facteur pertinent. Ceci inclut l'effet des intérêts sur une diminution des taux stables de longue durée.

9) CERTIFICAT ACTUARIEL

L'évaluation d'un régime d'assurance sociale intègre des facteurs différents de ceux qui s'appliquent à l'assurance privée. Compte tenu de ce fait, il est de mon avis qu'aux fins du présent rapport actuariel,

- les données utilisées pour l'analyse et les prévisions sont fiables et suffisantes ;
- les hypothèses sont convenables et appropriées ; et
- la méthodologie utilisée dans les prévisions est adaptée à la nature du régime d'assurance-emploi, et a été appliquée de façon cohérente et uniforme.

Pris dans son ensemble et dans le contexte pour lequel il a été produit, ce rapport est conforme aux principes actuariels généralement reconnus.

8) GENERAL CONCLUSION

The criteria set out in the EI Act require that the Commission set the rate that will, in its opinion and to the extent possible, achieve the objectives of fiscal integrity of the EI Account and of relative premium rate stability, both over a business cycle.

Last year, the premium rate was set at 2.55% for 1999. Our report had indicated that a range of 2.00% to 2.50% could seem appropriate, subject to the Commission's assessment of relevant factors.

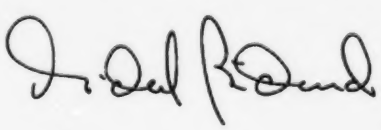
For 2000, the growing surplus and continued economic expansion would justify a lower range, perhaps of 2.00% to 2.25%. This is again subject to the Commission's assessment of the objectives of the EI Act and of any other factors which it may consider, including the fact that slower reductions will ultimately lead to a lower premium rate.

9) ACTUARIAL CERTIFICATE

The evaluation of a social insurance plan involves factors that are different from those which apply to private insurance. Bearing this in mind, in my opinion, for the purposes of this actuarial report,

- the data on which the analysis and forecasts are based are sufficient and reliable;
- the assumptions are adequate and appropriate; and
- the forecasting methodology is suited to the Employment Insurance system, and has been applied in a coherent and consistent manner.

Considered in its totality and in the context for which it has been prepared, this report agrees with generally accepted actuarial principles.



Michel Bédard,
F.I.C.A./F.C.I.A.
Actuaire en chef / Chief Actuary

Assurance, DRHC / Insurance, HRDC
Hull, Canada
le 20 octobre 1999 / October 20, 1999

Ce document n'aurait pas été possible sans la précieuse collaboration de Benoît Éthier.
I thank Benoît Éthier whose invaluable assistance made this document possible.

LISTE DES ANNEXES

Annexe I :
Prévisions du Compte d'assurance-emploi

Annexe II :
Sensibilité des prévisions aux variations dans certaines hypothèses

Annexe III :
Perspective historique du Compte d'assurance-emploi

Annexe IV :
Principales hypothèses de prévisions

Annexe V :
Prévisions pour 1999, automne 1998 et 1999

Annexe VI :
Historique de l'établissement des taux de cotisation d'assurance-emploi de 1972 à 1999

Annexe VII :
Revue historique des clauses de financement du régime d'assurance-chômage / emploi

Annexe VIII :
Principaux changements apportés à la loi ou aux règlements sur l'assurance-emploi, de 1972 à 1999

LIST OF APPENDIXES

Appendix I:
Projection estimates of the EI Account

Appendix II:
Sensitivity of projections to variations in given assumptions

Appendix III:
Historical review of the EI Account

Appendix IV:
Main projection assumptions

Appendix V:
1999 forecasts, fall of 1998 and 1999

Appendix VI:
Review of premium rate-setting under EI from 1972 to 1999

Appendix VII:
Historical review of financing arrangements under the UI / EI program

Appendix VIII:
Review of main legislative and regulatory changes under the EI program, from 1972 to 1999

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

Annexe/Appendix I - A

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**7,892**	**8,422**	**8,793**	**9,123**	**9,492**	**9,631**	**9,656**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	521	534	547	562	577	590
	Maternité/Maternity	713	735	753	771	792	814	831
	Adoption	6	7	7	7	7	7	8
	Parentales/Parental	454	468	479	491	504	518	529
	TOTAL	**1679**	**1731**	**1773**	**1817**	**1866**	**1917**	**1958**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	92	94	97	99	102	104
	Formation/Training	500	513	525	537	552	565	579
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	62	63	64	66	68	70
	Mesures de soutien/Support measures	600	615	630	645	662	678	695
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	820	840	860	883	905	927
	Travail ind./self-employment	90	92	94	97	99	102	104
	TOTAL	**2,140**	**2,194**	**2,247**	**2,300**	**2,361**	**2,420**	**2,479**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**12,588**	**13,052**	**13,482**	**13,965**	**14,218**	**14,346**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(186)	(193)	(200)	(208)	(211)	(212)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**12,402**	**12,859**	**13,282**	**13,757**	**14,007**	**14,134**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,302	1,286	1,262	1,238	1,261	1,272
Créances douteuses/Bad debts		45	47	49	51	52	53	54
Pénalités/Penalties		(94)	(96)	(102)	(106)	(110)	(112)	(113)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,078**	**13,655**	**14,092**	**14,489**	**14,938**	**15,210**	**15,347**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,650	325,644	333,463	341,360	350,508	359,194	367,960
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(841)	(683)	(691)	(701)	(710)	(719)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

Annexe/Appendix I - A

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**7,892**	**8,422**	**8,793**	**9,123**	**9,492**	**9,631**	**9,656**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	521	534	547	562	577	590
	Maternité/Maternity	713	735	753	771	792	814	831
	Adoption	6	7	7	7	7	7	8
	Parentales/Parental	454	468	479	491	504	518	529
	TOTAL	**1679**	**1731**	**1773**	**1817**	**1866**	**1917**	**1958**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	92	94	97	99	102	104
	Formation/Training	500	513	525	537	552	565	579
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	62	63	64	66	68	70
	Mesures de soutien/Support measures	600	615	630	645	662	678	695
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	820	840	860	883	905	927
	Travail ind./self-employment	90	92	94	97	99	102	104
	TOTAL	**2,140**	**2,194**	**2,247**	**2,300**	**2,361**	**2,420**	**2,479**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**12,588**	**13,052**	**13,482**	**13,965**	**14,218**	**14,346**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(186)	(193)	(200)	(208)	(211)	(212)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**12,402**	**12,859**	**13,282**	**13,757**	**14,007**	**14,134**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,302	1,286	1,262	1,238	1,261	1,272
Créances douteuses/Bad debts		45	47	49	51	52	53	54
Pénalités/Penalties		(94)	(96)	(102)	(106)	(110)	(112)	(113)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,078**	**13,655**	**14,092**	**14,489**	**14,938**	**15,210**	**15,347**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,650	325,644	333,463	341,360	350,508	359,194	367,960
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(841)	(683)	(691)	(701)	(710)	(719)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**13,655**	14,092	14,489	14,938	15,210	15,347
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,369**	1,642	1,856	2,076	2,271	2,445
	II	998	**1,360**	1,603	1,768	1,914	2,011	2,060
	III	998	**1,350**	1,564	1,679	1,752	1,772	1,780
	IV	998	**1,341**	1,525	1,590	1,611	1,605	1,607
	V	998	**1,331**	1,486	1,502	1,489	1,480	1,477
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**12,286**	12,449	12,633	12,862	12,938	12,902
	II	12,080	**12,295**	12,489	12,721	13,024	13,199	13,288
	III	12,080	**12,305**	12,528	12,810	13,186	13,438	13,567
	IV	12,080	**12,314**	12,567	12,898	13,328	13,605	13,740
	V	12,080	**12,324**	12,606	12,987	13,449	13,729	13,871
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,564	**18,300**	18,123	17,741	17,383	16,961	16,500
	II	18,564	**17,917**	17,330	16,524	15,718	14,827	13,877
	III	18,564	**17,533**	16,538	15,307	14,052	13,547	13,877
	IV	18,564	**17,150**	15,746	14,091	13,219	13,547	13,877
	V	18,564	**16,766**	14,953	12,874	13,219	13,547	13,877
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**6,014**	5,673	5,108	4,521	4,022	3,598
	II	6,484	**5,621**	4,842	3,803	2,694	1,629	590
	III	6,484	**5,228**	4,010	2,498	866	109	310
	IV	6,484	**4,836**	3,179	1,192	(108)	(58)	137
	V	6,484	**4,443**	2,347	(113)	(230)	(183)	7
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**31,749**	37,422	42,530	47,051	51,073	54,671
	II	25,735	**31,356**	36,198	40,001	42,694	44,323	44,912
	III	25,735	**30,963**	34,973	37,471	38,337	38,446	38,757
	IV	25,735	**30,570**	33,749	34,941	34,833	34,775	34,913
	V	25,735	**30,178**	32,525	32,412	32,182	31,999	32,006

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

Annexe/Appendix I - B

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		7,892	10,173	11,283	11,542	11,673	11,322	10,984
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	511	520	535	551	569	583
	Maternité/Maternity	713	721	734	754	777	802	822
	Adoption	6	7	7	7	7	7	7
	Parentales/Parental	454	459	467	480	495	511	524
	TOTAL	**1679**	**1698**	**1728**	**1775**	**1830**	**1889**	**1937**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	91	92	95	97	100	103
	Formation/Training	500	503	512	525	541	557	573
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	60	61	63	65	67	69
	Mesures de soutien/Support measures	600	603	614	630	649	669	687
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	805	819	840	866	891	916
	Travail ind./self-employment	90	91	92	95	97	100	103
	TOTAL	**2,140**	**2,152**	**2,190**	**2,247**	**2,316**	**2,385**	**2,451**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**14,264**	**15,442**	**15,807**	**16,065**	**15,845**	**15,625**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(217)	(237)	(243)	(246)	(241)	(236)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**14,048**	**15,205**	**15,565**	**15,819**	**15,605**	**15,389**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,475	1,520	1,479	1,424	1,404	1,385
Créances douteuses/Bad debts		45	54	58	59	60	60	59
Pénalités/Penalties		(94)	(109)	(121)	(124)	(126)	(124)	(123)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**13,078**	**15,467**	**16,662**	**16,979**	**17,177**	**16,944**	**16,710**
(sans les intérêts/excluding interest)								
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,661	319,488	325,072	333,566	343,766	353,987	363,861
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(828)	(666)	(675)	(688)	(700)	(711)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast A
Stabilité / Stability

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**13,655**	14,092	14,489	14,938	15,210	15,347
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,369**	1,642	1,856	2,076	2,271	2,445
	II	998	**1,360**	1,603	1,768	1,914	2,011	2,060
	III	998	**1,350**	1,564	1,679	1,752	1,772	1,780
	IV	998	**1,341**	1,525	1,590	1,611	1,605	1,607
	V	998	**1,331**	1,486	1,502	1,489	1,480	1,477
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**12,286**	12,449	12,633	12,862	12,938	12,902
	II	12,080	**12,295**	12,489	12,721	13,024	13,199	13,288
	III	12,080	**12,305**	12,528	12,810	13,186	13,438	13,567
	IV	12,080	**12,314**	12,567	12,898	13,328	13,605	13,740
	V	12,080	**12,324**	12,606	12,987	13,449	13,729	13,871
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,564	**18,300**	18,123	17,741	17,383	16,961	16,500
	II	18,564	**17,917**	17,330	16,524	15,718	14,827	13,877
	III	18,564	**17,533**	16,538	15,307	14,052	13,547	13,877
	IV	18,564	**17,150**	15,746	14,091	13,219	13,547	13,877
	V	18,564	**16,766**	14,953	12,874	13,219	13,547	13,877
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**6,014**	5,673	5,108	4,521	4,022	3,598
	II	6,484	**5,621**	4,842	3,803	2,694	1,629	590
	III	6,484	**5,228**	4,010	2,498	866	109	310
	IV	6,484	**4,836**	3,179	1,192	(108)	(58)	137
	V	6,484	**4,443**	2,347	(113)	(230)	(183)	7
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**31,749**	37,422	42,530	47,051	51,073	54,671
	II	25,735	**31,356**	36,198	40,001	42,694	44,323	44,912
	III	25,735	**30,963**	34,973	37,471	38,337	38,446	38,757
	IV	25,735	**30,570**	33,749	34,941	34,833	34,775	34,913
	V	25,735	**30,178**	32,525	32,412	32,182	31,999	32,006

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

Annexe/Appendix I - B

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		7,892	10,173	11,283	11,542	11,673	11,322	10,984
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	511	520	535	551	569	583
	Maternité/Maternity	713	721	734	754	777	802	822
	Adoption	6	7	7	7	7	7	7
	Parentales/Parental	454	459	467	480	495	511	524
	TOTAL	**1679**	**1698**	**1728**	**1775**	**1830**	**1889**	**1937**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	91	92	95	97	100	103
	Formation/Training	500	503	512	525	541	557	573
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	60	61	63	65	67	69
	Mesures de soutien/Support measures	600	603	614	630	649	669	687
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	805	819	840	866	891	916
	Travail ind./self-employment	90	91	92	95	97	100	103
	TOTAL	**2,140**	**2,152**	**2,190**	**2,247**	**2,316**	**2,385**	**2,451**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**14,264**	**15,442**	**15,807**	**16,065**	**15,845**	**15,625**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(217)	(237)	(243)	(246)	(241)	(236)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**14,048**	**15,205**	**15,565**	**15,819**	**15,605**	**15,389**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,475	1,520	1,479	1,424	1,404	1,385
Créances douteuses/Bad debts		45	54	58	59	60	60	59
Pénalités/Penalties		(94)	(109)	(121)	(124)	(126)	(124)	(123)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**13,078**	**15,467**	**16,662**	**16,979**	**17,177**	**16,944**	**16,710**
(sans les intérêts/excluding interest)								
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,661	319,488	325,072	333,566	343,766	353,987	363,861
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(828)	(666)	(675)	(688)	(700)	(711)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**15,467**	16,662	16,979	17,177	16,944	16,710
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,313**	1,457	1,526	1,602	1,669	1,733
	II	998	**1,304**	1,418	1,440	1,444	1,414	1,354
	III	998	**1,295**	1,380	1,353	1,286	1,180	1,080
	IV	998	**1,286**	1,342	1,266	1,147	1,017	911
	V	998	**1,276**	1,303	1,180	1,029	895	783
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**14,154**	15,206	15,453	15,575	15,275	14,978
	II	12,080	**14,163**	15,244	15,539	15,733	15,530	15,356
	III	12,080	**14,172**	15,282	15,626	15,891	15,764	15,630
	IV	12,080	**14,182**	15,321	15,712	16,029	15,927	15,799
	V	12,080	**14,191**	15,359	15,799	16,148	16,049	15,927
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,565	**17,951**	17,667	17,336	17,049	16,715	16,317
	II	18,565	**17,575**	16,894	16,147	15,415	14,612	13,723
	III	18,565	**17,199**	16,122	14,958	13,782	13,351	13,723
	IV	18,565	**16,823**	15,349	13,769	12,965	13,351	13,723
	V	18,565	**16,447**	14,577	12,580	12,965	13,351	13,723
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**3,797**	2,461	1,883	1,474	1,440	1,339
	II	6,484	**3,411**	1,650	608	(317)	(918)	(1,633)
	III	6,484	**3,026**	839	(668)	(2,109)	(2,414)	(1,907)
	IV	6,484	**2,641**	29	(1,943)	(3,064)	(2,577)	(2,076)
	V	6,484	**2,255**	(782)	(3,219)	(3,183)	(2,699)	(2,204)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**29,532**	31,993	33,876	35,351	36,790	38,129
	II	25,735	**29,147**	30,797	31,405	31,087	30,170	28,536
	III	25,735	**28,762**	29,601	28,933	26,824	24,410	22,503
	IV	25,735	**28,376**	28,405	26,462	23,397	20,820	18,744
	V	25,735	**27,991**	27,209	23,990	20,807	18,108	15,904

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

Annexe/Appendix I - C

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**7,892**	**11,919**	**13,765**	**13,954**	**13,849**	**13,009**	**12,311**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	502	507	522	540	561	577
	Maternité/Maternity	713	707	715	736	762	790	813
	Adoption	6	6	6	7	7	7	7
	Parentales/Parental	454	450	455	469	485	503	518
	TOTAL	**1679**	**1665**	**1683**	**1734**	**1794**	**1861**	**1915**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	89	90	92	95	99	102
	Formation/Training	500	493	499	513	530	549	566
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	59	60	62	64	66	68
	Mesures de soutien/Support measures	600	592	598	615	637	659	680
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	789	798	820	849	878	906
	Travail ind./self-employment	90	89	90	92	95	99	102
	TOTAL	**2,140**	**2,111**	**2,134**	**2,195**	**2,270**	**2,350**	**2,424**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**15,936**	**17,823**	**18,125**	**18,159**	**17,470**	**16,901**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(247)	(281)	(285)	(284)	(270)	(259)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**15,689**	**17,542**	**17,840**	**17,875**	**17,199**	**16,642**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,647	1,754	1,695	1,609	1,548	1,498
Créances douteuses/Bad debts		45	60	67	68	68	66	63
Pénalités/Penalties		(94)	(122)	(140)	(142)	(142)	(137)	(132)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,078**	**17,274**	**19,224**	**19,461**	**19,410**	**18,676**	**18,071**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,650	313,318	316,698	325,775	337,018	348,767	359,745
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(815)	(649)	(659)	(674)	(689)	(703)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast B
Ralentissement / Slowdown

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.3%	7.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**15,467**	16,662	16,979	17,177	16,944	16,710
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,313**	1,457	1,526	1,602	1,669	1,733
	II	998	**1,304**	1,418	1,440	1,444	1,414	1,354
	III	998	**1,295**	1,380	1,353	1,286	1,180	1,080
	IV	998	**1,286**	1,342	1,266	1,147	1,017	911
	V	998	**1,276**	1,303	1,180	1,029	895	783
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**14,154**	15,206	15,453	15,575	15,275	14,978
	II	12,080	**14,163**	15,244	15,539	15,733	15,530	15,356
	III	12,080	**14,172**	15,282	15,626	15,891	15,764	15,630
	IV	12,080	**14,182**	15,321	15,712	16,029	15,927	15,799
	V	12,080	**14,191**	15,359	15,799	16,148	16,049	15,927
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,565	**17,951**	17,667	17,336	17,049	16,715	16,317
	II	18,565	**17,575**	16,894	16,147	15,415	14,612	13,723
	III	18,565	**17,199**	16,122	14,958	13,782	13,351	13,723
	IV	18,565	**16,823**	15,349	13,769	12,965	13,351	13,723
	V	18,565	**16,447**	14,577	12,580	12,965	13,351	13,723
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**3,797**	2,461	1,883	1,474	1,440	1,339
	II	6,484	**3,411**	1,650	608	(317)	(918)	(1,633)
	III	6,484	**3,026**	839	(668)	(2,109)	(2,414)	(1,907)
	IV	6,484	**2,641**	29	(1,943)	(3,064)	(2,577)	(2,076)
	V	6,484	**2,255**	(782)	(3,219)	(3,183)	(2,699)	(2,204)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**29,532**	31,993	33,876	35,351	36,790	38,129
	II	25,735	**29,147**	30,797	31,405	31,087	30,170	28,536
	III	25,735	**28,762**	29,601	28,933	26,824	24,410	22,503
	IV	25,735	**28,376**	28,405	26,462	23,397	20,820	18,744
	V	25,735	**27,991**	27,209	23,990	20,807	18,108	15,904

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

Annexe/Appendix I - C

Prévisions du Compte d'assurance-emploi
Projection estimates of the EI Account

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate	7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS
(en millions de dollars/$ millions)

Prestations ordinaires/Regular Benefits		**7,892**	**11,919**	**13,765**	**13,954**	**13,849**	**13,009**	**12,311**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	506	502	507	522	540	561	577
	Maternité/Maternity	713	707	715	736	762	790	813
	Adoption	6	6	6	7	7	7	7
	Parentales/Parental	454	450	455	469	485	503	518
	TOTAL	**1679**	**1665**	**1683**	**1734**	**1794**	**1861**	**1915**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		**221**	**221**	**221**	**222**	**226**	**230**	**233**
Travail partagé/Work sharing		20	20	20	20	20	20	20
FIRH/HRIF	Création d'emploi/Job creation	90	89	90	92	95	99	102
	Formation/Training	500	493	499	513	530	549	566
	Subventions salariales/Wage subsidies	60	59	60	62	64	66	68
	Mesures de soutien/Support measures	600	592	598	615	637	659	680
	Transferts aux prov./Transfers to prov.	800	789	798	820	849	878	906
	Travail ind./self-employment	90	89	90	92	95	99	102
	TOTAL	**2,140**	**2,111**	**2,134**	**2,195**	**2,270**	**2,350**	**2,424**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**11,951**	**15,936**	**17,823**	**18,125**	**18,159**	**17,470**	**16,901**
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(152)	(247)	(281)	(285)	(284)	(270)	(259)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**11,799**	**15,689**	**17,542**	**17,840**	**17,875**	**17,199**	**16,642**
Frais d'administration/Administration costs		1,328	1,647	1,754	1,695	1,609	1,548	1,498
Créances douteuses/Bad debts		45	60	67	68	68	66	63
Pénalités/Penalties		(94)	(122)	(140)	(142)	(142)	(137)	(132)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS (sans les intérêts/excluding interest)		**13,078**	**17,274**	**19,224**	**19,461**	**19,410**	**18,676**	**18,071**
DIVERS/MISCELLANEOUS								
Rémunération assurable/Insurable earnings		317,650	313,318	316,698	325,775	337,018	348,767	359,745
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		(873)	(815)	(649)	(659)	(674)	(689)	(703)

* Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris environ 175 millions $ par année pour le programme d'embauches de jeunes travailleurs en 1999 et 2000. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including about $175 million annually for the Youth Hires Program in 1999 and 2000.

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**17,274**	19,224	19,461	19,410	18,676	18,071
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,258**	1,271	1,197	1,130	1,068	1,021
	II	998	**1,249**	1,234	1,112	975	819	650
	III	998	**1,239**	1,197	1,028	820	589	381
	IV	998	**1,230**	1,159	943	685	430	216
	V	998	**1,221**	1,122	859	569	311	91
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**16,017**	17,952	18,264	18,280	17,608	17,050
	II	12,080	**16,026**	17,990	18,349	18,435	17,857	17,422
	III	12,080	**16,035**	18,027	18,433	18,590	18,087	17,690
	IV	12,080	**16,044**	18,065	18,518	18,725	18,246	17,855
	V	12,080	**16,053**	18,102	18,602	18,841	18,365	17,980
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,564	**17,601**	17,211	16,931	16,714	16,468	16,132
	II	18,564	**17,232**	16,459	15,770	15,113	14,397	13,568
	III	18,564	**16,863**	15,707	14,609	13,511	13,154	13,568
	IV	18,564	**16,495**	14,954	13,448	12,711	13,154	13,568
	V	18,564	**16,126**	14,202	12,286	12,711	13,154	13,568
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**1,584**	(741)	(1,333)	(1,566)	(1,139)	(918)
	II	6,484	**1,206**	(1,531)	(2,579)	(3,322)	(3,460)	(3,854)
	III	6,484	**828**	(2,321)	(3,825)	(5,078)	(4,933)	(4,122)
	IV	6,484	**450**	(3,111)	(5,070)	(6,014)	(5,092)	(4,287)
	V	6,484	**73**	(3,901)	(6,316)	(6,130)	(5,211)	(4,412)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**27,319**	26,578	25,244	23,679	22,539	21,621
	II	25,735	**26,941**	25,410	22,831	19,509	16,049	12,195
	III	25,735	**26,563**	24,242	20,418	15,339	10,406	6,284
	IV	25,735	**26,185**	23,074	18,004	11,990	6,898	2,610
	V	25,735	**25,807**	21,907	15,591	9,461	4,249	(163)

Prévision / Forecast C
Récession / Recession

PRÉVISIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1999 À 2005/ PROJECTIONS OF EI ACCOUNT FROM 1999 TO 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de chômage/Unemployment rate		7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%
				(en millions de dollars/$ millions)				
Coûts totaux du régime/Total program costs (sans l'intérêt/excluding interest)		13,078	**17,274**	19,224	19,461	19,410	18,676	18,071
TAUX DE COTISATION OUVRIÈRE/ EMPLOYEE PREMIUM RATES	I	2.55%	**2.45%**	2.35%	2.25%	2.15%	2.05%	1.95%
	II	2.55%	**2.40%**	2.25%	2.10%	1.95%	1.80%	1.65%
	III	2.55%	**2.35%**	2.15%	1.95%	1.75%	1.65%	1.65%
	IV	2.55%	**2.30%**	2.05%	1.80%	1.65%	1.65%	1.65%
	V	2.55%	**2.25%**	1.95%	1.65%	1.65%	1.65%	1.65%
CRÉDITS (FRAIS) D'INTÉRÊT/ INTEREST CREDIT (CHARGE)	I	998	**1,258**	1,271	1,197	1,130	1,068	1,021
	II	998	**1,249**	1,234	1,112	975	819	650
	III	998	**1,239**	1,197	1,028	820	589	381
	IV	998	**1,230**	1,159	943	685	430	216
	V	998	**1,221**	1,122	859	569	311	91
COÛTS TOTAUX DU RÉGIME/ TOTAL PROGRAM COSTS	I	12,080	**16,017**	17,952	18,264	18,280	17,608	17,050
	II	12,080	**16,026**	17,990	18,349	18,435	17,857	17,422
	III	12,080	**16,035**	18,027	18,433	18,590	18,087	17,690
	IV	12,080	**16,044**	18,065	18,518	18,725	18,246	17,855
	V	12,080	**16,053**	18,102	18,602	18,841	18,365	17,980
RECETTES DE COTISATIONS/ PREMIUM REVENUE	I	18,564	**17,601**	17,211	16,931	16,714	16,468	16,132
	II	18,564	**17,232**	16,459	15,770	15,113	14,397	13,568
	III	18,564	**16,863**	15,707	14,609	13,511	13,154	13,568
	IV	18,564	**16,495**	14,954	13,448	12,711	13,154	13,568
	V	18,564	**16,126**	14,202	12,286	12,711	13,154	13,568
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL/ ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	I	6,484	**1,584**	(741)	(1,333)	(1,566)	(1,139)	(918)
	II	6,484	**1,206**	(1,531)	(2,579)	(3,322)	(3,460)	(3,854)
	III	6,484	**828**	(2,321)	(3,825)	(5,078)	(4,933)	(4,122)
	IV	6,484	**450**	(3,111)	(5,070)	(6,014)	(5,092)	(4,287)
	V	6,484	**73**	(3,901)	(6,316)	(6,130)	(5,211)	(4,412)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULATIF/ CUMULATIVE SURPLUS (DEFICIT)	I	25,735	**27,319**	26,578	25,244	23,679	22,539	21,621
	II	25,735	**26,941**	25,410	22,831	19,509	16,049	12,195
	III	25,735	**26,563**	24,242	20,418	15,339	10,406	6,284
	IV	25,735	**26,185**	23,074	18,004	11,990	6,898	2,610
	V	25,735	**25,807**	21,907	15,591	9,461	4,249	(163)

PRÉVISIONS DU COMPTE À PLUS LONG TERME
LONGER TERM PROJECTIONS FOR EI ACCOUNT

(en millions de dollars/ in millions of dollars)

	PRÉVISION / FORECAST A *Stabilité / Stability* ***Taux de cotisation stable = 1,70 %*** ***Stable premium rate = 1.70%***			PRÉVISION / FORECAST B *Ralentissement / Slowdown* ***Taux de cotisation stable = 1,95 %*** ***Stable premium rate = 1.95%***			PRÉVISION / FORECAST C *Récession / Recession* ***Taux de cotisation stable = 2,20 %*** ***Stable premium rate = 2.20%***		
	Excédent (déficit) / Surplus (deficit)			**Excédent (déficit) / Surplus (deficit)**			**Excédent (déficit) / Surplus (deficit)**		
	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative	Annuel/ Annual	*Chômage Unemploy.*	Cumulatif/ Cumulative
1999	6,484	7.8%	25,735	6,484	7.8%	25,735	6,484	7.8%	25,735
2000	122	7.8%	25,856	-57	9.4%	25,679	-305	11.0%	25,430
2001	101	7.6%	25,958	-897	9.7%	24,781	-1,992	11.9%	23,438
2002	-11	7.4%	25,947	-898	9.3%	23,884	-1,880	11.3%	21,558
2003	-107	7.2%	25,840	-674	8.8%	23,210	-1,330	10.5%	20,228
2004	-44	7.1%	25,797	3	8.3%	23,213	-28	9.6%	20,200
2005	163	7.0%	25,960	698	7.9%	23,910	1,163	8.9%	21,362
2006	977	6.5%	26,937	2,073	7.1%	25,983	3,110	7.8%	24,472
2007	1,874	6.0%	28,811	2,892	6.7%	28,875	3,841	7.5%	28,313
2008	2,299	5.8%	31,110	2,681	6.9%	31,556	2,970	8.1%	31,284
2009	2,828	5.6%	33,938	972	8.0%	32,528	-1,042	10.4%	30,241
2010	3,369	5.4%	37,307	354	8.3%	32,882	-2,852	11.3%	27,389
2011	1,686	6.4%	38,993	-517	8.8%	32,365	-2,900	11.2%	24,490
2012	-2,151	8.4%	36,843	-1,821	9.4%	30,544	-1,612	10.4%	22,878
2013	-8,228	11.4%	28,615	-4,042	10.4%	26,503	141	9.5%	23,019
2014	-6,847	10.4%	21,768	-3,547	10.0%	22,956	-291	9.7%	22,729
2015	-5,297	9.4%	16,471	-2,249	9.3%	20,707	738	9.2%	23,466
2016	-3,624	8.4%	12,847	-429	8.3%	20,278	2,699	8.3%	26,165
2017	-1,654	7.4%	11,193	1,207	7.6%	21,485	3,976	7.8%	30,142
2018	469	6.4%	11,662	-1,199	8.7%	20,286	-3,094	11.0%	27,048
2019	1,356	6.0%	13,018	-1,927	9.0%	18,359	-5,485	11.9%	21,563
2020	3,783	5.0%	16,800	-224	8.2%	18,135	-4,534	11.3%	17,029

Note : Les chiffres supposent le taux de cotisation stable indiqué après 1999. / Figures are based on the hypothetical stable premium rate after 1999.

SENSIBILITÉ DES PRÉVISIONS AUX VARIATIONS DANS CERTAINES HYPOTHÈSES

1. Si on augmentait ou réduisait l'hypothèse du taux de chômage de 1 point de pourcentage :

   - le solde du Compte varierait d'environ 1,4 milliard $ en 2000 (1,1 milliard visant les prestations ordinaires, le reste affectant les recettes de cotisations et les montants d'intérêts) ;

   - le solde du Compte, lui, serait réduit ou augmenté d'environ 1,7 milliard en 2005.

2. Si on haussait le rapport entre les bénéficiaires ordinaires et les chômeurs de 1 point de pourcentage, les coûts seraient augmentés d'environ 200 millions $ par année.

3. Finalement, si on variait le taux de cotisation ouvrière de 0,10 %, cela aurait à peu près l'effet suivant sur l'excédent (ou le déficit) annuel :

   780 millions de dollars pour 2000, et de
   900 millions de dollars pour 2005.

SENSITIVITY OF PROJECTIONS TO VARIATIONS IN GIVEN ASSUMPTIONS

1. If the unemployment rate assumption was increased or reduced by 1 percentage point:

   - the Account balance would vary by about $1.4 billion in 2000 (regular benefits would change by $1.1 billion; the remainder would affect premium revenues and interest amounts);

   - the Account balance would be changed by about $1.7 billion in 2005.

2. If the ratio of regular beneficiaries to unemployed was increased by 1 percentage point, costs would roughly increase by $200 million for each year.

3. Finally, the impact on the annual surplus (or deficit) of a variation of 0.10% change in the employee premium rate would approximately be:

   $780 million for 2000, up to
   $900 million for 2005.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

(en millions de $ / $ million)

		1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Taux de chômage/Unemployment rate		6.2%	5.5%	5.3%	6.9%	7.2%	8.1%	8.4%	7.5%	7.5%
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Projet/Project Z (1972); C-52 (1977)		64					19			
Prestations ordinaires/Regular Benefits		**1,755**	**1,835**	**1,903**	**2,886**	**3,017**	**3,514**	**4,027**	**3,431**	**3,748**
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	62	90	111	126	139	157	159	146	156
	Maternité/Maternity	37	67	82	102	140	172	195	208	235
	Parentales/Parental	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Retraite/Retirement	2	4	4	6	18	14	15	15	16
	TOTAL	**102**	**160**	**197**	**234**	**297**	**343**	**369**	**369**	**406**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		20	20	23	24	29	48	63	71	83
Fins productives / Developmental Uses	Travail partagé/Work sharing							1	0	-
	Création d'emploi/Job creation								1	1
	Formation/Training	2	11	9	15	19	23	78	138	157
	TOTAL	**2**	**11**	**9**	**15**	**19**	**23**	**79**	**138**	**157**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		**1,879**	**2,026**	**2,131**	**3,159**	**3,362**	**3,928**	**4,538**	**4,009**	**4,394**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.		(11)	(22)	(15)	(29)	(30)	(28)	(30)	(35)	(32)
Rembours. de prestations/Benefit repayments									(27)	(30)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		**1,868**	**2,004**	**2,116**	**3,130**	**3,332**	**3,900**	**4,508**	**3,947**	**4,332**
Frais d'administration/Administration costs		122	141	163	192	207	234	277	267	490
Créances douteuses/Bad debts							4	5	7	5
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		1	16	27	14	(8)	(12)	(20)	(25)	(12)
Pénalités/Penalties			(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(7)	(4)	(4)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		**1,991**	**2,161**	**2,305**	**3,334**	**3,529**	**4,124**	**4,762**	**4,192**	**4,811**
Part du gouvernement/Government cost *1		880	917	875	1,707	1,356	1,788	2,255	1,295	1,037
Part du secteur privé/ER/EE cost		1,111	1,243	1,430	1,627	2,172	2,336	2,507	2,897	3,774
B. RECETTES/REVENUES										
Recettes de cotisations/Premium revenue		723	895	1,516	1,953	2,476	2,551	2,838	2,812	3,125
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums			(2)	(2)	(4)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Recettes nettes/Net revenue		**723**	**893**	**1,515**	**1,949**	**2,473**	**2,547**	**2,834**	**2,806**	**3,118**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		**(388)**	**(350)**	**85**	**321**	**301**	**210**	**327**	**(91)**	**(656)**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		**(152)**	**(502)**	**(418)**	**(97)**	**204**	**414**	**741**	**650**	**(6)**
DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable / Insurable earnings		41,439	47,158	54,047	60,999	67,865	75,794	83,733	93,084	103,703
Ajust. aux recettes brutes / Adj. to gross revenue *2		(5)	(53)	(85)	(116)	(132)	(164)	(188)	(202)	(228)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts / Break-even employee rate		1.12% *3	1.15% *3	1.17% *3	1.17%	1.45%	1.38%	1.33%	1.39%	1.63%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux / Hypothetical break-even rate for total costs		2.48%	2.42%	2.13%	2.39%	2.35%	2.43%	2.52%	2.02%	2.08%
Taux de cotisation ouvrière / EE premium rate		0.90%	1.00%	1.40%	1.40%	1.65%	1.50%	1.50%	1.35%	1.35%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Compte tenu des taux préférentiels, les points morts étaient: 1,43 % pour 1972, 1,32 % pour 1973 et 1,24 % pour 1974. / Accounting for preferential rates, break-even rates were: 1.43% for 1972, 1.32% for 1973 and 1.24% for 1974.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Taux de chômage/Unemployment rate	6.2%	5.5%	5.3%	6.9%	7.2%	8.1%	8.4%	7.5%	7.5%

(en millions de $ / $ million)

A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS									
Projet/Project Z (1972); C-52 (1977)	64					19			
Prestations ordinaires/Regular Benefits	**1,755**	**1,835**	**1,903**	**2,886**	**3,017**	**3,514**	**4,027**	**3,431**	**3,748**
Prestations Spéciales/ Special Benefits Maladie/Sickness	62	90	111	126	139	157	159	146	156
Maternité/Maternity	37	67	82	102	140	172	195	208	235
Parentales/Parental	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retraite/Retirement	2	4	4	6	18	14	15	15	16
TOTAL	**102**	**160**	**197**	**234**	**297**	**343**	**369**	**369**	**406**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits	20	20	23	24	29	48	63	71	83
Fins productives / Developmental Uses Travail partagé/Work sharing							1	0	-
Création d'emploi/Job creation								1	1
Formation/Training	2	11	9	15	19	23	78	138	157
TOTAL	**2**	**11**	**9**	**15**	**19**	**23**	**79**	**138**	**157**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS	**1,879**	**2,026**	**2,131**	**3,159**	**3,362**	**3,928**	**4,538**	**4,009**	**4,394**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.	(11)	(22)	(15)	(29)	(30)	(28)	(30)	(35)	(32)
Rembours. de prestations/Benefit repayments								(27)	(30)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS	**1,868**	**2,004**	**2,116**	**3,130**	**3,332**	**3,900**	**4,508**	**3,947**	**4,332**
Frais d'administration/Administration costs	122	141	163	192	207	234	277	267	490
Créances douteuses/Bad debts						4	5	7	5
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits	1	16	27	14	(8)	(12)	(20)	(25)	(12)
Pénalités/Penalties		(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(7)	(4)	(4)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS	**1,991**	**2,161**	**2,305**	**3,334**	**3,529**	**4,124**	**4,762**	**4,192**	**4,811**
Part du gouvernement/Government cost *1	880	917	875	1,707	1,356	1,788	2,255	1,295	1,037
Part du secteur privé/ER/EE cost	1,111	1,243	1,430	1,627	2,172	2,336	2,507	2,897	3,774
B. RECETTES/REVENUES									
Recettes de cotisations/Premium revenue	723	895	1,516	1,953	2,476	2,551	2,838	2,812	3,125
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums		(2)	(2)	(4)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Recettes nettes/Net revenue	**723**	**893**	**1,515**	**1,949**	**2,473**	**2,547**	**2,834**	**2,806**	**3,118**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)									
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)	**(388)**	**(350)**	**85**	**321**	**301**	**210**	**327**	**(91)**	**(656)**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative	**(152)**	**(502)**	**(418)**	**(97)**	**204**	**414**	**741**	**650**	**(6)**
DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION									
Rémunération assurable / Insurable earnings	41,439	47,158	54,047	60,999	67,865	75,794	83,733	93,084	103,703
Ajust. aux recettes brutes / Adj. to gross revenue *2	(5)	(53)	(85)	(116)	(132)	(164)	(188)	(202)	(228)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts / Break-even employee rate	1.12% *3	1.15% *3	1.17% *3	1.17%	1.45%	1.38%	1.33%	1.39%	1.63%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux / Hypothetical break-even rate for total costs	2.48%	2.42%	2.13%	2.39%	2.35%	2.43%	2.52%	2.02%	2.08%
Taux de cotisation ouvrière / EE premium rate	0.90%	1.00%	1.40%	1.40%	1.65%	1.50%	1.50%	1.35%	1.35%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Compte tenu des taux préférentiels, les points morts étaient: 1,43 % pour 1972, 1,32 % pour 1973 et 1,24 % pour 1974. / Accounting for preferential rates, break-even rates were: 1.43% for 1972, 1.32% for 1973 and 1.24% for 1974.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990 *3
Taux de chômage/Unemployment rate	7.6%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	7.8%	7.5%	8.1%

(en millions de $ / $ million)

A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Loi C-50 / Bill C-50 (1987)							138			
Prestations ordinaires/Regular Benefits	**4,115**	**7,644**	**9,067**	**8,823**	**8,973**	**9,207**	**8,935**	**9,306**	**9,843**	**11,517**
Prestations Spéciales/ Special Benefits Maladie/Sickness	165	176	181	207	223	245	282	328	360	381
Maternité/Maternity	273	316	344	396	433	473	506	567	631	720
Parentales/Parental				3	4	4	5	5	7	11
Retraite/Retirement	18	18	19	19	22	22	23	19	26	-
TOTAL	**456**	**510**	**544**	**625**	**682**	**744**	**816**	**919**	**1,023**	**1,111**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits	92	112	142	163	179	209	223	270	270	274
Fins productives / Developmental Uses Travail partagé/Work sharing	-	83	83	32	25	22	17	17	21	70
Création d'emploi/Job creation	-	24	107	115	133	96	88	102	102	110
Formation/Training	165	202	226	227	234	237	224	238	269	331
TOTAL	**165**	**309**	**416**	**374**	**392**	**355**	**328**	**357**	**392**	**510**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS	**4,828**	**8,575**	**10,169**	**9,986**	**10,227**	**10,514**	**10,441**	**10,852**	**11,528**	**13,412**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.	(35)	(43)	(60)	(64)	(70)	(86)	(96)	(103)	(121)	-
Rembours. de prestations/Benefit repayments	(36)	(78)	(46)	(62)	(39)	(34)	(19)	(34)	(35)	(43)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS	**4,757**	**8,455**	**10,063**	**9,859**	**10,118**	**10,394**	**10,326**	**10,716**	**11,373**	**13,369**
Frais d'administration/Administration costs	639	772	818	898	902	928	962	968	1,054	1,215
Créances douteuses/Bad debts	4	(12)	5	11	12	8	10	17	24	39
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)	(26)	89	409	453	522	463	275	104	(60)	(222)
Pénalités/Penalties	(4)	(6)	(10)	(12)	(14)	(16)	(18)	(20)	(30)	(45)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS	**5,371**	**9,297**	**11,285**	**11,210**	**11,540**	**11,777**	**11,555**	**11,785**	**12,360**	**14,357**
Part du gouvernement/Government cost *1	1,001	1,784	2,822	2,902	2,901	2,831	2,785	2,654	2,765	2,437
Part du secteur privé/ER/EE cost	4,369	7,513	8,463	8,307	8,639	8,946	8,769	9,131	9,595	11,920
B. RECETTES/REVENUES										
Recettes de cotisations/Premium revenue	4,716	4,793	7,017	7,627	8,753	9,616	10,212	11,876	10,369	12,867
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums	(10)	(9)	(12)	(12)	(12)	(17)	(19)	(21)	(17)	(22)
Recettes nettes/Net revenue	**4,707**	**4,784**	**7,005**	**7,615**	**8,740**	**9,599**	**10,193**	**11,855**	**10,352**	**12,845**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)	**337**	**(2,728)**	**(1,457)**	**(692)**	**101**	**653**	**1,424**	**2,724**	**758**	**926**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative	**331**	**(2,397)**	**(3,854)**	**(4,546)**	**(4,445)**	**(3,792)**	**(2,368)**	**356**	**1,113**	**2161**

DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable / Insurable earnings	118,224	125,715	134,495	148,860	162,886	177,161	193,449	211,316	230,904	244,799
Ajust. aux recettes brutes / Adj. to gross revenue *2	(260)	(283)	(301)	(319)	(353)	(392)	(431)	(465)	(490)	(505)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts / Break-even employee rate	1.67%	2.59%	2.78%	2.51%	2.32%	2.19%	2.02%	1.81%	1.81%	2.09%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux / Hypothetical break-even rate for total costs	2.05%	3.21%	3.71%	3.39%	3.10%	2.88%	2.66%	2.34%	2.33%	2.51%
Taux de cotisation ouvrière / EE premium rate	1.80%	1.65%	2.30%	2.30%	2.35%	2.35%	2.35%	2.35%	1.95%	2.25%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Les résultats pour 1990 sont redressés selon une comptabilité d'exercice, le cumulatif de 1989 étant redressé à 1 234 millions. / Results for 1990 are restated on the basis of accrual accounting, with the 1989 cumulative surplus restated at $1,234 million.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1991 *1	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (prév./for.)
Taux de chômage/Unemployment rate	10.4%	11.3%	11.2%	10.4%	9.5%	9.7%	9.2%	8.4%	7.8%
				(en millions de $ / $ million)					
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS									
Prestations ordinaires/Regular Benefits	**14,732**	**15,268**	**14,274**	**11,756**	**9,709**	**9,455**	**8,632**	**8,191**	**7,892**
Prestations Spéciales/ Special Benefits Maladie/Sickness	400	411	417	415	430	420	437	459	506
Maternité/Maternity	783	830	796	773	765	737	715	697	713
Parentales/Parental	389	497	491	480	479	473	462	450	460
TOTAL	**1,572**	**1,737**	**1,704**	**1,668**	**1,674**	**1,630**	**1,614**	**1,606**	**1,679**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits	291	291	257	246	229	216	230	226	221
Travail partagé/Work sharing	159	113	52	21	14	16	8	13	20
Fins productives / Developmental Uses Création d'emploi/Job creation	116	112	105	117	148	108	125	146	90
Formation/Training	523	978	927	940	920	1,207	852	693	500
Cours et alloc./Courses & allowances	336	614	571	619	640				
Travail ind./self-employment		20	99	145	194	187	137	119	90
Subventions salariales/Wage subsidies							65	70	60
Mesures de soutien/Support measures						64	386	480	600
Transferts aux prov./Transfers to prov.							24	285	800
TOTAL	**975**	**1,724**	**1,702**	**1,821**	**1,902**	**1,566**	**1,589**	**1,793**	**2,140**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS	**17,729**	**19,133**	**17,989**	**15,512**	**13,528**	**12,883**	**12,073**	**11,829**	**11,952**
Rembours. de prestations/Benefit repayments	(38)	(31)	(16)	(49)	(23)	(78)	(58)	(132)	(152)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS	**17,691**	**19,102**	**17,973**	**15,463**	**13,505**	**12,805**	**12,015**	**11,697**	**11,800**
Frais d'administration/Administration costs	1,228	1,227	1,294	1,294	1,331	1,369	1,326	1,356	1,328
Créances douteuses/Bad debts	105	28	97	59	78	69	89	45	45
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)	5	255	405	310	82	(78)	(278)	(680)	(998)
Pénalités/Penalties	(63)	(96)	(91)	(82)	(83)	(74)	(67)	(86)	(94)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS	**18,966**	**20,516**	**19,678**	**17,044**	**14,912**	**14,091**	**13,085**	**12,332**	**12,081**
B. RECETTES DE COTISATION / PREMIUM REVENUES	**14,760**	**17,885**	**18,469**	**19,327**	**19,180**	**19,091**	**19,379**	**19,623**	**18,565**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)									
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)	**(4,206)**	**(2,631)**	**(1,209)**	**2,283**	**4,268**	**5,000**	**6,294**	**7,291**	**6,484**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative	**(2,045)**	**(4,676)**	**(5,885)**	**(3,602)**	**666**	**5,666**	**11,960**	**19,251**	**25,735**
DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION									
Rémunération assurable/Insurable earnings	251,658	257,153	261,678	270,948	280,396	273,872	298,383	308,769	317,650
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *	-538	-584	-589	-591	-580	-554	-1,055	-817	-873
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate	3.23%	3.44%	3.20%	2.71%	2.33%	2.18%	1.96%	1.70%	1.66%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate	2.25%/2.80%	3.00%	3.00%	3.07%	3.00%	2.95%	2.90%	2.70%	2.55%

*1 À partir de 1991, la comptabilité d'exercice est utilisée et les prestations brutes témoignent déjà des ajustements de trop-payés. / From 1991, accrual accounting is used and gross benefits are already adjusted for overpayments.

*2 Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 350 millions $ (1997) et 95 millions $ (1998) pour le programme d'embauches, et 179 millions $ pour l'embauche de jeunes travailleurs en 1999. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $350 million (1997) and $95 million (1998) for the New Hires Program, and $179 million for Youth Hires in 1999.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990 *3
Taux de chômage/Unemployment rate	7.6%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%	7.8%	7.5%	8.1%

(en millions de $ / $ million)

A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Loi C-50 / Bill C-50 (1987)							138			
Prestations ordinaires/Regular Benefits	4,115	7,644	9,067	8,823	8,973	9,207	8,935	9,306	9,843	11,517
Prestations Spéciales/ Special Benefits Maladie/Sickness	165	176	181	207	223	245	282	328	360	381
Maternité/Maternity	273	316	344	396	433	473	506	567	631	720
Parentales/Parental				3	4	4	5	5	7	11
Retraite/Retirement	18	18	19	19	22	22	23	19	26	-
TOTAL	**456**	**510**	**544**	**625**	**682**	**744**	**816**	**919**	**1,023**	**1,111**
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits	92	112	142	163	179	209	223	270	270	274
Fins productives / Developmental Uses Travail partagé/Work sharing	-	83	83	32	25	22	17	17	21	70
Création d'emploi/Job creation	-	24	107	115	133	96	88	102	102	110
Formation/Training	165	202	226	227	234	237	224	238	269	331
TOTAL	**165**	**309**	**416**	**374**	**392**	**355**	**328**	**357**	**392**	**510**
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS	**4,828**	**8,575**	**10,169**	**9,986**	**10,227**	**10,514**	**10,441**	**10,852**	**11,528**	**13,412**
Trop-payés/mandats annul./Overpay./canc. war.	(35)	(43)	(60)	(64)	(70)	(86)	(96)	(103)	(121)	-
Rembours. de prestations/Benefit repayments	(36)	(78)	(46)	(62)	(39)	(34)	(19)	(34)	(35)	(43)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS	**4,757**	**8,455**	**10,063**	**9,859**	**10,118**	**10,394**	**10,326**	**10,716**	**11,373**	**13,369**
Frais d'administration/Administration costs	639	772	818	898	902	928	962	968	1,054	1,215
Créances douteuses/Bad debts	4	(12)	5	11	12	8	10	17	24	39
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)	(26)	89	409	453	522	463	275	104	(60)	(222)
Pénalités/Penalties	(4)	(6)	(10)	(12)	(14)	(16)	(18)	(20)	(30)	(45)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS	**5,371**	**9,287**	**11,285**	**11,210**	**11,540**	**11,777**	**11,555**	**11,785**	**12,360**	**14,357**
Part du gouvernement/Government cost *1	1,001	1,784	2,822	2,902	2,901	2,831	2,785	2,654	2,765	2,437
Part du secteur privé/ER/EE cost	4,369	7,513	8,463	8,307	8,639	8,946	8,769	9,131	9,595	11,920
B. RECETTES/REVENUES										
Recettes de cotisations/Premium revenue	4,716	4,793	7,017	7,627	8,753	9,616	10,212	11,876	10,369	12,867
Cotisations des pêcheurs/Fishing premiums	(10)	(9)	(12)	(12)	(12)	(17)	(19)	(21)	(17)	(22)
Recettes nettes/Net revenue	**4,707**	**4,784**	**7,005**	**7,615**	**8,740**	**9,599**	**10,193**	**11,855**	**10,352**	**12,845**
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)	**337**	**(2,728)**	**(1,457)**	**(692)**	**101**	**653**	**1,424**	**2,724**	**758**	**926**
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative	**331**	**(2,397)**	**(3,854)**	**(4,546)**	**(4,445)**	**(3,792)**	**(2,368)**	**356**	**1,113**	**2161**

DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable / Insurable earnings	118,224	125,715	134,495	148,860	162,886	177,161	193,449	211,316	230,904	244,799
Ajust. aux recettes brutes / Adj. to gross revenue *2	(260)	(283)	(301)	(319)	(353)	(392)	(431)	(465)	(490)	(505)
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts / Break-even employee rate	1.67%	2.59%	2.78%	2.51%	2.32%	2.19%	2.02%	1.81%	1.81%	2.09%
Taux qui aurait couvert les coûts totaux / Hypothetical break-even rate for total costs	2.05%	3.21%	3.71%	3.39%	3.10%	2.88%	2.66%	2.34%	2.33%	2.51%
Taux de cotisation ouvrière / EE premium rate	1.80%	1.65%	2.30%	2.30%	2.35%	2.35%	2.35%	2.35%	1.95%	2.25%

*1 Avant déduction des cotisations des pêcheurs. / Before deducting fishing premiums.

*2 Rajustements négatifs pour réductions de cotisations, cotisations de pêcheurs et remboursements de cotisations. / Negative adjustments for premium reductions, fishing premiums and premium refunds.

*3 Les résultats pour 1990 sont redressés selon une comptabilité d'exercice, le cumulatif de 1989 étant redressé à 1 234 millions. / Results for 1990 are restated on the basis of accrual accounting, with the 1989 cumulative surplus restated at $1,234 million.

Perspective historique du Compte d'assurance-emploi/ Historical Review of the EI Account

		1991 *1	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (prév./for.)
Taux de chômage/Unemployment rate		10.4%	11.3%	11.2%	10.4%	9.5%	9.7%	9.2%	8.4%	7.8%
					(en millions de $ / $ million)					
A. COÛTS DU RÉGIME/PROGRAM COSTS										
Prestations ordinaires/Regular Benefits		14,732	15,268	14,274	11,756	9,709	9,455	8,632	8,191	7,892
Prestations Spéciales/ Special Benefits	Maladie/Sickness	400	411	417	415	430	420	437	459	506
	Maternité/Maternity	783	830	796	773	765	737	715	697	713
	Parentales/Parental	389	497	491	480	479	473	462	450	460
	TOTAL	1,572	1,737	1,704	1,668	1,674	1,630	1,614	1,606	1,679
Prestations aux pêcheurs/Fishing benefits		291	291	257	246	229	216	230	226	221
Travail partagé/Work sharing		159	113	52	21	14	16	8	13	20
Fins productives / Developmental Uses	Création d'emploi/Job creation	116	112	105	117	148	108	125	146	90
	Formation/Training	523	978	927	940	920	1,207	852	693	500
	Cours et alloc./Courses & allowances	336	614	571	619	640				
	Travail ind./self-employment		20	99	145	194	187	137	119	90
	Subventions salariales/Wage subsidies							65	70	60
	Mesures de soutien/Support measures						64	386	480	600
	Transferts aux prov./Transfers to prov.							24	285	800
	TOTAL	975	1,724	1,702	1,821	1,902	1,566	1,589	1,793	2,140
PRESTATIONS BRUTES/GROSS BENEFITS		17,729	19,133	17,989	15,512	13,528	12,883	12,073	11,829	11,952
Rembours. de prestations/Benefit repayments		(38)	(31)	(16)	(49)	(23)	(78)	(58)	(132)	(152)
PRESTATIONS NETTES/NET BENEFITS		17,691	19,102	17,973	15,463	13,505	12,805	12,015	11,697	11,800
Frais d'administration/Administration costs		1,228	1,227	1,294	1,294	1,331	1,369	1,326	1,356	1,328
Créances douteuses/Bad debts		105	28	97	59	78	69	89	45	45
Frais d'intérêts (crédits)/Interest charges (credits)		5	255	405	310	82	(78)	(278)	(680)	(998)
Pénalités/Penalties		(63)	(96)	(91)	(82)	(83)	(74)	(67)	(86)	(94)
COÛTS TOTAUX/TOTAL COSTS		18,966	20,516	19,678	17,044	14,912	14,091	13,085	12,332	12,081
B. RECETTES DE COTISATION / PREMIUM REVENUES		14,760	17,885	18,469	19,327	19,180	19,091	19,379	19,623	18,585
C. EXCÉDENT (DÉFICIT)/SURPLUS (DEFICIT)										
Excédent annuel (déficit)/Annual surplus (deficit)		(4,206)	(2,631)	(1,209)	2,283	4,268	5,000	6,294	7,291	6,484
Cumulatif en fin d'année/Year-end cumulative		(2,045)	(4,676)	(5,885)	(3,602)	666	5,666	11,960	19,251	25,735
DIVERS / MISCELLANEOUS INFORMATION										
Rémunération assurable/Insurable earnings		251,658	257,153	261,678	270,948	280,396	273,872	298,383	308,769	317,650
Ajust. aux recettes brutes/Adj. to gross revenue *		-538	-584	-589	-591	-580	-554	-1,055	-817	-873
Taux de cotisation ouvrière couvrant les coûts/ Break-even employee rate		3.23%	3.44%	3.20%	2.71%	2.33%	2.18%	1.96%	1.70%	1.66%
Taux de cotisation ouvrière/EE premium rate		2.25%/2.80%	3.00%	3.00%	3.07%	3.00%	2.95%	2.90%	2.70%	2.55%

*1 À partir de 1991, la comptabilité d'exercice est utilisée et les prestations brutes témoignent déjà des ajustements de trop-payés. / From 1991, accrual accounting is used and gross benefits are already adjusted for overpayments.

*2 Rajustements négatifs pour les réductions et les remboursements de cotisations, y compris 350 millions $ (1997) et 95 millions $ (1998) pour le programme d'embauches, et 179 millions $ pour l'embauche de jeunes travailleurs en 1999. / Negative adjustments for premium reductions and premium refunds, including $350 million (1997) and $95 million (1998) for the New Hires Program, and $179 million for Youth Hires in 1999.

PRINCIPALES HYPOTHESES DE PREVISION

La première étape consiste à mettre à jour l'année de base, soit 1998, la dernière année civile complétée. Côté coûts, nous mettons dans le modèle le montant réel des prestations pour chaque type et les autres postes (surtout l'administration); du côté des revenus, ce sont les gains assurables estimatifs pour 1998 et tout ajustement prévisible aux revenus pour l'année.

Les gains assurables pour 1998 sont estimatifs parce que Revenu Canada ne nous fournira le montant final qu'en décembre 1999. Nous avons par contre des mises à jour mensuelles de Revenu Canada et pouvons habituellement prévoir assez précisément ce que sera le montant final de l'année précédente : l'automne dernier, nous avions prévu pour 1997 un ajustement positif de 384 millions $, qui a fini par être 342 millions. Aucun ajustement n'est prévu cette année pour 1998.

La seconde étape consiste à effectuer la prévision des coûts et revenus pour 1999 à l'aide des résultats disponibles pour les neuf premiers mois, notamment pour les prestations. Les facteurs de projection pour les prestations sont annualisés en assurant la cohérence avec les changements prévus pour le marché du travail : population active, chômage, ratio des bénéficiaires ordinaires aux chômeurs et salaires. Pour les prestations spéciales, le chômage n'est pas un facteur. Pour l'administration, nous nous en remettons aux prévisions du groupe des Services financiers et administratifs.

La dernière étape est d'effectuer les prévisions jusqu'en 2020 selon les taux de changements annuels présumés pour tous les facteurs, tel que montré ci-dessous :

MAIN PROJECTION ASSUMPTIONS

First, the base year must be updated with the 1998 data, which is the last existing complete calendar year. On the spending side, our model is fed with the actual amounts paid for each benefit type, as well as other items, mainly administration; on the revenue side, the preliminary 1998 insurable earnings and any probable revenue adjustments for the year are inputted .

The 1998 insurable earnings are still only estimates as Revenue Canada will release their final value in December of 1999. However, Revenue Canada provides us with monthly updates that allows for a good estimate of that final amount. Thus, last fall, we had made a positive adjustment of $384 million to the preliminary figure, which ended up at $342 million. We have not provided for any adjustment this year in respect of 1998.

Second, we estimate the 1999 revenue and expenditures based on data available for the first 9 months, particularly for benefits. Annual projection factors for benefits are determined in a way to preserve consistency with anticipated changes for the labour force, the unemployment, the beneficiary to unemployed ratio and wage growth. However, unemployment is not a factor in predicting special benefits. As for administration costs, we rely mostly on the figures estimated by the Financial and Administration Services.

Finally, these projections are carried out to the year 2020 based on the projected annual rates of change for each factor as shown in the following table :

Variables du marché du travail et autres, 1999 à 2005 / Labour Market and Other Variables, 1999 to 2005

Croissance / Growth		**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
Population active / Labour force		1.9%	1.9%	1.7%	1.2%	1.2%	1.1%	1.0%
Salaire moyen / Average wages		0.7%	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%
Gains assurables maxima / Maximum insured earnings		0.0%	0.0%	0.0%	0.8%	1.5%	1.5%	1.5%
Prestation moyenne / Average benefits		2.5%	1.1%	1.1%	1.3%	1.5%	1.5%	1.5%
Ratio des bénéf. aux chômeurs / Ben. to unemployed ratio		42.3%	44.2%	46.1%	48.0%	49.9%	49.8%	49.7%
Taux de chômage / Unemployment rate								
Scénario / Scenario A	Stabilité / Stability	7.8%	7.8%	7.6%	7.4%	7.2%	7.1%	7.0%
Scénario / Scenario B	Ralentissement / Slowdown	7.8%	9.4%	9.7%	9.3%	8.8%	8.4%	7.9%
Scénario / Scenario C	Récession / Recession	7.8%	11.0%	11.9%	11.3%	10.5%	9.6%	8.9%

I. COÛTS DU RÉGIME

Prestations ordinaires

On prévoit des coûts de 7 892 millions $ pour 1999 basé sur des résultats partiels pour 9 mois. Pour les années suivantes, 4 hypothèses sont nécessaires : l'évolution de la prestation moyenne, de la population active, des taux de chômage et enfin, la croissance du ratio des bénéficiaires aux chômeurs (2 % par année, passant de 42 % en 1999 pour atteindre 50 % en 2003 et s'y maintenir). Ces hypothèses sont montrées dans le tableau ci-dessus.

Prestations et services d'emploi (partie II)

On prévoit des déboursés de 2,1 milliards $ en 1999. Après, on suppose qu'ils croîtront à la cadence des gains assurables totaux. Notez qu'ils ne comprennent pas les prestations ordinaires versées selon la partie I.

Prestations spéciales

On estime ces coûts à environ 1,7 milliard $ pour 1999. Ils devraient ensuite graduellement atteindre 2,0 milliards $ en 2005. D'une façon générale, la population assurée croît au rythme de l'emploi et la prestation moyenne suit celui des prestations ordinaires.

Prestations aux pêcheurs

On prévoit que les prestations aux pêcheurs passeront de 221 millions $ en 1999 à 233 millions $ en 2005.

Remboursements de prestations

Les remboursements de prestations devraient passer de 152 millions $ en 1999 à 212 millions $ en 2005, effet des resserrements de la Loi C-12.

Ajustements divers

Les frais d'administration devraient s'élever à environ 1,3 milliard par an. On a supposé qu'ils constitueraient un pourcentage décroissant des prestations nettes : 11 % en 1999, 10,5 % en 2000, 10 % en 2001, 9,5 % en 2002 et puis 9 % à partir de 2003, ce qui a été le taux moyen dans les années 1980.

Par ailleurs, on prévoit que les créances douteuses et les pénalités correspondront à 0,38 % et 0,80 % des prestations brutes, respectivement.

Intérêts

L'intérêt court sur le solde (positif ou négatif) du Compte. Les taux de cotisation influencent donc les montants crédités ou débités.

I. PROGRAM COSTS

Regular Benefits

The estimate of $7,892 million for 1999 is based on the experience for the first 9 months of the year. For subsequent years, 4 main assumptions were needed : the rate of increase for average weekly benefits, for the labour force, for unemployment rates and also, the growth in the ratio of beneficiaries to unemployed (2% p.a. until it reaches 50% in 2003 to then stabilize at that level). The table above summarizes the assumptions made.

Employment benefits and measures (Part II)

These benefits are estimated at $2.1 billion in 1999 and should after increase at the same rate as for aggregate insurable earnings. However, regular benefits paid to Part II claimants are not included.

Special Benefits

These benefits are estimated at $1.7 billion for 1999 and should then gradually rise to $2.0 billion by 2005. Generally, the annual increase in average weekly benefits follows that for regular benefits while the covered population keeps to the employment growth.

Fishing Benefits

Fishing benefits are projected to rise from about $221 million in 1999 to $233 million in 2005.

Benefit repayments (clawback)

As the intensity rules of Bill C-12 gather momentum, it is expected that benefit repayments will rise from $152 million in 1999 to $212 million in 2005.

Miscellaneous adjustments

Costs of administration are estimated at about $1.3 billion annually. They are projected to be a reducing percentage of net benefits : 11% in 1999, 10.5% in 2000, 10% in 2001, 9.5% in 2002 and 9% from 2003 onwards, which was the average level seen in the 1980s.

Also, it is assumed that bad debts and penalties will respectively stand at 0.38% and 0.80% of the projected gross benefits.

Interest

Interest accrues both on the balances (positive or negative) in the EI Account. Thus, premium rates have an effect on its calculation.

Le taux d'intérêt en cas d'excédent cumulatif est celui applicable à l'encaisse, soit 90 % du taux des bons du Trésor à 3 mois. On suppose un rendement net d'environ 4,5 % de 1999 à 2005.

Lorsque le Compte affiche un déficit cumulatif (couvert par des prêts du gouvernement), le taux prescrit devient celui des obligations du Canada ayant une échéance comparable. On suppose qu'il correspond au taux versé sur les excédents plus 2%.

II. COMPOSANTES DU REVENU

Base de la rémunération assurable

D'une base de 308 769 millions $ pour 1998 (montant préliminaire), on établit la rémunération assurable pour les années à venir selon la croissance de la population et des salaires assurés.

Le salaire assurable maximal est limité à 39 000 $ par année jusqu'en 2000. Nous supposons le même maximum en 2001. Projetant que le maximum du Régime de pensions du Canada dépassera ce niveau en 2002, nous supposons dès lors que le maximum pour le régime d'assurance-emploi suivra celui du RPC, qui est lié à la croissance des salaires moyens.

Il est également prévu que le travail autonome croîtra de 1 % sur la période de projection, ce qui amènera l'emploi assuré à croître un peu plus lentement que l'emploi total.

Ces facteurs sont consistants avec les hypothèses pour les estimés de coûts, de sorte que les erreurs de prévision dans l'un ou l'autre tendront à s'annuler.

Calcul des recettes de cotisation

Pour un taux de cotisation donné, les recettes se calculent en multipliant la rémunération assurable par le taux combiné de cotisation patronale et ouvrière. Ensuite, on en soustrait les réductions de la cotisation (estimées à 508 millions $ pour 1999, pour les employeurs offrant un régime enregistré d'assurance-salaire) et les remboursements des cotisations ouvrières (1 % des recettes totales, pour les cotisants qui cotisent au-delà du maximum assurable d'une année ou ceux qui gagnent moins de 2 000 $).

Enfin, les recettes sont ajustées à la baisse pour tenir compte des remboursements de cotisations sous le Programme d'embauche de jeunes travailleurs, ouvert à tout employeur embauchant des jeunes en 1999 et 2000. On estime à 5 milliards $ les gains annuels éligibles à ce remboursement de la cotisation patronale.

The interest rate for a cumulative surplus is the same as for cash balances, i.e. 90% of the current yield of 3-month Treasury Bills. The net yield was assumed at an average of about 4.5% from 1999 to 2005.

With respect to a cumulative Account deficit, covered by loans from the Consolidated Revenue Fund, the rate is equal to that of Canada Bonds with comparable terms. It is assumed that these rates would be 2% higher than those assumed for a surplus.

II. REVENUE COMPONENTS

Aggregate insurable earnings base

From a 1998 base of $308,769 million (still preliminary), the amount of insurable earnings was projected to future years based on insured wage and population growth.

Insured wage growth is constrained by the limitation of the maximum insured earnings to $39,000 until 2000. We assume the same maximum for 2001, and expect that the Canada Pension Plan maximum will exceed $39,000 in 2002. From then on, we assume that the EI maximum will match the CPP maximum, whose growth is linked to average wage growth.

It is also expected that self-employment will grow by 1% over the projection period. This will result in a slightly lower growth in insured employment than in total employment.

These factors are consistent with those used for projecting costs, so that any forecasting errors in either would tend to offset themselves.

Calculation of premium revenues

For any premium rate, premium revenues in a given year are calculated by multiplying the insurable earnings by the combined employer/employee premium rate, and then subtracting premium reductions (estimated at $508 million for 1999, for employers with qualified wage-loss replacement plans) and employee premium refunds (1% of total revenues, for contributors who have paid contributions beyond the yearly maximum insurable earnings or have not earned $2,000).

Revenues were also reduced to allow for the premium relief to employers under the Youth Hires Program which is available to all employers expanding their youth payrolls in 1999 and 2000. It is estimated that qualifying insurable earnings will reach $5 billion in each of those two years.

Annexe/Appendix V

Prévisions pour 1999, automne 1999 et 1998
1999 Forecasts, fall of 1999 and 1998

		Prévision de nov. 1998 / *Forecast in Nov. 1998*	Prévision actuelle / *Current forecast*	Différence / *Difference*
Taux de chômage / *Unemployment rate*		8.4%	7.8%	0.6%
Rapport bénéficiaires réguliers/chômeurs / *Ratio of regular beneficiaries to unemployed*		44.0%	42.3%	1.7%
		millions de dollars / *$ millions*		
Prestations ordinaires /*Regular Benefits*		8,743	7,892	851
Prestations Spéciales / *Special Benefits*	Maladie / *Sickness*	472	506	(34)
	Maternité / *Maternity*	724	713	11
	Adoption	5	6	(1)
	Parentales / *Parental*	462	454	8
	TOTAL	1,663	1,679	(16)
Prestations aux pêcheurs / *Fishing benefits*		235	221	14
Travail partagé / *Work sharing*		10	20	-10
FIRH / *HRIF*		2,000	2,140	-140
PRESTATIONS BRUTES / *GROSS BENEFITS*		12,651	11,952	699
Rembours. de prestations / *Benefit repayments*		(80)	(152)	72
PRESTATIONS NETTES / *NET BENEFITS*		12,571	11,799	772
Frais d'administration / *Administration costs*		1,298	1,328	(30)
Revenus d'intérêts / *Interest credits*		(1,173)	(998)	(175)
Créances douteuses / *Bad debts*		93	45	48
Pénalités / *Penalties*		(75)	(94)	19
COÛTS TOTAUX / *TOTAL COSTS*		**12,714**	**12,080**	**634**
REVENUS DE COTISATIONS / *PREMIUM REVENUES*	Bruts / *Gross* :	18,781	18,743	38
	moins / *less* : Programme pour l'embauche de jeunes travailleurs / *Youth Hires Program*	(179)	(179)	-
	Nets / *net* :	**18,602**	**18,564**	**38**
Excédent annuel - 1999 / *Annual surplus - 1999*		5,888	6,484	(596)
Excédent cumulatif au 31 déc. 1998 / *Cumulative surplus at Dec. 31, 1998*		19,058	19,251	-193
Excédent cumulatif au 31 déc. 1999 / *Cumulative surplus at Dec. 31, 1999*		**24,946**	**25,735**	(789)

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT DES TAUX DE COTISATION D'ASSURANCE-EMPLOI ET CHÔMAGE (DE 1972 À 1999)

I. Vue d'ensemble

Introduction

L'assurance-chômage existe au Canada depuis 1941, mais la Commission a le mandat de fixer les taux de cotisation depuis 1972. Auparavant, les taux étaient stipulés dans la Loi sur l'assurance-chômage et il fallait amender la Loi pour les changer, ce qui retardait souvent l'adoption des rajustements.

De 1972 à 1996, la Loi a prévu le calcul annuel d'un taux de référence qu'on a appelé le taux statutaire. Ce taux était établi comme le quotient moyen des coûts aux gains assurés au cours des trois dernières années. Selon qu'un tel taux aurait engendré un excédent ou un déficit cumulatif à la fin de l'année qui venait, il constituait une limite supérieure ou inférieure pour le taux réel.

Ce processus avait pour effet de limiter le montant des excédents ou des déficits sous le Compte d'assurance-chômage, et d'imposer des hausses ou réductions des taux de cotisation dans les deux à quatre ans après le début d'une expansion ou récession. Il empêchait aussi les taux de rester trop bas ou trop hauts pour longtemps.

Ce dispositif a fourni de bons résultats jusqu'en 1980, puisque le Trésor fédéral absorbait la majeure partie des hausses de coûts attribuables aux écarts de chômage. Mais en 1981, la part des coûts imputés au secteur privé est devenue plus importante et variable. Et après 1990, tous les coûts ont été à la charge du secteur privé.

C'est ainsi qu'à partir des années 1980 des rajustements de taux ont pu survenir à un moment inopportun. Surtout en période de récession, mais il aurait aussi pu être utile en temps d'expansion de les maintenir pour constituer une réserve pour le prochain ralentissement.

La Loi sur l'assurance-emploi a donc prévu, depuis 1997, la possibilité d'établir une réserve de stabilisation. Les taux n'ont plus à être fixés dans des limites fixes, mais pour couvrir les coûts et assurer une certaine stabilité au cours d'un cycle économique.

REVIEW OF PREMIUM RATE-SETTING UNDER EMPLOYMENT/UNEMPLOYMENT INSURANCE FROM 1972 TO 1999

I. General Overview

Introduction

Although unemployment insurance has existed in Canada since 1941, the Commission has had the responsibility of setting premium rates since 1972. Before then, rates were embedded in the UI Act and changed by amending that legislation, which often led to delays in making necessary adjustments.

From 1972 to 1996, the Act required the annual calculation of a reference rate, the so-called statutory rate. It was determined as the average ratio of costs to insured earnings over the last three years. Depending on whether the statutory rate would have produced a cumulative surplus or deficit at the end of the next year, the actual rate could be no higher or no lower.

This mechanism had the effect of limiting the amount of surpluses or deficits in the UI Account, and of forcing premium rate increases or reductions within two to four years after the onset of a recovery or of a recession. It also prevented premium rates from staying too low or too high for any extended period.

This system produced good results until 1980, since the federal government paid for most of the cost fluctuations resulting from changes in unemployment rates. But in 1981, a legislative change increased the share and variability of private sector costs. And after 1990, all costs were charged to the private sector.

So after 1980 changes in premium rates could happen at inappropriate times. Especially during a recession, but it might also have been desirable during an expansion to sustain premium rates so as to build sufficient reserves for the next business cycle.

Starting with 1997, the Employment Insurance Act thus established the option of a stabilization reserve. Premium rates no longer had to be set within specific limits, but only to ensure adequate financing and relative premium rate stability over a business cycle.

La stabilité dans les années 1970

Vu l'ampleur des amendements à l'assurance-chômage en 1972, il n'est pas surprenant que l'estimation initiale des taux de cotisation ait été fautive. Mais après voir été relevés en 1974, ces taux sont demeurés assez stables jusqu'en 1980. Ce, en dépit d'un transfert de responsabilités financières du gouvernement au secteur privé en 1976. La stabilité relative des taux de chômage y a contribué.

Dès 1973, les gouvernements ont cherché à freiner les coûts du régime par des mesures administratives. À compter de 1976, on a resserré l'admissibilité aux prestations ordinaires, tout en assouplissant les conditions pour les prestations de grossesse, de formation et de pêche.

Les années 1980 : une augmentation et la stabilité

La récession s'est manifestée à la fin de 1981, après que les taux de cotisation aient été fixés pour 1982. Les coûts du régime ayant augmenté de presque 75 % au cours de 1982, il a fallu augmenter les taux de cotisation en 1983, mais au moins cette hausse n'a-t-elle été que de 40 %. On a pu maintenir ce taux jusqu'à ce qu'on puisse le réduire en 1989. Mais des lois spéciales ont été requises pour 1986 et 1987 afin de prévenir les augmentations qu'auraient autrement engendrées le dispositif de taux statutaire.

Les années 1980 n'ont vu que peu de changements législatifs, et ce fut surtout par voie réglementaire. Une pleine revue du régime a été conduite sous l'égide de la Commission Forget.

1990: l'autofinancement

La Loi C-21 voit l'aboutissement de la tendance amorcée en 1976, avec la fin de la contribution du gouvernement à l'assurance-chômage. Prévue le 1er janvier 1990, l'adoption de la Loi a été retardée par le Sénat et n'est survenue que le 23 octobre 1990. Le taux de la cotisation ouvrière a été fixé à 2,25 % de la rémunération assurable pour 1990 à 1992.

Avec un taux de chômage de plus de 11 % en 1991 et 1992, les déficits se sont mis à augmenter tant pour le Compte d'assurance-chômage que pour l'ensemble du gouvernement. Les taux de cotisation ont été relevés trois fois: d'abord à 2,80 % en juillet 1991; puis à 3,00 % le 1er janvier 1992; et enfin à 3,07 % en 1994.

Stability in the 1970s

Given the wide scope of the changes made to the UI Act in 1972, it was not surprising that the initial estimate of premium rates was too low. But after an upward adjustment in 1974, premiums remained relatively stable until 1980, in spite of a transfer of program costs from the government to the private sector in 1976. Contributing to stability was the fact that unemployment rates were relatively steady.

In 1973, governments had sought to reduce program costs by stepping up administrative control measures. Starting in 1976, various legislation were adopted to tighten the conditions for regular benefits (though easing the conditions on maternity, training and fishing benefits).

The 1980s : increases and stability

As recession struck in late 1981, premium rates had already been set for 1982. However, costs increased by nearly 75% in 1982 and premium rates had to be raised by a significant though lesser proportion of 40% in 1983. That rate was essentially maintained throughout the 1980s, until it was reduced in 1989. It was however necessary to adopt legislation to achieve this result in 1986 and in 1987, to prevent the increases which the statutory rate mechanism would otherwise have required.

The 1980s also saw some legislative action, mostly through regulatory amendments, as well as a full review of the UI program under the Forget Commission.

1990: a self-financed program

Bill C-21 capped the trend started in 1976 by eliminating all government contributions to UI on October 23, 1990. The change had been planned for January 1, 1990 but its adoption was delayed by the Senate until October 23, 1990. The premium rate was raised to 2.25% of insurable earnings from 1990 to 1992.

With 11% unemployment during 1991 and 1992 came increasing UI program costs and deficits, both for the UI Account and for the government as a whole. The employee premium rate was raised three times: first, to 2.80% in mid-1991; then to 3.00% on January 1, 1992; and finally to 3.07% in 1994.

Des coupures successives aux prestations ont prévu des épargnes annuelles d'un milliard $ à partir d'avril 1993 et de 2,4 milliards $ à partir de juillet 1994. Le taux de cotisation est passé à 3,00 % en 1995.

Le déficit cumulatif, qui avait atteint un sommet de 5,9 milliards $ à la fin de 1993, a été éliminé en moins de 2 ans. On a réduit les taux de cotisation à 2,95 % en 1996, à 2,90 % en 1997 et à 2,70 % en 1998.

D'autres amendements ont été apportés au régime en juin 1996, ayant pour effet d'en changer l'appellation à celle d'assurance-emploi, réduisant les taux de prestation et fondant le droit aux prestations sur les heures plutôt que sur les semaines d'emploi. L'effet de ces amendements était de réduire les prestations d'un montant de 900 millions $ la première année, valeur qui devait augmenter pour atteindre 1,5 milliard par année après trois ou quatre ans.

Avec des coûts à la baisse et des revenus assez stables, les excédents annuels se seront maintenus entre 6 et 7 milliards $ entre 1997 et 1999. Cela portera le solde cumulatif à presque 26 milliards $ à la fin de 1999.

Benefits were reduced by $1 billion annually in April 1993 and by another $2.4 billion starting in July 1994. The premium rate was reduced to 3.00% in 1995.

The cumulative deficit, after reaching $5.9 billion at the end of 1993, was eliminated within 2 years. The premium rates were then reduced further to 2.95% in 1996, to 2.90% in 1997 and to 2.70% in 1998.

Further program amendments were made in mid-1996, changing the name of the program to Employment Insurance, reducing benefit rates and substituting hours for weeks in the rules for benefit entitlement. The effect of those amendments was to save an estimated $900 million in the first year of implementation, expected to rise to about $1.5 billion annually when the amendments would reach full maturity in 3 or 4 years.

With costs being reduced while revenues remained rather stable, annual surpluses will have been between $6 and $7 billion from 1997 to 1999, bringing the cumulative balance to $26 billion at the end of 1999.

II. Revue des politiques annuelles pour les taux de cotisation à l'assurance-emploi :

Suivent les principaux résultats financiers du Compte d'assurance-emploi pour les années 1972 à 1999.

II. Review of annual rate-setting policies under the EI Program :

The main financial results under the Employment Insurance Account are shown below from 1972 to 1999.

	Taux de chômage/ Unemployment rate	Cotisation ouvrière/ Employee premium rate	Recettes de cotisations/ Premium revenue	Coûts du régime/ Program costs		Excédent(déficit) annuel/ Annual surplus (deficit)	Solde en fin d'année/ Balance at year-end	
				Total sector	Secteur privé/ Private			
			(millions de dollars/$ million)					
1972	6.2%	0.90%	723	1,991	1,111	(388)	(152)	(1)
1973	5.5%	1.00%	893	2,161	1,243	(350)	(502)	
1974	5.3%	1.40%	1,515	2,305	1,430	85	(418)	
1975	6.9%	1.40%	1,949	3,334	1,627	321	(97)	
1976	7.2%	1.65%	2,473	3,529	2,172	301	204	
1977	8.1%	1.50%	2,547	4,124	2,336	210	414	
1978	8.4%	1.50%	2,834	4,762	2,507	327	741	
1979	7.5%	1.35%	2,806	4,192	2,897	(91)	650	
1980	7.5%	1.35%	3,118	4,811	3,774	(656)	(6)	
1981	7.6%	1.80%	4,707	5,371	4,369	337	331	
1982	11.0%	1.65%	4,784	9,297	7,513	(2,728)	(2,397)	
1983	11.9%	2.30%	7,005	11,285	8,463	(1,457)	(3,854)	
1984	11.3%	2.30%	7,615	11,210	8,307	(692)	(4,546)	
1985	10.5%	2.35%	8,740	11,540	8,639	101	(4,445)	
1986	9.6%	2.35% (2)	9,599	11,777	8,946	653	(3,792)	
1987	8.9%	2.35% (2)	10,193	11,555	8,769	1,424	(2,368)	
1988	7.8%	2.35%	11,855	11,785	9,131	2,724	356	
1989	7.5%	1.95%	10,352	12,360	9,595	758	1,113	
1990	8.1%	2.25% (2)	12,845	14,357	11,920	926	2,161	(3)
1991	10.4%	2.25%/2.80% (3)	14,760	18,966	18,966	(4,205)	(2,045)	
1992	11.3%	3.00% (4)	17,885	20,516	20,516	(2,631)	(4,676)	
1993	11.2%	3.00%	18,469	19,677	19,677	(1,208)	(5,884)	
1994	10.4%	3.07%	19,327	17,044	17,044	2,283	(3,601)	
1995	9.5%	3.00% (2)	19,180	14,913	14,913	4,267	666	
1996	9.7%	2.95% (2)	19,091	14,092	14,092	4,999	5,665	
1997	9.2%	2.90%	19,379	13,085	13,085	6,294	11,960	
1998	8.4%	2.70%	19,623	12,332	12,332	7,291	19,251	
1999 pr./for.	7.8%	2.55%	18,564	12,081	12,081	6,484	25,735	

(1) L'excédent cumulatif à la fin de l'année 1971 était de 236millions $. /
Cumulative surplus at 1971 year-end was $236million.

(2) Par législation spéciale. / *By special legislation.*

(3) D'abord établi à 2 431 millions $, redressé sur comptabilité d'exercice, dorénavant en vigueur. /
Originally $2,431 million, restated to reflect accrual accounting becoming effective from that point on.

(4) Sur directive. / *By directive.*

On l'a déjà dit, les taux de cotisation fixés pour 1972 et 1973 en vertu de la nouvelle Loi sur l'assurance-chômage ne suffisaient pas à couvrir les coûts du régime, et ont provoqué un déficit cumulatif de 502 millions $ à la fin de 1973. Ces taux avaient été estimés à partir d'une modélisation économétrique des effets de la nouvelle loi. Pour liquider ce déficit dans les trois à cinq ans, le taux de cotisation a été porté à 1,40 % de la rémunération assurable pour 1974 et 1975.

En 1976, la Commission a porté le taux de cotisation à 1,65 %. Il fallait couvrir un transfert de coûts additionnels de 500 millions $ du gouvernement au secteur privé, sous la Loi C-69. De plus, on voulait s'assurer d'éliminer le déficit cumulatif. C'est même un excédent cumulatif de 204 millions $ qui apparut en fin d'année, grâce surtout à cause de meilleures pratiques administratives et de contrôle.

En 1977, le taux de cotisation des travailleurs a été réduit à 1,50 %. Cette réduction faisait écho aux meilleures pratiques d'administration et de contrôle et à la liquidation du déficit. On espérait conserver ce taux jusqu'en 1979, même avec l'avènement de nouveaux projets d'utilisation de l'assurance-chômage à des fins de formation, de création d'emplois ou de travail partagé. Faute de quoi, on pourrait réduire davantage le taux de cotisation. On a fini l'année avec un excédent cumulatif de 414 millions $, 80 millions $ de plus que prévu en septembre 1976.

En 1978, la Commission a choisi de conserver le même taux plutôt que d'y apporter une légère réduction. Avec un taux de 1,50 %, on visait un excédent cumulatif de 400 millions $ à la fin de 1978, à écouler graduellement sur les 3 années suivantes. Cette marge pourrait permettre d'autres projets à des fins productives. En plus de se prémunir contre une augmentation des taux, on pourrait envisager leur réduction future. L'excédent cumulatif a atteint 741 millions à la fin de 1978, ou 350 millions de plus que prévu, dû à une plus forte proportion de prestations ordinaires en phase de prolongation, donc prises en charge par le gouvernement.

En 1979, vu l'excédent cumulatif de 750 millions $ à la fin de 1978, on a réduit le taux tel qu'on l'avait envisagé en 1978. Le taux choisi de 1,35 % devait ramener l'excédent cumulatif autour de 560 millions $ à la fin de 1979. En maintenant ce taux encore deux ans, on croyait pouvoir garder une marge de sécurité. L'excédent cumulatif pour 1979 s'élèvera à 650 millions $, un peu plus que prévu, surtout à cause de recettes plus élevées.

As seen above, the premium rates set for 1972 and 1973 under the new UI Act were too low to cover the employer/employee cost of the program, resulting in a cumulative deficit of $502 million at the end of 1973. Those rates had been estimated from econometric modeling of the impacts of the new legislation. To liquidate the deficit over 3 to 5 years, the employee premium rate was increased to 1.40% of insurable earnings in 1974 and kept for 1975.

In 1976, the Commission increased the employee premium rate to 1.65% to cover the transfer of about $500 million of benefit costs from the government to the private sector, due to Bill C-69. It was also intended to completely eliminate the cumulative deficit. In fact, a cumulative surplus of $204 million arose by year-end, due mostly to better administrative and control procedures.

For 1977, the employee premium rate was reduced to 1.50% to account for improved administration and control and the elimination of the cumulative deficit. It was hoped that such a rate could be kept until 1979, even with a growing program of UI developmental projects in training, job creation and work sharing. Barring such expansion, it was hoped that the premium rate could be reduced further. The cumulative surplus reached $414 million at year-end, only $80 million more than expected a year before.

For 1978, the Commission chose the same rate rather than a small reduction. With a 1.50% rate, a cumulative surplus of about $400 million could arise by the end of 1978 and be gradually depleted over the next three years. That margin of safety might also allow for the expansion of developmental projects and avoid a future premium rate increase, or even allow a reduction later on. The 1978 cumulative surplus turned out to be $741 million, or $350 million higher than projected. Most of the difference came from a higher proportion of regular benefits in the extended phases, charged to the government.

For 1979, the $750 million cumulative surplus of 1978 led to a rate reduction, which had already been contemplated in 1978. The chosen rate of 1.35% was expected to reduce the 1979 cumulative surplus to about $560 million and provide a safety margin if maintained for two more years. However, excess premium revenues led to a $650 million cumulative surplus at year-end, somewhat higher than expected..

En 1980, la Commission a dû tenir compte du projet du gouvernement d'ajouter 1 milliard $ par année aux coûts imputés au secteur privé. D'abord, on abolirait la formule du seuil, cruciale depuis 1972 dans son effet de limitation de ces coûts. En outre, on prélèverait désormais les frais des services d'emploi sur les cotisations d'assurance-chômage. À terme, ces deux modifications porteraient le taux de cotisation à environ 1,75 %, mais la Commission le fixa à 1,60 % pour 1980 afin d'étaler les augmentations. Le surplus déjà accumulé pourrait même permettre le même taux en 1981. Le budget du 11 décembre 1979 en fit l'annonce. Mais la défaite du gouvernement deux jours plus tard obligea la Commission et le gouvernement à ramener le taux à 1,35 % pour 1980. Ces amendements furent toutefois repris par le nouveau gouvernement à la mi-1980, éliminant l'excédent cumulatif à la fin de l'année.

En 1981, le taux de cotisation devait être porté au-delà de 1,78 % pour satisfaire aux exigences de la Loi. De plus, on prévoyait une augmentation du taux de chômage à 8,7 %. On a donc fixé le taux à 1,80 % pour 1981, en anticipant un léger déficit cumulatif à la fin de l'année. Mais un taux favorable de chômage, de 7,6 % pour 1981, mena à un excédent cumulatif de 331 millions $.

En 1982, il a fallu ramener le taux de cotisation sous le maximum de 1,68 % prescrit par la Loi sur l'assurance-chômage, vu la conjoncture et l'horizon d'un excédent cumulatif de 400 millions pour la fin de 1982. En fixant le taux à 1,65 %, on espérait le garder un an ou plus.

Nul n'avait prévu la récession qui a frappé à la fin de 1981 et en 1982. Le taux de chômage a été de 11,0 % en 1982 contre une prévision de 7,8 %. Les coûts du régime ont augmenté de 73 %, créant un déficit cumulatif sans précédent de 2,4 milliards $ à la fin de 1982.

En 1983, il fallait relever le taux de cotisation pour faire face aux déficits tant de l'assurance-chômage que du gouvernement. On a envisagé un taux de 2,75 % à 3,25 %, mais les discussions avec des organismes patronaux et syndicaux ont produit le taux de 2,30 %. Vu l'incertitude économique, on cherchait à modérer la hausse des déficits sans accabler consommateurs et entreprises. Cette augmentation de 40 % a quand même produit un autre déficit annuel de 1,5 milliards en 1983 et un déficit cumulatif sans précédent de 3,9 milliards en fin d'année. Malgré l'amorce d'une reprise en 1983, le taux de chômage est passé à 11,9 % (contre les 12,3 % prévus).

For 1980, the Commission had to consider the government's plan to increase private sector costs by about $1 billion per annum. The first crucial change would abolish the threshold mechanism that had limited the private sector share of costs since 1972; the second would charge the costs of Employment Services to UI premiums. As a result, the premium rate would have to reach about 1.75%, but to provide gradual increases, the Commission set it at 1.60%. Previous surpluses might even allow keeping the same rate for 1981. These changes were announced in the Budget of December 11, 1979. But the government being defeated two days later, the Commission and government reverted to a 1.35% premium rate for 1980. With the amendments adopted by the new government in mid-1980, the cumulative surplus was eliminated by year-end.

For 1981, the premium rate had to be increased above 1.78% to meet the statutory constraint of the UI Act. Also, the unemployment rate was expected to rise to 8.7%. A premium rate of 1.80% was set for 1981, noting that it could lead to a small cumulative deficit at year-end. However, a favourable unemployment rate of 7.6% led to a $331 million cumulative surplus.

For 1982, the premium rate had to be dropped below the maximum of 1.68% allowed under the UI Act, due to good economic prospects and a projected cumulative surplus of $400 million. The selected rate of 1.65% might be kept for at least one more year.

The recession seen in the fall of 1981 and during 1982 was quite startling. Unemployment averaged 11.0% for 1982, as compared to a forecast of 7.8%. Program costs for 1982 rose by 73%, resulting in a record cumulative deficit of $2.4 billion by year-end.

For 1983, a large increase in the premium rate became inevitable due to rising UI and government deficits. Premium rates as high as 2.75% to 3.25% were considered, but consultations with businesses and labour led to a rate of 2.30%. Economic uncertainty led the government to limit the deficit while not placing an undue burden on consumers and businesses. In spite of that 40% rate increase, there was a further annual deficit of $1.5 billion and a cumulative deficit of $3.9 billion by year-end. As economic recovery began during 1983, unemployment was 11.9% instead of an anticipated rate of 12.3%.

En 1984, à la suite d'autres consultations, on a gardé le même taux de cotisation, vu l'incertitude persistante face à la reprise économique. Les prévisions indiquaient aussi que le déficit cumulatif pourrait être éliminé en trois ou quatre ans. Avec un taux réel de chômage de 11,3 % et un déficit annuel d'environ 700 millions $, le déficit cumulatif au Compte a atteint 4,5 milliards $ à la fin de 1984, contre les 5 milliards $ prévus l'année précédente. Différence expliquée par une surestimation et du déficit cumulatif de 1983, et des coûts du régime en 1984.

En 1985, il a fallu augmenter le taux de cotisation au-dessus de 2,32 % (s'agissant de la moyenne trisannuelle des coûts sur les gains assurés), à cause des exigences de la Loi. La Commission a fixé un taux de 2,35 %. On s'attendait alors à ce que le déficit cumulatif augmente encore de 250 millions $ en 1985, sous réserve d'un taux de chômage de 10,9 %. Un taux de chômage réel de 10,5 %, plus faible que prévu, créa un excédent annuel de 100 millions $ et à une légère baisse du déficit cumulatif à 4,4 milliards $ en 1985.

En 1986, le taux de cotisation a été maintenu à 2,35 % par la Loi C-52. Sinon, il aurait fallu le fixer au-delà du taux légal de 2,57 %. Une telle augmentation était inutile vu les excédents annuels à venir, permettant de résorber le déficit cumulatif avant 1988. Stabiliser le taux était d'autant plus justifiable vu l'intention annoncée de mener une étude complète du régime. Avec un taux de chômage de 9,6 %, le déficit cumulatif a baissé de 650 millions $ en 1986, au lieu des 850 millions $ prévus, pour passer à 3,8 milliards $ en fin d'année.

En 1987, le taux de cotisation a encore été maintenu à 2,35 %, cette fois par la Loi C-16, afin d'éviter une augmentation au-dessus du taux légal de 2,4501 %. On prévoyait encore éliminer le déficit cumulatif en 1988. En réalité, ce déficit fut même réduit de 1,4 milliard $ (300 millions $ de plus que prévu) pour atteindre 2,4 milliards $ à la fin de 1987. Cette amélioration était principalement due au plus faible taux de chômage que celui qui avait été prévu, nommément un taux de 8,9 % au lieu des 9,7 % prévus.

En 1988, la Commission a pu maintenir un taux de cotisation de 2,35 % pour une quatrième année consécutive, produisant ainsi un excédent annuel de 2,7 milliards et un excédent cumulatif de 356 millions $ à la fin de 1988 (on avait prévu 422 millions $ à un taux de chômage de 7,9 %, taux qui s'est avéré être de 7,8 %).

For 1984, the rate was left unchanged after renewed consultations, due to concerns on the fragility of the economic recovery. Medium-term forecasts showed that the cumulative deficit could be liquidated within 3 or 4 years. With an unemployment rate of 11.3% during 1984, the annual deficit reached $700 million and the cumulative deficit was $4.5 billion at year-end, lower than the $5 billion projected a year before. Both the 1983 cumulative deficit and the 1984 UI benefits had been overestimated.

For 1985, a premium rate increase over 2.32% (which was the 3-year average ratio of costs to insured earnings) was required under the statutory provisions of the UI Act. The Commission set the premium rate at 2.35%. The cumulative deficit was then expected to rise by another $250 million during 1985, assuming a 10.9% unemployment rate for that year. An annual surplus of $100 million arose because of a lower than expected unemployment rate of 10.5%, resulting in a slight fall in the cumulative deficit to $4.4 billion.

For 1986, the premium rate was maintained at 2.35% through Bill C-52. Otherwise, it would have had to exceed the statutory rate of 2.57%. A rise was pointless given expected annual surpluses likely to abolish the cumulative deficit by 1988. Rate stability was also justified in view of the comprehensive review announced for the UI program. With 9.6% unemployment, the cumulative deficit shrunk by $650 million during 1986 (compared to an expected $850 million) and stood at $3.8 billion by year-end.

For 1987, the premium rate was again frozen at 2.35%, this time through Bill C-16, to avoid a rate increase above the statutory premium rate of 2.4501%. The prospect of eliminating the cumulative deficit by 1988 remained. Actually, the deficit was cut by $1.4 billion ($300 million more than expected) and ended up at $2.4 billion at the end of 1988. This progress was mainly due to a lower unemployment rate than had been expected, namely a rate of 8.9% as compared to the expected 9.7%.

For 1988, the Commission left the premium rate at 2.35% for the fourth year, and the $2.7 billion annual surplus led to a cumulative surplus of $356 million by the end of 1988, as compared to an expected $422 million, based on a projected unemployment rate of 7.9% (the actual rate was 7.8%).

En 1989, la Commission a dû réduire le taux de cotisation à 1,95 %. Cette décision s'appuyait sur la prévision d'un excédent cumulatif de près de 1 milliard $ pour la fin de 1989, et d'un taux de chômage de 8,1 %. À la fin de 1989, on a constaté un excédent cumulatif de 1,1 milliard $ et un taux de chômage réel de 7,5 %.

En 1990, le projet de loi C-21 annonçait la fin de la participation de l'État aux coûts du régime, contribution en vigueur depuis 1940. On a aussi prévu un remaniement des prestations ordinaires, parentales et à fins productives, mais sans changer les coûts totaux. Vu le retrait financier de l'État, le budget d'avril 1989 indiquait que le taux de cotisation serait fixé à 2,25 % de 1990 à 1992 – mesure aussi incluse dans le projet de loi C-21. Toutefois, l'État s'engageait à combler toute insuffisance créée par ce taux.[1]

Le retard du Sénat à adopter le projet de loi força le gouvernement à verser 2,4 milliards $ au Compte d'assurance-chômage en 1990, pour la période allant jusqu'au 23 octobre. Ce fut aussi l'excédent cumulatif en fin d'année. Solde redressé à 2,2 milliards $ à l'adoption d'une comptabilité d'exercice.

En 1991, le gouvernement ne voulant pas répéter les déficits des années 1980, a annoncé dans son budget de février qu'il porterait le taux de cotisation à 2,80 %, le 1er juillet, afin de contrer les coûts dus à la hausse du chômage. Mais comme en 1981 et 1982, l'ampleur de la crise économique a surpris (taux de chômage de 10,4 % au lieu de 8,8 %) : malgré des recettes additionnelles de 1,3 milliard $, le déficit annuel prévu à 3,3 milliards $ a atteint 4,2 milliards $ et créa un déficit cumulatif de 2,0 milliards $.

Pour 1992, la Commission aurait conservé un taux de cotisation de 2,80 %, quitte à encourir un déficit cumulatif de 4,6 milliards $. Mais vu la situation financière du gouvernement, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration lui intima de fixer le taux de cotisation à 3,00 %, en ciblant un déficit cumulatif de 3,4 milliards $ à la fin de 1992.

For 1989, the Commission had to reduce the premium rate to 1.95%. This decision was supported by the prospect of a cumulative surplus of about $1 billion by year-end, at a forecasted unemployment rate of 8.1%. With the unemployment falling to 7.5%, the cumulative surplus reached $1.1 billion at year-end.

For 1990, the government introduced Bill C-21 to do away with its UI contribution (for the first time since 1940), and restructured regular, developmental and parental benefits. The overall effect on UI program costs was to be neutral. To replace the government contribution, the April, 1989 budget announced that the premium rate would be raised to 2.25% from 1990 to 1992 - a proposal also included in Bill C-21. However, the government promised financial support if necessary.[1]

However, the Senate's delay in adopting the Bill led to a government contribution of $2.4 billion in 1990 for the period up to October 23, and to the same surplus in the UI Account by year-end. The amount was later restated to $2.2 billion with the adoption of accrual accounting.

In 1991, the government did not want to sustain the deficits seen in the 1980s and thus announced in the February budget that the premium rate would be 2.80% from July 1 to offset the costs of rising unemployment. As in 1981/82, the severity of the economic downturn was unforeseen (unemployment rate was 10.4% instead of 8.8%). In spite of added revenues of $1.3 billion, the $3.3 expected annual deficit rose to $4.2 billion, which led to a cumulative deficit of $2.0 billion.

For 1992, the Commission would have left the premium rate at 2.80% and let the cumulative deficit rise to $4.6 billion. But the government's own deficit led the Minister of Employment and Immigration to order that the premium rate be set at 3.00%, with a planned cumulative deficit of $3.4 billion at the end of 1992.

---

[1] Comme mesure temporaire, la Commission a fixé un taux de cotisation de 1,95 % à l'automne de 1989 mais Revenu Canada a invité les employeurs à soumettre leurs cotisations au taux prévu sous le projet de loi C-21.

[1] As an interim measure, the Commission set the premium rate of 1.95% in the fall of 1989 but employers were invited by Revenue Canada to remit premiums at the higher rate pending the adoption of Bill C-21.

L'année s'est quand même terminée avec un solde négatif de 4,7 milliards $. L'écart de 1,3 milliard reflétait surtout la faiblesse des revenus attribuable au chômage plus élevé que prévu (11,3 % au lieu de 10,2 %), ainsi qu'une révision à la baisse des revenus de 1991. Les coûts du régime, eux, ont dépassé les prévisions de 400 millions.

Pour 1993, la Commission a conservé le même taux de cotisation vu les hausses depuis 1990. On avait prévu un déficit cumulatif de 8,2 milliards $ à la fin de 1993 mais il n'a atteint que 5,9 milliards $. Les coûts du régime ont été moindres, à cause de la baisse du rapport des bénéficiaires aux chômeurs, de la faible croissance du taux moyen de prestation, d'un taux de chômage plus bas que prévu et enfin à cause de la Loi C-113. Les recettes de cotisation ont aussi été plus faibles que prévues.

Pour 1994, la Commission a haussé le taux de cotisation à 3,07 % - soit le plus faible taux autorisé par les dispositions de la Loi. Ceci permettrait d'éponger 2,7 milliards du déficit cumulatif. On estimait recueillir 19,9 milliards en cotisations et encourir des coûts de 17,2 milliards. Mais les revenus ont été inférieurs aux prévisions et le Compte a terminé l'année avec un déficit cumulatif de 3,6 milliards $ au lieu des 3,2 milliards $ prévus.

Pour 1995, la Commission n'a pas eu à fixer le taux de cotisation puisque la Loi C-17 avait prescrit un taux de 3,00 %[2], dans la perspective d'une reprise économique et de la réduction des coûts prévue par cette Loi. Ce taux devait suffire à remplacer le déficit par un excédent de l'ordre de 1 milliard $. Cela s'est vérifié puisqu'on a fini l'année avec un excédent cumulatif de 0,7 milliard $.

Pour 1996, encore en vertu de la Loi C-17, le taux a été abaissé à 2,95 %. Ce taux visait l'établissement d'un coussin de sécurité permettant de parer à d'éventuels soubresauts économiques. Ceci a permis de constituer une réserve de 5,7 milliards à la fin de l'année.

The cumulative deficit still rose to $4.7 billion by the end of 1992, which was mostly due to a revenue shortfall, due to higher unemployment of 11.3% (10.2% was expected) and to a downward revision of the 1991 revenue base. Program costs exceeded estimates by $400 million.

For 1993, the Commission decided against any further increase in premium rates. Instead of an expected cumulative deficit of $8.2 billion at the end of 1993, the negative balance reached $5.9 billion. Program costs were less than expected due to a lower ratio of beneficiaries to unemployed, lower growth in average weekly earnings, lower than expected unemployment and finally because of Bill C-113. Premium revenues were also less than expected.

For 1994, the Commission increased the premium rate to 3.07% - the smallest rate allowed under the provisions of the Act. That would allow the Account to develop an annual surplus of $2.7 billion, on forecasted premiums of $19.9 billion and program costs of $17.2 billion. Actual premiums turned out to be lower than expected so that the Account did post a $3.6 billion cumulative deficit at year-end instead of the expected $3.2 billion.

For 1995, the premium rate was prescribed at 3.00%[2] under Bill C-17 in the expectation of ongoing economic recovery and of a reduction in program costs due to the same Bill. It was projected that a cumulative surplus of about $1 billion would replace the existing deficit. This was actually close as a cumulative surplus of $0.7 billion arose at year-end.

For 1996, again under the provisions of Bill C-17, the premium rate was reduced to 2.95%. The objective of such a rate was to build a reserve as protection against an eventual economic slowdown. It led to the creation of a $5.7 billion reserve by the end of 1996.

---

[2] On avait craint un an plus tôt devoir fixer un taux de 3,30% pour 1995, en conformité avec l'exigence du taux statutaire. Mais cette crainte s'est dissipée avec la baisse rapide des coûts en 1994 et 1995, engendrée surtout par l'évolution du marché du travail.

[2] A year earlier, there had been concerns that the rate might have to rise to 3.30% for 1995 to satisfy the statutory provision of the UI Act but this concern was unproven as costs fell during 1994 and 1995, in reaction to labour market conditions.

Pour 1997, la Commission a fixé un taux de 2,90 %, en vertu des nouvelles dispositions de la Loi sur l'assurance-emploi, qui stipulaient une certaine stabilité des taux au cours d'un cycle économique. Le patronat aurait préféré une réduction plus forte mais l'intention était d'accumuler une réserve importante. Réserve qui a atteint 12,0 milliards $ à la fin de 1997.

Pour 1998, en conformité avec les dispositions de la Loi, il était estimé que le taux de cotisation de longue durée serait de l'ordre de 2,00 %, ce qui serait compatible avec les coûts moyens du régime sur une longue durée. On jugeait aussi qu'une réserve de 10 à 15 milliards $ devrait désormais suffire pour garantir la stabilité des taux. Après consultation, la Commission a choisi de réduire le taux à 2,70 %, tout en prévoyant d'autres réductions importantes à venir. L'excédent cumulatif a donc encore beaucoup augmenté : près de 20 milliards $ à la fin de l'année.

Pour 1999, la poursuite de la reprise économique et la taille de l'excédent cumulatif au Compte ont mené à un débat sur la réduction souhaitée des taux de cotisation. Il a été décidé de restreindre la baisse du taux à 0,15 % en le portant à 2,55 %. Cela permettait de poursuivre la baisse des taux de taux de cotisation engagée en 1995 et devrait permettre un autre excédent annuel qui portera le cumulatif à près de 26 milliards $ à la fin de 1999.

For 1997, the Commission set a rate of 2.90% under the new provisions of the EI Act - requiring relative stability over a business cycle. Employers would have preferred a more significant reduction, but the focus remained on the building of an important reserve. The reserve actually reached $12.0 billion at the end of 1997.

For 1998, in line with the provisions of the Act, it was estimated that the long-term premium rate could be of the order of 2.00%, a level consistent with the costs of the program over the long term. It was also estimated that a $10 to $15 billion reserve should be sufficient to guarantee the future stability of premium rates. After consultation, the Commission set the premium rate at 2.70% in the expectation of future significant reductions. As a result, the cumulative surplus increased significantly once again, reaching almost $20 billion at year-end.

For 1999, the continuing economic expansion and the growing surplus led to renewed debate about the size of the premium reductions to come. As it turned out, the rate was reduced by 0.15% to 2.55%. This was the fifth consecutive reduction since 1995 and should lead to a further annual surplus that will bring the cumulative reserve to nearly $26 billion by the end of 1999.

REVUE DES TAUX DE LA COTISATION OUVRIÈRE ET PATRONALE, DE 1972 À 1999/
REVIEW OF EMPLOYEE/EMPLOYER PREMIUM RATES FROM 1972 TO 1999

Année/ *Year*		Taux de cotisation Ouvrière-Patronale/ *Employee-employer Premium rates*	Maximum de la rémunération hebdomadaire assurable/ *Maximum weekly Insurable earnings*	Cotisation hebdomadaire maximale/ *Maximum weekly contribution* Ouvrière/ *Employee*	Patronale/ [1] *Employer*	Cotisation annuelle[2] Maximale/ *Maximum yearly Contribution* Ouvrière/ *Employee*	Patronale/ [1] *Employer*
1972[3]		0.90/1.26	150	1.35	1.89	70.20	98.28
1973[3]		1.00/1.40	160	1.60	2.24	83.20	116.48
1974[3]		1.40/1.96	170	2.38	3.33	123.76	173.16
1975		1.40/1.96	185	2.59	3.63	134.68	188.76
1976		1.65/2.31	200	3.30	4.62	171.60	240.24
1977		1.50/2.10	220	3.30	4.62	171.60	240.24
1978		1.50/2.10	240	3.60	5.04	187.20	262.08
1979		1.35/1.89	265	3.58	5.01	186.16	260.52
1980		1.35/1.89	290	3.92	5.49	203.84	284.96
1981		1.80/2.52	315	5.67	7.94	294.84	412.88
1982		1.65/2.31	350	5.78	8.09	300.56	420.68
1983		2.30/3.22	385	8.86	12.40	460.72	644.80
1984		2.30/3.22	425	9.78	13.69	508.56	711.88
1985		2.35/3.29	460	10.81	15.13	562.12	786.76
1986		2.35/3.29	495	11.63	16.28	604.76	846.56
1987		2.35/3.29	530	12.46	17.44	647.92	906.88
1988		2.35/3.29	565	13.28	18.59	690.56	966.78
1989		1.95/2.73	605	11.80	16.52	613.60	859.04
1990		2.25/3.15	640	14.40	20.16	748.80	1,048.32
1991	1ère moitié/ 1st half	2.25/3.15	680	15.30	21.42	397.80	556.92
	2e moitié/ 2nd half	2.80/3.92	680	19.04	26.66	495.04	693.16
	Total					892.84	1,250.08
1992		3.00/4.20	710	21.30	29.82	1,107.60	1,550.64
1993		3.00/4.20	745	22.35	31.29	1,162.20	1,627.08
1994		3.07/4.298	780	23.95	33.52	1,245.40	1,743.04
1995		3.00/4.20	815	24.45	34.23	1,271.40	1,779.96
1996		2.95/4.13	750	22.13	30.98	1,150.76	1,610.96
1997		2.90/4.06	39,000[4]	--	--	1,131.00	1,583.40
1998		2.70/3.78	39,000[4]	--	--	1,053.00	1,474.20
1999		2.55/3.57	39,000[4]	--	--	994.50	1,392.30

[1] La cotisation patronale est la cotisation ouvrière multipliée par 1,4. / Employer figure was calculated as 1.4 times the employee figure.

[2] Le maximum annuel est le maximum hebdomadaire multiplié par 52. / Yearly maximum was calculated as 52 times the weekly maximum.

[3] Les nouveaux assurés de 1972 ont payé 40 % du plein taux en 1972, 60 % en 1973 et 80 % en 1974. / Workers who were first covered in 1972 paid 40% of the full rate in 1972, 60% in 1973 and 80% in 1974.

[4] Limite annuelle à partir de 1997. / Annual maximum starting in 1997.

REVUE HISTORIQUE DES CLAUSES DE FINANCEMENT DU RÉGIME D'ASSURANCE-CHÔMAGE / EMPLOI

I Conditions actuelles

Le Compte d'assurance-emploi est financé par les cotisations patronale et ouvrière dans une proportion de 7/12 et de 5/12. Lui sont imputés : les prestations, les frais d'administration, les coûts du Service national de placement et ceux des prestations d'emploi et mesures de soutien sous la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi. Un excédent ou déficit au Compte porte intérêt aux taux du marché.

Ce compte permet de tenir un relevé distinct de toutes les opérations sous le régime d'assurance-emploi. Les déboursés et les recettes sont effectués par le Trésor, comme pour les autres transactions du gouvernement.

II Revue historique

Le 27 juin 1971, le Compte d'assurance-chômage a remplacé le Fonds du même nom qui existait depuis 1940.

Avant la Loi sur l'assurance-chômage de 1971

Les employeurs et les employés contribuaient à parts égales au Fonds d'assurance-chômage. Le gouvernement fédéral y ajoutait 20 % des cotisations totales et assumait les frais d'administration.

Sous la Loi sur l'assurance-chômage de 1971

En janvier 1972, on a attribué au secteur privé le coût des prestations ordinaires dites initiales, jusqu'à un seuil de chômage de 4 %; le coût des prestations spéciales (en cas de maladie, de grossesse ou d'atteinte de l'âge 65); les frais d'administration et les intérêts crédités ou à payer. La cotisation patronale a été établie à 1,4 fois la cotisation ouvrière, fixant un ratio de partage de 7/12 pour la partie patronale et de 5/12 pour la partie ouvrière.

HISTORICAL REVIEW OF FINANCING ARRANGEMENTS UNDER THE UI /EI PROGRAM

I Current Arrangement

The Employment Insurance Account is entirely financed through employer and employee premiums, in a 7/12 to 5/12 sharing ratio. The costs charged to the Account include all benefit and administrative costs, the costs of the National Employment Service and of Employment benefits and measures under Part II of the EI Act. Surpluses or deficits in the Account bear interest at market rates.

This account provides a separate record of all EI transactions. Payments or receipts are actually made under the Consolidated Revenue Fund, as for all other expenditures and revenues of the federal government.

II Historical Review

The UI Account was established on June 27, 1971 in replacement of the UI Fund that had existed since 1940.

Prior to the 1971 UI Act

Employers and their employees paid equal shares into the UI Fund, with the federal government adding 20% of the combined employee/employer contributions in addition to the total cost of administration.

Under the 1971 UI Act

Effective January, 1972, the private sector became responsible for the cost of initial regular benefits up to a 4% threshold rate of unemployment, the cost of special benefits (sickness, pregnancy and age 65 benefits), the costs of administration and interest charges or credits. The employer's premium was set at 1.4 times the premiums paid by employees, thus producing a sharing ratio of 7/12 for employers and 5/12 for employees.

Notes:

1) Le multiple de 1,4 assigné aux employeurs représentait, sur la base de simulations économétriques, le taux moyen qu'auraient dû payer les employeurs dans un éventuel régime de tarification selon l'expérience. On devait instituer ce régime à partir de 1974, mais on en reporta l'échéance et les clauses habilitantes de la Loi ont été révoquées le 15 août 1977.

2) Seule exception à ce multiple, les employeurs qui offrent un régime d'assurance-salaire en cas de maladie: ils versent un multiple inférieur à 1,4. Ainsi reçoivent-ils compensation des économies que ces régimes permettent de réaliser au chapitre des prestations de maladie de l'assurance-chômage. Au moins 5/12 de cette réduction de cotisation doit être remise aux employés, au comptant ou sous forme d'avantages.

Le gouvernement fédéral prenait à sa charge, en 1972: le coût des prestations ordinaires initiales attribuées à un taux de chômage national supérieur à 4 %; les prestations de prolongation en vertu de l'emploi ou d'un taux national ou régional de chômage élevé; les prestations servies après un cours suivi en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes; et le coût des prestations aux pêcheurs indépendants.

Effet de la Loi C-69

En janvier 1976, le seuil fixe de 4 % qui servait à répartir le coût des prestations ordinaires initiales entre le secteur privé et le gouvernement fédéral a été remplacé par un seuil variable, soit la moyenne des taux de chômage mensuels sur huit ans (jusqu'en juin de l'année précédant celle du calcul).

Effet de la Loi C-27

Après le 11 septembre 1977, les prestataires inscrits à des cours de formation recevaient des prestations d'assurance-chômage (au lieu d'allocations en vertu de la Loi sur la formation). Ces montants étaient financés selon les règles applicables aux prestations ordinaires.

Mais si la durée normale d'admissibilité du prestataire se terminait, on la prolongeait jusqu'à la fin du cours de formation, puis d'un autre 6 semaines (réduit à 3 semaines à partir du 31 mars 1985). Le gouvernement fédéral prenait en charge le coût de telles prolongations.

Notes:

1) The 1.4 multiple assigned to employers was based on econometric simulations of the effects of a proposed experience-rating system. It was expected that such a multiple would be the average for all employers combined. The system, proposed to start in 1974, was delayed and finally the enabling provisions of the Act were repealed on August 15, 1977.

2) The only exception to the standard employer premium concerns employers with registered wage-loss replacement plans in case of sickness. These employers pay a lower multiple than 1.4 to compensate them for the savings that their plans generate in terms of UI sickness benefits. At least 5/12 of the premium reduction must be passed on to their employees in cash or additional fringe benefits.

The federal government, on the other hand, became responsible in 1972 for: the costs of initial regular benefits attributable to a national unemployment rate over 4%; the total cost of extended benefits due to labour force attachment or to high national or regional unemployment; benefits after completing a course of training under the Adult Occupational Training Act; and benefits to self-employed fishers.

Impact of Bill C-69

Effective January, 1976, the fixed threshold rate of 4% used to allocate the cost of initial regular benefits between the private sector and the federal government was replaced by a variable threshold, equal to the eight-year average of monthly rates of unemployment (up to June of the year before the one of calculation).

Impact of Bill C-27

Effective September 11, 1977, claimants referred to training courses were granted UI benefits (rather than allowances under the Training Act). These benefits were to be financed in accordance with the same rules as used for regular benefits.

If regular UI entitlement was exhausted, benefits were extended to the end of the training course and up to 6 weeks thereafter (up to 3 weeks after March 31, 1985). The federal government assumed, the cost of additional benefits paid as a result of such extensions.

Les prestations de création d'emplois et pour travail partagé ont aussi été instituées le 11 septembre 1977 (bien qu'aucune somme d'importance n'ait été versée avant 1982). S'agissant de création d'emplois, les prestations étaient financées comme les prestations ordinaires : formule du seuil pour les prestations initiales ; prise en charge par le gouvernement en prolongation, y compris pour les prolongations spéciales (comme celles de formation). Quant aux prestations de travail partagé, leur coût revenait au secteur privé.

Job creation and work sharing benefits were also instituted on September 11, 1977 (although no significant amounts were spent in this respect until 1982). The cost of benefits under job creation projects was financed in the same way as regular UI benefits: threshold formula for initial benefits; government financing of extended benefits; special extensions similar to training extensions were also financed by the government. The cost of benefits under work sharing projects was financed by the private sector.

Effet de la Loi C-14

À partir de janvier 1979, les prestations dites de prolongation liée à la durée d'emploi ont été financées selon la formule du seuil (comme les prestations ordinaires versées dans la période initiale), au lieu d'être assumées par le gouvernement. La formule du seuil s'est aussi appliquée aux prestations pour travail partagé, auparavant imputées au seul secteur privé.

Impact of Bill C-14

Effective January, 1979, benefits paid during the labour force extended phase were financed on the basis of the threshold formula (in the same way as regular benefits paid during the initial phase), instead of being charged entirely to the government. Also, work sharing benefits were to be financed on the basis of the threshold formula, instead of being charged just to the private sector.

Modifications à la partie VII du Règlement sur l'assurance-chômage (frais d'administration)

Depuis le 1er avril 1980, les frais d'administration à la charge du secteur privé comprennent les frais d'administration du Service national de placement.

Amendments to Part VII of UI Regulations (cost of administration)

Since April 1, 1980, the cost of administration to be financed by the private sector has included the administrative costs of the National Employment Service.

Effet de la Loi C-3

La formule de seuil pour le financement des prestations ordinaires a été abolie le 1er juillet 1980: ainsi, le secteur privé s'est vu attribuer tout le coût des prestations initiales, celui des prolongations fondées sur la durée d'emploi et celui des prestations de travail partagé.

Impact of Bill C-3

Effective July 1, 1980, benefits that had been financed jointly by the government and the private sector on the basis of the threshold formula (namely, initial, labour force extended and work sharing benefits) were to be charged entirely to the private sector.

Effet de la Loi C-21

Depuis le 23 octobre 1990, les coûts du régime sont entièrement couverts par les cotisations patronale et ouvrière. Le gouvernement fournit au besoin des avances temporaires et remboursables avec intérêt, ou dispose des excédents sur la même base.

Impact of Bill C-21

Effective October 23, 1990, total program costs are met from employer/employee premiums. The government provides temporary refundable advances as needed, or may temporarily use available surpluses, all with interest.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTÉS À LA LOI OU AUX RÈGLEMENTS SUR L'ASSURANCE-EMPLOI, DE 1972 À 1999

Loi C-16 (en vigueur le 30 janvier 1976) :

Les prestations de maternité deviennent plus flexibles.

Loi C-69 (en vigueur le 1er janvier 1976) :

Un départ volontaire, une inconduite ou un refus d'accepter un emploi amènent dorénavant 6 semaines d'exclusion de prestations (au lieu de 3).

Abolition du taux de prestation de 75 % pour les prestataires en période de prolongation et ceux à faible revenu ayant des personnes à charge.

L'âge maximum pour l'assurance-chômage passe de 70 à 65 ans.

Plus de flexibilité dans certaines conditions.

Élimination de la disposition offrant 3 semaines de paiement à l'avance.

Règlements sur les pêches :

À partir de 1976, la saison de pêche commence le 1er novembre plutôt que le 1er décembre et se termine le 15 mai.

Le 22 juillet 1980, les femmes des pêcheurs deviennent éligibles aux prestations.

Le 5 juin 1983, les prestations hebdomadaires sont fixées à partir des 10 meilleures semaines.

Loi C-27 (différentes dates en 1977) :

Le 4 décembre, le nombre de semaines nécessaires pour qualifier aux prestations devient variable : de 10 à 14 semaines au lieu de 8.

Le 11 septembre, les prestations sont structurées en 3 périodes au lieu de 5.

Le 11 septembre, les prestations sont autorisées pour la formation, la création d'emplois et le travail partagé.

REVIEW OF MAIN LEGISLATIVE AND REGULATORY CHANGES UNDER THE EI PROGRAM, FROM 1972 TO 1999

Bill C-16 (effective January 30, 1976):

Maternity benefits made more flexible.

Bill C-69 (effective January 1, 1976):

Doubling of maximum disqualification for voluntary quitters, misconducts, job refusals, etc.: 6 weeks, instead of previous 3;

Abolition of 75% benefit rate for low income earners with dependents and claimants in extended benefit phases;

Reduction of age limit for UI coverage and benefits, from 70 to 65;

More flexibility on various benefit conditions;

Removal of the 3 week advance pay provision.

Fishing regulations:

Effective November 1, 1976, benefit season to start on November 1 instead of December 1, and continue until next May 15.

Effective July 22, 1980, wives eligible for benefits.

Effective June 5, 1983, weekly benefits based on 10 best earnings' weeks.

Bill C-27 (various effective dates in 1977):

Effective December 4, introduction of 10 to 14 week variable entrance requirement, in replacement of flat 8 week requirement.

Effective September 11, replacement of 5-phase benefit structure with 3-phases.

Effective September 11, authorization of Developmental Uses of UI for training, job creation and work sharing.

Élimination de la règle qui impose la fin de la période de prolongation après 4 semaines.

Loi C-14 (en vigueur le 1er janvier 1979) :

Le 7 janvier 1979, le taux des prestations passe de 66 2/3 % à 60 %.

Le 1er juillet 1979, conditions d'éligibilité plus sévères à l'égard des récidivistes, et des personnes qui deviennent membres de la population active.

Mise en vigueur de la clause du remboursement de prestations au taux de 30 %.

Les conditions minimales d'admissibilité sont augmentées jusqu'au 1er janvier 1981.

Changements divers au Règlement :

À partir du 1er avril 1980, les frais d'administration des services d'emploi sont imputés au Compte de l'assurance-chômage.

À partir de juillet 1977, on ne tient plus compte des indemnités de départ dans l'établissement des prestations à l'assurance-chômage.

À partir de septembre 1982, les montants payés pour les vacances sont aussi exclus.

À partir du 31 mars 1985, tous les montants payés ou payables lors d'une cessation d'emploi comptent aux fins des prestations.

À partir du 5 janvier 1986, les pensions de retraite sont déduites des prestations d'assurance-chômage mais à partir du 5 avril 1987, elles ne sont plus déduites si le prestataire s'est requalifié pour une nouvelle période de prestation.

Loi C-156 (en vigueur le 1er janvier 1984) :

Changements dans les conditions d'éligibilité aux prestations de maternité.

Établissement des prestations d'adoption.

Loi C-116 (en vigueur le 29 mars 1987) :

Début de prestations restreintes de paternité.

Removal of the 4 week automatic termination rule in the extended phase.

Bill C-14 (effective January 1, 1979):

Effective January 7, 1979, reduction in benefit rate to 60%, from 66 2/3%.

Effective July 1, 1979, increased entrance requirement for repeaters, new entrants and re-entrants.

Introduction of 30% benefit repayment provision;

Increase in minimum insurability requirement (reduced once again from January 1, 1981).

Various regulatory changes:

Effective April 1, 1980, charging of administrative costs of Employment Services to the UI Account.

Effective July, 1977, severance pay disregarded for UI benefit purposes.

Effective September, 1982, vacation pay disregarded for UI benefit purposes.

Effective March 31, 1985, all earnings on separation (including severance and vacation pay) counted for UI benefit purposes.

Effective January 5, 1986, retirement pensions deducted from UI benefits, but effective April 5, 1987 they are not for those who subsequently requalify for UI.

Bill C-156 (effective January 1, 1984):

Abolition of "magic-10" requirement for maternity benefits;

Institution of adoption benefits.

Bill C-116 (effective March 29, 1987):

Introduction of limited UI paternity benefits;

Les prestations de maternité/adoption/paternité sont prolongées à 52 semaines si l'enfant est à l'hôpital.

Conditions d'éligibilité aux prestations (en vigueur du 6 janvier 1990 au 17 novembre 1990) :

14 semaines requises pour l'éligibilité aux prestations (en attente de l'adoption de la Loi C-21).

Loi C-21 (en vigueur le 18 novembre 1990) :

Les conditions d'éligibilité aux prestations sont augmentées: il faut maintenant de 10 à 20 semaines, au lieu de 10 à 14 semaines.

La durée maximale d'admissibilité aux prestations ordinaires est réduite dans les régions où le taux de chômage est bas.

Dans le cas d'un départ volontaire, d'une inconduite ou du refus d'un emploi, le taux de prestations est réduit à 50 % et la période d'exclusion augmentée entre 7 et 12 semaines.

Les prestations parentales et de maternité peuvent être combinées mais sont sujettes à un maximum de 30 semaines (prestations de maladie incluses).

Fin de l'âge limite de cotisation et des prestations de retraite (rétroactif au 23 septembre 1988).

À partir du 6 janvier 1991, un nouveau règlement autorise l'achat de cours de formation et d'allocations supplémentaires pour des fins productives.

À partir du 7 mai 1992, on y rajoute les prestations et autres coûts reliés aux travailleurs indépendants, la mobilité et les primes d'encouragement au réemploi.

Loi C-113 (adopté le 24 mars 1993) :

Le taux des prestations se rapportant à une période de prestations commencée après le 4 avril 1993 et jusqu'au 1er avril 1995 est de 57 %.

Resserrement des conditions reliées aux exclusions en raison de départ volontaire, d'inconduite ou de refus d'emploi: exclusion complète aux prestations.

Maternity/adoption/paternity benefit period extended to 1 year if child hospitalized.

Lapse of 10-14 week VER (effective January 6, 1990 to November 17, 1990):

Imposition of a fixed 14 week entrance requirement pending the adoption of Bill C-21.

Bill C-21 (effective November 18, 1990):

Increase in variable entrance requirement to 10-20 weeks, instead of 10-14 weeks;

Reduction of maximum benefit entitlement for regular benefits, especially in low unemployment regions;

Disqualification period for voluntarily quitting, misconduct and job refusal raised to a range of 7 to 12 weeks, with 50% benefit rate thereafter;

Expansion of maternity/parental benefits (subject to a combined maximum of 30 weeks for special benefits, incl. sickness);

Elimination of maximum age limit and of age 65 retirement benefit (retroactive to Sept. 23, 1988);

Effective January 6, 1991 by regulation, authorization of Developmental Uses for costs of training courses and supplementary allowances for training.

Effective May 7, 1992 by regulation, also for benefits and other costs for self-employment, mobility and re-employment incentives.

Bill C-113 (adopted March 24, 1993):

For benefit periods established after April 4, 1993 and before April 1, 1995, the benefit rate is equal to 57%.

Tightening of disqualification reasons for voluntary quitting, misconduct or job refusal: complete disqualification from benefits.

Loi C-17 (adopté le 15 juin 1994) :

À compter du 4 juillet et pour deux ans, le taux des prestations s'établit à 55 % sauf pour les prestataires qui, eux-mêmes ou leur conjoint, subviennent aux besoins d'au moins une personne à charge. Ils recevront un taux de 60 % si leur rémunération moyenne en période de référence est inférieure à 50 % du maximum assurable.

Augmentation du nombre minimal de semaines nécessaires pour la qualification aux prestations.

Réduction de la durée des périodes de prestations.

Loi sur l'assurance-emploi (adoptée le 20 juin 1996) :

L'assurance-chômage devient l'assurance-emploi.

Certains éléments de la nouvelle Loi entrent en vigueur le 2 juillet 1996, mais la plupart prennent effet le 1er janvier 1997.

Les nouveaux actifs doivent compter 910 heures de travail dans la dernière année. S'ils ont travaillé 490 heures, ils seront soumis aux règles ordinaires l'année suivante.

La norme variable d'admissibilité est transformée en heures : de 420 à 700 heures au lieu de 14 à 20 semaines (à raison de 35 heures par semaine).

Les cotisations sont prélevées sur l'ensemble de la rémunération, du premier dollar jusqu'à 39 000 $ par année (abolition des limites hebdomadaires).

Les cotisations des travailleurs sont remboursées à ceux qui gagnent moins de 2 000 $ dans une année, ou pour tout excédent sur 39 000 $.

Pas de minimum hebdomadaire pour les emplois assurables.

Le taux de prestation est calculé sur les 26 dernières semaines, sujet à prolongation, avec un diviseur minimum de 14 à 22 semaines.

La prestation maximale baisse à 413 $ par semaine le 30 juin 1996, au lieu de 465 $ en première moitié d'année.

Bill C-17 (adopted June 15, 1994)

From July 4, 1994 and for two years, the benefit rate will be 55%, except for claimants (or their spouse) who, themselves or their spouse, support one or more persons. Those claimants will receive a rate of 60% if their average earnings during their qualification period is less than 50% of the maximum weekly insurable earnings.

Increase of the minimum number of weeks necessary to qualify for benefits.

Decrease of the length of benefit periods.

Bill C-12, EI Reform (adopted June 20, 1996)

UI becomes employment insurance.

Certain features of the new legislation are effective July 2, 1996 but most take effect on January 1, 1997.

New entrants must have worked 910 hours during the last year. Having worked 490 hours, they will be subject to the regular rules during the following year.

The variable entrance requirement is translated into hours: from 420 to 700 hours instead of 14 to 20 weeks (35 hours per week).

Premiums are collected on total earnings, from the first dollar earned up to $39,000 annually (no weekly limits).

Employee premiums are refunded to those who earn less than $2,000 annually, or for any earnings over $39,000.

No weekly minimums for insurable employment.

The benefit rate is calculated from the last 26 weeks' earnings, with extensions possible, and with a minimum divisor of 14 to 22 weeks.

The maximum weekly benefit is reduced to $413 on June 30, 1996 instead of $465 during the first half of the year.

Le taux de prestation est de 55 % mais est réduit d'un point de pourcentage par 20 prestations ordinaires reçues au cours des cinq dernières années (excluant les prestations versées avant juillet 1996), sujet à un taux minimum de 50 %.

Le taux de prestation peut être majorée pour ceux qui reçoivent la prestation familiale pour enfants. Le taux de prestation peut atteindre 60 % en 1996 et 80 % en 2000, sans dépasser 413 $

Pour ceux qui ont reçu au moins 20 prestations ordinaires au cours des 5 dernières années, la récupération fiscale commence à un seuil annuel de 100 % du maximum assurable (39 000 $). Le taux de récupération va de 30 % à 100 % des prestations versées, selon les revenus totaux et le nombre de prestations antérieures.

Le seuil de récupération s'établit à 125 % pour les autres prestations y compris les prestations spéciales, avec un taux de récupération de 30 %.

Pas de récupération des montants versés sous la Partie II de la Loi.

Permission de gagner 50 $ par semaine sans réduire les prestations, ou 25 % du taux de prestation si c'est plus élevé.

Norme d'admissibilité plus sévère en cas de fraude.

Les prestations et mesures d'emploi (partie II) sont sujettes à une limite de dépenses de 0,8 % de la rémunération assurable totale.

Dévolution aux provinces de la majeure partie des dépenses sous la partie II.

Projets des « petites semaines » (en vigueur le 4 mai 1997 et reconduit jusqu'en novembre 2001) :

En vertu de projets pilotes, on a permis aux prestataires qui avaient gagné moins que 150 $ dans une ou plusieurs semaines de bénéficier du même taux de prestation que celui calculé avec leurs semaines mieux payées.

The basic benefit rate is 55% but can be graded down to as low as 50%, by 1 percentage point for each 20 weeks of regular benefits received during the last 5 years (weeks paid before July 1996 are not counted).

The benefit rate can be increased for those who receive a Child Tax Benefit. It can reach 60% in 1996 and 80% in 2000, but not more than the maximum weekly benefit of $413.

For those who have received at least 20 weeks of regular benefits during the last 5 years, the clawback applies over an annual threshold equal to 100% of the maximum insured earnings ($39,000). The clawback rate can vary from 30% to 100% of the benefits paid, depending on total income and the previous number of weeks paid.

The clawback threshold rises to 125% for other benefits including special benefits, and the clawback rate is then 30%.

There is no clawback on any amounts paid pursuant to Part II of the Act.

A claimant can earn $50 a week without reducing benefits, or 25% of the benefit rate if this would be greater.

Higher entrance requirements in cases of fraud.

Employment benefits and measures (Part II) are subject to a spending limit of 0.8% of aggregate insured earnings.

Devolution to provinces of most of the spending under Part II.

Small weeks projects (effective May 4, 1997 and reconfirmed until November 2001):

Under the provisions allowing pilot projects, claimants who earned less than $150 in one or more weeks were allowed to receive the same benefit rate as if it was calculated using only their weeks of higher earnings.